



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 23 novembre 2021**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 23 novembre 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation
2. Hors commission - Med Vallée - Pacte des fondateurs de Med Vallée - Autorisation de signature
3. Hors commission - Préfiguration de l'Agence économique - Approbation
4. Attractivité - Dispositif de soutien aux agriculteurs sinistrés par l'épisode de gel du 7 et 8 avril 2021 - Abondement au « fonds de solidarité spécial gel » - Convention d'accompagnement et de financement avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature
5. Solidarités - Organisme Foncier Solidaire Métropolitain - Statuts - Désignations - Convention de domiciliation - Conventions d'attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
6. Environnement - Aide au démarrage de l'association d'insertion Envie - Attribution d'une subvention de fonctionnement - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
7. Environnement - Association MRBC Montpellier ReBuilding Center - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
8. Environnement - Création d'une recyclerie spécialisée dans les matériels sportifs - Projet Lezprit Réquipe - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
9. Animation du territoire - Attribution d'un fonds de concours à la Commune de Grabels - Convention d'attribution - Approbation
10. Environnement - Site Natura 2000 "Plaine de Fabrègues-Poussan" - Convention-cadre relative à l'animation, la mise en œuvre et le suivi du document d'objectifs entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
11. Environnement - Élaboration de la stratégie biodiversité - Convention de coopération opérationnelle avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Observatoire de la biodiversité - Autorisation de signature
12. Hors commission - Expérimentation de covoiturage avec Klaxit - Prolongation du dispositif "Tous covoitureurs" - Approbation
13. Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation des déplacements urbains sur le réseau TaM réalisés par les abonnés scolaires libre-circulation en juillet et août 2021 - Autorisation de signature
14. Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et la diffusion théâtrale - Attributions pour le 4ème trimestre 2021 - Approbation - Autorisation de signature
15. Animation du territoire - Centenaire Brassens - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prise en charge de frais - Approbation
16. Animation du territoire - Convention de mise à disposition par l'Etat de conservateurs des bibliothèques auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
17. Animation du territoire - Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
18. Animation du territoire - Itinérance de l'exposition Louis GAUFFIER (1762-1801) "Un voyage en Italie" - Convention de co-organisation entre le musée Fabre et le musée Sainte Croix de Poitiers - Autorisation de signature
19. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre, le musée des Beaux-Arts de Rouen et l'association FRAME - Autorisation de signature
20. Animation du territoire - Cours de l'École du Louvre au musée Fabre - Convention de partenariat pour l'année 2021-2022 - Autorisation de signature
21. Animation du territoire - Attribution de subventions dans le cadre de la Convention de Généralisation

- de l'Éducation Artistique et Culturelle (CGEAC) - Exercice 2021 - Conventions d'attributions - Approbation - Autorisation de signature
22. Animation du territoire - Cité des arts - Convention de partenariat pédagogique avec l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth - Autorisation de signature
 23. Animation du territoire - Cité des Arts - Convention de partenariat entre l'association Cap Gély Figuerolles et la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Année scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature
 24. Animation du territoire - Cité des arts - Affectation de subventions aux écoles associées - Conventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
 25. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Culture - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
 26. Animation du territoire - Convention de partenariat 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault pour le financement des festivals du Domaine d'O - Autorisation de signature
 27. Animation du territoire - FDI Stadium - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS MHB Events - Espace snack restauration - Autorisation de signature
 28. Animation du territoire - Réseau des piscines - Opération Téléthon 2021 à la piscine Alex-Jany de Jacou - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies - Autorisation de signature
 29. Animation du territoire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature
 30. Aménagement durable - Commune de Pignan - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan - Déclaration d'intérêt général, objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation
 31. Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Pérols - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation
 32. Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation
 33. Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Lattes - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation
 34. Aménagement durable - Protocole partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Immobilier pour la mobilisation du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF - Autorisation de signature
 35. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Secteur Sud Zénith - Convention Opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie - Autorisation de signature
 36. Aménagement durable - Rachat de propriétés foncières acquises par l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie pour le compte de la Métropole - Secteur Roquefraise sur la commune de Saint Jean de Védas - Secteur Zénith sud sur la commune de Montpellier - Approbation
 37. Aménagement durable - Communes de Lavérune et de Jacou - Conventions de fonds de concours 2021 avec Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
 38. Environnement - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Attribution de subvention Aide collective aux travaux - Conventions de financement - Copropriétés Fontaine

Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A - Autorisation de signature

39. Environnement - Rénovation énergétique de copropriétés dans le cadre du programme EcoCité - Ville de Demain - Subventions complémentaires aux ménages modestes et très modestes des résidences Fontaine Saint-Clément 1 et Parc des Arceaux A - Approbation
40. Attractivité - Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2022 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole
41. Attractivité - SCIC Initiatives pour une Économie Solidaire (IéS) - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
42. Attractivité - Transformation numérique des collectivités territoriales - Convention de financement entre la direction Interministérielle du Numérique et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le volet "Mise à niveau numérique de collectivités territoriales" - Création d'un jumeau numérique 4D souverain et ouvert pour le pilotage des politiques publiques sur le bassin de vie Montpellierain - Autorisation de signature
43. Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
44. Attractivité - La Méditerranée à vélo - Phase 2 / 2019-2022 - Convention de partenariat et de financement du Comité d'itinéraire - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature
45. Attractivité - Candidature au label Vignobles & Découvertes - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc - Autorisation de signature
46. Attractivité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2021 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature
47. Attractivité - Appel à projets France-Sénégal 2020 - Coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal), le CIRAD et le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
48. Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2021 - Avenant n°11 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature
49. Solidarités - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour le traitement des copropriétés dégradées Pic Saint Loup et Espérou du quartier de la Mosson - Autorisation de signature
50. Solidarités - Construction d'un logement social supplémentaire - Résidence "Infinitee", 359 avenue des Prés d'Arènes à Montpellier - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature
51. Solidarités - Gestion de la demande locative sociale - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'enregistrement de la demande de logement social - Convention de mandat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat - Autorisation de signature
52. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions d'insertion par le logement 2021 - Avenant à la convention 2021 avec l'UDAF - Prévention de l'endettement locatif - Autorisation de signature
53. Ressources - Vote en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) - Révisions - Adoption
54. Ressources - Budget 2021 - Décision Modificative n°1 - Budget principal - Adoption
55. Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe parking - Adoption
56. Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement - Adoption
57. Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'assainissement non

collectif - Adoption

58. Ressources - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Budget annexe de l'eau potable - Adoption
59. Ressources - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2021 - Approbation
60. Ressources - Présentation des actions mises en place à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des comptes d'Occitanie - Prise d'acte
61. Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Approbation
62. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Approbation
63. Ressources - Convention cadre type de mentorat au bénéfice des étudiants - Autorisation de signature
64. Ressources - Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
65. Environnement - "Le Printemps des hirondelles" - Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la ville de Montpellier - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier - Autorisation de signature
66. Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale - Fonds eau loi Oudin Santini - Avenants aux conventions financières - Autorisation de signature
67. Cycles de l'eau - Convention de concours technique avec la SAFER Occitanie relative à la veille foncière sur les périmètres de protection des captages prioritaires - Logiciel "Vigifoncier" - Autorisation de signature
68. Cycles de l'eau - Commune de Montpellier - Raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès au réseau de collecte de la station d'épuration MAERA - Convention de participation financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Approbation - Autorisation de signature
69. Animation du territoire - Réseau des médiathèques et du livre - Journée pour les professionnels de la petite enfance - Prise en charge des frais des intervenantes invitées - Approbation
70. Aménagement durable - Congrès Vélo City 2021 - Voyage d'étude à Lisbonne (Portugal) - Prise en charge des frais de participation au congrès - Autorisation
71. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
72. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
73. Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation
74. Ressources - Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson - Plan de sauvegarde copropriété « Les Cévennes » - Mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
75. Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation
76. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
77. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 - Approbation
78. Ressources - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature
79. Ressources - ZAC Nina Simone - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation
80. Ressources - Quartier Mosson - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 à la concession - Approbation
81. Ressources - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Commune de Montpellier -

Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

82. Ressources - Concession d'aménagement "Le Frigoulet" - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
83. Ressources - Zones d'activités Garosud - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature
84. Ressources - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°6 - Approbation
85. Ressources - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 4 - Approbation
86. Ressources - Quartier des Cévennes - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 à la concession - Approbation - Autorisation de signature
87. Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II - Commune de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
88. Ressources - Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
89. Ressources - Concession d'aménagement "Hameau de Baillarguet" - Commune de Montferrier-sur-Lez - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
90. Ressources - Concession d'aménagement "PAE Jules Rimet" - Commune de Sussargues - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature
91. Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
92. Ressources - Concession d'aménagement du Parc Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation - Autorisation de signature
93. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
94. Ressources - Concession d'aménagement parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation
95. Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
96. Ressources - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
97. Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation
98. Ressources - Demeter - Mandat pour l'opération de rénovation, extension et exploitation du Centre de tri - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
99. Ressources - AMETYST - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Nicole MARIN-KHOURY, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es)/excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Patricia MIRALLES.

Secrétaire de séance :

Sophiane MANSOURIA.

Monsieur le Président

Merci, mes chers collègues. Merci à tous pour votre présence. Avant de procéder à l'appel et de donner quelques informations, nos drapeaux sont en berne, car nous avons eu la douleur d'apprendre le décès de notre collègue Lionel LOPEZ qui représentait dans ce Conseil de Métropole la Commune de Lattes pendant de nombreux mandats, aux côtés de son Maire, Cyril MEUNIER, assis à cet endroit. Je voudrais évidemment saluer son épouse, sa fille Manon et ses deux autres filles qui n'ont pas pu venir ici. Lionel LOPEZ, c'était une vie d'engagement au service des Lattois, ou plutôt des habitants de Boirargues. Monsieur le Maire, cher Cyril, il était engagé comme ces figures qui font notre pays. C'était le Directeur de l'école publique, donc un professeur, des générations d'élèves l'ont connu. Il s'est impliqué au service de sa Commune, de Boirargues en se présentant aux élections, dans le débat démocratique, toujours respectueux car Lionel avait le sens de la mesure. Et puis il a rejoint l'équipe de Cyril MEUNIER pour porter un certain nombre de délégations. Sa disparition fut brutale pour beaucoup. Il est venu siéger. Il n'a jamais manqué un Conseil de Métropole. Donc il était nécessaire d'avoir un mot pour lui, en cet instant, car c'est un serviteur du territoire lattois et de la Métropole qui nous a quittés.

Mesdames, pour vous présenter nos condoléances, je voudrais quand même laisser la parole, avant d'observer une minute de silence, à Cyril MEUNIER, Maire de Lattes. Merci.

Cyril MEUNIER

Président, cher Michaël, merci. Dans un premier temps – elles viennent de me le demander – au nom de Josie, son épouse, Norine et Justine, ses deux filles aînées qui n'ont pas pu être là, et Manon qui représente la fratrie, ainsi que ses parents, je vous remercie, nous vous remercions de cet hommage. Et je voulais personnellement remercier l'ensemble des élus et des cadres de la Métropole en activité ou qui sont à la retraite, qui nous ont accompagnés à Grammont il y a quelques semaines pour l'hommage à Lionel, ainsi que tous ceux qui n'ont pas pu être là et qui m'avaient envoyé des messages pour les excuser. Je sais que beaucoup, vous connaissiez Lionel parce que, comme l'a dit Michaël, pendant des années il a siégé ici.

Je voulais juste à titre personnel vous dire que dans nos vies individuelles, professionnelles, personnelles, on a tous des partenaires au long cours, ces partenaires qui démarrent une partie de votre vie, parfois à l'école – ce n'était pas le cas avec Lionel – et qui vous accompagnent pendant des années. Lionel et moi, c'était plus de trente ans de compagnonnage en matière d'amitié, en matière d'engagement public. Quand je suis arrivé Maire de Lattes, Lionel siégeait depuis 1985. Et de 85 à 2001, il a siégé dans une Ville où les enfants étaient élevés au biberon de « l'anti-frêchisme » et de l'anti-intercommunalité. Avec son caractère d'enseignant, son caractère de combattant pour le bien public et l'intérêt général, il ne cessait de porter un discours inverse. Quand on a réussi en 2001 à prendre la Mairie de Lattes, il a été l'un de ceux qui est allé de porte à porte expliquer qu'il fallait moderniser Maera, qu'il fallait se protéger contre les inondations et qu'il fallait faire tous ces travaux qui nous sont utiles à nous tous dans la Métropole. Il a toujours vendu l'intercommunalité et c'est pour cela que cet hommage aujourd'hui, on lui doit, parce que ce n'est jamais bien simple, dans les terrains hostiles à des idées, de défendre des idées qui sont des idées d'unité, de solidarité et de travail en commun. On sait, on le voit avec les présidentielles, ce à quoi nous avons tous ici à faire face par rapport à la facilité du repli sur soi ou du rejet de l'autre. C'est tout l'inverse de la mentalité de Lionel LOPEZ. C'était un personnage avec un cœur énorme. C'était mon ami. Il est parti trop tôt. Merci pour cet hommage.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Je vous propose d'observer une minute de silence à la mémoire de Lionel LOPEZ.

Il est procédé à une minute de silence.

Monsieur le Président

Quelques informations avant de procéder à l'appel. D'abord, évidemment, ces circonstances tragiques nous conduisent à accueillir un nouveau membre issu de la commune de Lattes : Monsieur MODOT, soyez le bienvenu, même si ce n'est jamais évident d'entrer ainsi dans l'Assemblée. Mais soyez le bienvenu et je ne doute pas que vous serez parfaitement à la fois à la hauteur de ce qu'a été Lionel mais aussi soucieux de contribuer au mieux à la vie de notre Intercommunalité comme vous le faites pour la Ville de Lattes. D'ailleurs, je l'indique : ce samedi se tiennent, conformément au Pacte de gouvernance que nous avons délibéré, les premières Assises métropolitaines, qui visent à inviter bien sûr les membres du Conseil mais l'ensemble des élus municipaux, pour pouvoir présenter les grands enjeux de notre Intercommunalité.

En tout cas, bienvenue.

Autre point important, ce sont plutôt des nouvelles encourageantes, c'est la situation de l'emploi. En effet, nous avons eu de la part de la statistique les données d'emploi. Pour nous la dynamique est plutôt encourageante. Quand la Métropole de Toulouse voit reculer l'emploi d'un demi-point, pour la Métropole de Montpellier, + 2,3 % d'emplois créés dans la zone d'emploi, ce qui est important, notamment dans deux secteurs particulièrement dynamiques : le secteur tertiaire (+ 2,6 %) et celui pour lequel aussi il a fallu beaucoup intervenir, l'hébergement et la restauration (+ 13,4 %). Et c'est ce que nous entendons. Beaucoup d'acteurs économiques peinent à recruter. Là où on a une petite baisse – il convient quand même de la souligner – c'est dans le secteur de la construction (0,4 %). Donc au total, ce sont 1 400 emplois nets supplémentaires rapportés à 2019 qui se sont créés sur la Métropole. La très forte dynamique restaurants et hébergements, elle est liée à la fois à une dynamique nationale, mais elle est sans doute dopée par les nombreux congrès que nous accueillons au Corum, puisque le palais des congrès est plein jusqu'à décembre et au-delà, et les événements internationaux que nous avons accueillis – le sommet Afrique-France, et celui que nous allons accueillir au mois de mars, qui est le sommet des ministres européens des Affaires étrangères, et tous les médias européens qui couvriront ce sommet à Montpellier dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, pour lequel nous nous sommes mobilisés pour être Ville accueil. C'est aussi – la presse quotidienne en rendait compte – le retour de l'IDATE à Montpellier, qui s'était éclipsé depuis trois ans, même si ça n'a pas la même ampleur parce que c'est la révolution du télétravail. Autant d'événements qui montrent le dynamisme du territoire, qui est lié à la fois évidemment aux aides pendant la crise pour permettre aux entreprises de tenir, mobilisées par l'État, mais aussi tous les dispositifs d'accompagnement qui ont été délibérés ici, ça va de l'aide aux loyers, des prêts à taux zéro à travers un certain nombre d'opérateurs, au fonds de garantie des congrès, à tout le travail qui est mené sur l'attractivité du territoire mais aussi – les faits auxquels je crois, c'est la seule méthode – au tour de table très régulier entre l'État, les collectivités, les acteurs économiques en Préfecture. Alors évidemment, il y a des gens qui cherchent du travail. La situation est positive mais il y a une réalité et c'est aussi à celle-là que nous allons devoir collectivement continuer à nous attaquer. Mais le tableau est quand même meilleur que pour d'autres métropoles.

Deuxième aspect. Comme vous le savez, nous avons accueilli – et je remercie les collègues maires qui s'étaient mobilisés – Monsieur le Premier ministre, il y a quinze jours à Montpellier sur trois dossiers. D'abord un dossier qui avait fait l'objet d'une présentation du *Livre blanc du CHU de Montpellier* à travers le schéma directeur. Plus grosse dotation des établissements de santé d'Occitanie – 250 millions d'euros – qui concerne également le soutien à un certain nombre de structures médico-sociales, c'est-à-dire des établissements, des maisons de retraite qui se sont dotés sur le territoire de la Métropole. L'engagement de présenter en Conseil d'État un décret pour faire financer par le concessionnaire le Contournement Ouest de Montpellier. Et enfin le déploiement de 50 policiers supplémentaires sur la zone police, c'est-à-dire Montpellier, Lattes, je crois, et Pérols, puisque notre Métropole est aussi couverte par une zone gendarmerie sur l'ensemble des autres secteurs. C'est un événement qui fut important pour le territoire – ce n'est pas tous les ans qu'on reçoit le Premier ministre, qui a fait un certain nombre d'annonces fortes – mais aussi qui a été l'occasion de préparer d'autres éléments structurants pour le territoire – mais nous en parlerons en temps voulu.

Je l'ai évoqué : ce samedi vous êtes tous invités, avec les collègues des conseils municipaux, aux premières Assises métropolitaines du territoire, conformément au Pacte de gouvernance que Michelle CASSAR et Renaud CALVAT ont présenté il y a quelques mois. Ce sera un événement annuel pour créer du partage sur notre Intercommunalité. Parce que je rappelle que dans cette Assemblée, il y a les conseillers métropolitains, les maires, et derrière les maires, il y a des conseils municipaux, des élus qui sont impliqués dans chacune des communes que nous devons impérativement associer.

Voilà quelques informations. Je propose que Monsieur MANSOURIA fasse l'appel, ensuite on examine l'ordre du jour.

Sophiane MANSOURIA procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons délibérer.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 23 NOVEMBRE 2021

Monsieur le Président

Il y a une modification d'affaires à l'ordre du jour. Il y avait 99 affaires inscrites. Je vous propose de retirer l'affaire n° 30 et donc de mettre aux voix l'ordre du jour qui comporte 98 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ?

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix.

Pour : 90 voix

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 28 SEPTEMBRE 2021

Monsieur le Président

Approbation du PV du 28 septembre 2021. Y a-t-il des observations ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2021 est adopté à l'unanimité des voix.

Pour : 90 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions (jointe à la suite du procès-verbal).

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : RESSOURCES - PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS (PPI) 2021-2026 - APPROBATION

M. M. SEBLIN sort de séance.

Mme F. DOMBRE COSTE sort de séance et laisse un pouvoir à M. M. ASLANIAN.

M. J.L. MEISSONNIER sort de séance et laisse un pouvoir à Mme S. MONIN.

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Je vais donner la parole à Renaud CALVAT, Vice-Président en charge des finances, pour un exercice nouveau, de mémoire d'Assemblée, qui est la présentation de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), c'est-à-dire les engagements d'investissement de la Métropole sur le mandat qui nous est confié. Évidemment, nous ne dérogerons pas – jamais d'ailleurs – au principe d'annualité budgétaire, puisque le 14 décembre ce sera le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), au premier trimestre le vote du budget, et c'est le budget qui fixe précisément les investissements. Néanmoins, c'est une feuille de route à la fois pour l'Assemblée, pour le territoire, pour l'administration dans la mise en œuvre des projets. Je cède la parole à Renaud pour la présentation. Ensuite, évidemment, nous ouvrons la discussion.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Mes chers collègues. Je vais vous présenter notre projet, comme l'a dit le Président, de PPI pour notre mandature et les prochaines années. C'est un acte novateur dans cette Intercommunalité. Comme l'a dit le Président, une PPI intercommunale, ce n'est pas la somme des PPI communales. La PPI concerne les compétences de notre Intercommunalité. Et ça n'est pas non plus un document budgétaire officiel, comme peuvent l'être des budgets primitifs ou des comptes administratifs. En revanche, c'est extrêmement important parce que ça donne les grandes orientations politiques d'investissement de notre Intercommunalité. C'est aussi un message fort que nous lançons au monde économique du territoire – vous allez le voir, le montant que nous prévoyons d'investir sur notre territoire pendant les prochaines années est extrêmement important. Il est aussi le signe de la grande volonté politique de notre Institution pour aménager le territoire, améliorer le cadre de vie de nos concitoyens.

C'est un exercice qui a été complexe à mener, qui est certainement perfectible. Nous en reparlerons chaque année. Chaque année nous ferons un bilan des réalisations de la PPI.

Je veux ici remercier bien évidemment l'ensemble des services avec qui j'ai pu travailler sur cette PPI, mais aussi tous les Vice-Présidents et tous les Maires – parce que nous avons fait ce travail aussi en Conférence des maires. C'est un travail collectif que je présente, Monsieur le Président, mais qui est le fruit de l'engagement de tout l'exécutif, tous les Vice-Présidents et tous les Maires de notre Intercommunalité.

Ce premier graphique vous montre l'évolution des investissements lors des précédentes années, les mandats 2009-2014, 2015-2020, et ce que nous prévoyons d'investir sur les six prochaines années. Notre objectif, notre projet est d'investir près de 2,5 milliards d'euros sur notre territoire – c'est sans précédent. C'est lié bien évidemment en partie au transfert de compétences des communes ou du Département vers la Métropole sur la question routière, mais aussi à la grande volonté – vous allez le voir – à la volonté vraiment de créer un choc d'investissement sur ce territoire. Notre territoire en a besoin, nos entreprises en ont besoin, nos concitoyens en ont besoin.

Je précise ici que ne sont présentés que les projets d'investissement, pas de fonctionnement bien évidemment. Le premier budget d'investissement dans notre mandat – et vous pouvez vous en douter vu la priorité qui est celle de notre équipe – concerne les déplacements. Comment mieux se déplacer dans notre territoire ? On parle souvent des difficultés de mobilité. Plus de 1,4 milliard d'euros seront consacrés aux déplacements. Le document vous montre bien la priorité politique de notre Institution : près de 1 milliard d'euros seront consacrés aux mobilités douces, alternatives (le tramway, les bus, le vélo, les piétons, la requalification des centres anciens, le développement des zones piétonnières, des espaces piétonniers, l'achat de nouvelles rames, l'extension de la ligne 1, le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS)). 1 milliard d'euros pour les mobilités alternatives. On en reparlera j'imagine dans les prochains jours avec Madame FRÊCHE sur la question de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) : c'est un investissement fort qui nous permettra de faire baisser la pollution sur le territoire. À côté de ce 1 milliard d'euros pour les mobilités douces et alternatives, 440 millions d'euros seront consacrés à la mobilité routière traditionnelle, pour qu'elle soit plus sûre, qu'elle soit concertée avec les Maires. 150 millions d'euros pour la voirie à Montpellier, pour la rendre plus sûre, pour la réhabiliter, pour la rénover. 262 millions pour les villes et villages de la Métropole, les autres communes. Plus de 30 millions de participation aux grandes infrastructures routières de transport. Donc 1,4 milliard pour mieux se déplacer de notre Intercommunalité : 1 milliard pour les mobilités alternatives et douces, 440 millions pour les mobilités plus traditionnelles.

L'autre grande compétence du territoire concerne l'activité économique. Nous devons soutenir le monde économique. On en parle souvent avec Hind ou avec Cyril qui assument ces missions : nous devons bien évidemment investir dans l'innovation, les grandes entreprises, les startups, les entreprises innovantes. 140 millions d'euros seront consacrés à l'innovation, à la cité intelligente, aux contrats de plan, aux industries créatives culturelles, à la Cité créative et pépinière, à Cambacérès, à la Halle de l'innovation, à Med Vallée. Nous avons aussi un énorme besoin d'accompagner une économie plus traditionnelle : nos artisans qui sont au cœur de l'activité économique de notre Métropole. 125 millions d'euros seront consacrés à l'accompagnement des entreprises et des artisans. Tous les Maires ici savent à quel point il est difficile pour nos artisans de trouver du foncier. C'est compliqué, c'est extrêmement difficile aujourd'hui. Près de 60 millions d'euros seront consacrés pour trouver du foncier pour nos artisans dans le territoire. Mieux se déplacer, soutenir l'activité économique, et lorsque nous soutenons l'activité économique du territoire, nous soutenons la Métropole, puisque je vous rappelle qu'une partie aussi des recettes de notre Métropole provient de l'activité économique.

Une autre compétence forte de notre institution : la protection. Nous devons encore mieux gérer le cycle de l'eau dans notre Métropole. Bien sûr, protéger contre les risques – on en parlait tout à l'heure sur Lattes. Nous devons protéger nos populations et donc 51 millions d'euros seront consacrés à la protection des risques, à la Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations (GEMAPI). On a voulu le mettre parce que c'est important, 7 millions d'euros pour moderniser les bornes incendie : c'est fondamental pour que nos amis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et du Département puissent intervenir dans de bonnes conditions pour protéger nos espaces naturels protégés, nos populations. Sur la GEMAPI, une grande partie des dépenses est inscrite en fonctionnement, donc la somme sera bien plus importante à la fin du mandat sur la protection contre les risques, mais en investissement, ce sont 51 millions d'euros. Sur l'assainissement : 182 millions d'euros prévus, avec la modernisation de MAERA et l'extension et le renouvellement du réseau.

Je le dis pour Monsieur René REVOL : à ces 233 millions d'euros que nous allons investir pour mieux gérer le cycle de l'eau, il faut aussi rajouter le budget d'investissement de la Régie publique des Eaux. 143 millions d'euros prévus pour les réseaux d'eau potable qui seront portés par la Régie. Donc vous voyez que c'est un effort sans précédent pour améliorer la gestion du cycle de l'eau.

Gérer le cycle de l'eau, et bien évidemment mieux préserver notre environnement. C'est l'ADN de notre Intercommunalité. Nous avons un territoire magnifique, merveilleux mais fragile qu'il faut préserver. Nous travaillons – je cherche Isabelle du regard, elle est pile en face de moi. 51 millions d'euros, Isabelle, seront consacrés sur la politique agroécologique. On parlait tout à l'heure de la difficulté pour nos artisans de trouver du foncier. Nous avons aussi cette difficulté pour nos agriculteurs. Nous travaillons en bonne intelligence avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), nous allons consacrer 51 millions d'euros pour accompagner les agriculteurs du territoire, trouver du foncier agricole, moderniser le Marché d'Intérêt National (MIN), mais aussi œuvrer pour nos espaces naturels sensibles, pour la biodiversité dans la Métropole. En tout, 51 millions d'euros.

L'autre grand enjeu du mandat – on en reparlera dans les prochaines semaines – c'est la question des déchets. Vous savez que c'est un sujet fondamental. Nous dépensons énormément pour nos déchets, bien plus que dans les autres intercommunalités de même taille. 45 millions d'euros seront investis dans les prochaines années pour accompagner les bonnes pratiques dans la gestion des déchets. Nous n'arriverons pas à nous en sortir sur cette question de la gestion de nos déchets. Nous dépensons à peu près dans la Métropole de Montpellier 200 euros par an et par habitant, alors que dans les métropoles de taille équivalente on est à 100-110 euros. Nous n'arriverons pas à régler cette question si nous ne changeons pas de pratiques dans la gestion, la production de nos déchets. Bien évidemment, c'est un travail que le Président fait, avec Monsieur VASQUEZ et toute l'équipe auprès des producteurs de déchets. Mais nous devons aussi sensibiliser nos concitoyens. 11 millions d'euros seront investis pour installer des points d'apport volontaire, des bacs enterrés. 10 millions pour la modernisation de nos déchetteries, pour DEMETER. 4 millions d'euros seront investis pour créer des ressourceries dans tout le territoire. Si nous demandons à nos concitoyens de moderniser leurs pratiques, il faut que nous soyons exemplaires et donc la Métropole va investir 55 millions d'euros ces prochaines années pour être exemplaire, pour modifier sa flotte de véhicules pour qu'elle soit décarbonée – les véhicules de service de la Métropole – pour rénover une grande partie de nos bâtiments qui sont devenus au fil du temps – c'est ainsi, ce n'est la faute de personne, c'est le fruit de l'histoire – des passoires thermiques. 20 millions d'euros pour rénover les bâtiments appartenant à la Métropole. Ce que nous demandons comme effort à nos concitoyens, nous devons l'appliquer à nous-mêmes. 55 millions d'euros pour que notre Métropole soit exemplaire dans ses pratiques.

Monsieur ASSAF, Monsieur PENSO, les politiques culturelles et sportives sont au cœur de l'action de la Métropole, même si nous sommes extrêmement bien équipés aujourd'hui. Vous le savez : si nous comparons avec d'autres métropoles, nous avons un réseau de médiathèques extraordinaire, nous avons inauguré il y a quelques semaines le nouveau conservatoire qui est un lieu magnifique. Aujourd'hui le territoire est équipé, mais il faut l'entretenir. 76 millions d'euros seront consacrés pour entretenir notre patrimoine : 9 millions pour la lecture publique ; 25 millions pour les salles de spectacle vivant, le fonds d'aide à la création cinématographique. Nous avons deux très beaux musées, le musée Lattara à Lattes, qui dit toute l'histoire millénaire de notre territoire, et le joyau du musée Fabre. Oui, millénaire, Lattara – 2 400-2 500 ans ? 1 500 ans, donc millénaire, à Lattara. Et le musée Fabre, qui est magnifique et qui mérite aussi d'être interrogé. Un projet est en cours. Je sais que le Vice-Président y travaille d'arrache-pied. 76 millions seront consacrés à cela.

Le sport, qui est aussi dans l'ADN de notre Intercommunalité – nous en parlons souvent. Plus de 100 millions d'euros seront consacrés pour améliorer nos équipements sportifs. Nos piscines méritent vraiment d'être rénovées. 53 millions d'euros pour les piscines. Nous mettons une provision pour une nouvelle Halle des sports à hauteur de 50 millions d'euros. La réflexion est en cours.

Notre Métropole agit pour préserver son environnement. Elle préserve son territoire, elle accompagne ses entreprises. Elle nous permettra de mieux nous déplacer. Elle doit être aussi solidaire. C'est important que notre Métropole soit solidaire, solidaire avec ses habitants et solidaire avec ses communes. 257 millions d'euros seront consacrés dans ces prochaines années pour la solidarité avec nos concitoyens. Régulièrement ici, avec Madame VASSAS-MEJRI, nous votons des aides à la pierre, nous votons des subventions. On a peu pris conscience du montant extrêmement important que cela représente. L'aide à la pierre pour l'habitat neuf accessible : 36 millions d'euros dans le mandat. La rénovation de l'habitat : 87 millions d'euros.

Les projets Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) pour les quartiers prioritaires de notre ville-centre, fondamentale : 97 millions d'euros doivent être investis dans les quartiers prioritaires, dans les projets ANRU. Sur les questions énergétiques, 24 millions d'euros. Si la Métropole est solidaire avec ses concitoyens, elle doit l'être aussi avec ses communes. 64 millions d'euros seront prévus pour accompagner les communes : 16 millions pour créer des aires d'accueil des gens du voyage – c'est une obligation issue de la loi Besson, c'est un sujet qui nous a occupés ici pendant de nombreuses heures le mandat précédent. La compétence a été transférée des communes à l'intercommunalité. Toutes les communes n'étaient pas en règle par rapport à la loi Besson. Cette question peut être traitée de façon solidaire : 16 millions d'euros seront investis par la Métropole pour la création d'aires d'accueil des gens du voyage, pour que la Métropole soit en conformité avec le plan départemental d'accueil des gens du voyage. Le cimetière intercommunal : on sait à quel point c'est un sujet sensible dans nos communes ; 25 millions d'euros consacrés dans les prochaines années pour achever ce projet. Et puis une nouveauté, Monsieur PENSO portait ce projet sur la rénovation des centres-bourgs historiques : 8 millions d'euros seront consacrés au projet des 30 communes de rénovation patrimoniale des centres anciens de nos villages. La création d'un data center mutualisé. Aujourd'hui, vous savez que notre administration se modernise. Nous devons dématérialiser une grande partie de notre activité administrative. C'est parfois difficile pour les plus petites communes de la Métropole et même pour les communes moyennes, c'est un coût extrêmement important. Nous n'avons pas non plus dans notre administration, dans nos petites communes, la technicité. La Métropole créera un data center mutualisé au service des 31 communes de son territoire, ce sont 6 millions d'euros qui y seront consacrés dans les prochaines années. Nous en parlons lors de chaque session, cette nouveauté que nous avons mise en place : à côté de la dotation de solidarité qui elle, est versée en section de fonctionnement, nous avons voulu la création d'un fonds d'équipement de la Métropole vers les communes, à hauteur pour ce mandat de 13 millions d'euros. Nous avons déjà accompagné plus de 10 communes lors des deux exercices budgétaires précédents. C'est une nouveauté.

Donc vous voyez : 2,5 milliards. Il nous faut des recettes, bien évidemment. Nous en avons parlé avec le Président de la commission des finances, nous avons eu un débat passionnant lors de la commission qui a duré plus de deux heures, et je remercie ici le Président de la commission, Monsieur Max LÉVITA, avec qui nous avons pu échanger. Il faut des recettes : les recettes, bien évidemment, traditionnelles de la Métropole. Mais nous avons aussi de nouvelles recettes. Le Contrat de Plan Etat-Région (CPER), la Région, nos partenaires. En tout, nous attendons de nos partenaires (Région, État, plan de relance et autres collectivités) globalement entre 500 et 600 millions d'euros de subventions ou de participations dans les six prochaines années. C'est ce que nous sommes en train de porter, de mener, avec entre autres la Présidente de Région, mais aussi avec le Premier ministre – Monsieur le Président en a parlé tout à l'heure dans le cadre du plan de relance. Nous en avons parlé lors du premier débat sur le pacte financier et fiscal avec l'ensemble des maires : aujourd'hui les communes ont retrouvé des marges de manœuvre, entre autres grâce à la création de la Métropole. Mais les communes ont retrouvé des marges de manœuvre dans la gestion de leurs investissements, et la Ville de Montpellier montre l'exemple : elle va abonder au budget général de la Métropole 100 millions d'euros supplémentaires en plus de ses attributions de compensation classiques, pour que la Métropole puisse, sur le territoire de la Ville de Montpellier, mener à bien les projets, puisque, comme vous le savez, une grande partie des compétences aujourd'hui de nos communes a été transférées à la Métropole, et donc nos concitoyens veulent que les projets avancent. C'est à nous de trouver les financements, et la Ville de Montpellier montre l'exemple et va apporter plus de 100 millions d'euros en plus de ce qu'elle apporte bien évidemment au budget général de la Métropole.

Un élément fort, Monsieur le Président, parce que c'est aussi dans cet ADN : c'est la justice. L'investissement de la Métropole doit mettre au service de tous, de toutes les communes, que soit la ville-centre (280 000 habitants) ou la plus petite, Montaud (1 000 habitants). La Métropole est au service de toutes les villes et villages, et de tous les habitants. Le document vous avez ici montre que la programmation est parfaitement équilibrée sur tout le territoire. Sur les 2,5 milliards, nous avons à peu près 910 millions d'euros qui seront investis dans la Ville de Montpellier, ce qui correspond à un investissement de 3 105 euros par habitant. La Métropole, ce sont à peu près 480 000 habitants : 280 000 citoyennes et citoyens résident dans la Ville de Montpellier, Monsieur le Maire de Montpellier, et 200 000 habitants dans les 30 autres communes. À peu près 60/40. Nous avons voulu être justes : 910 millions d'euros de notre investissement concernent la Ville de Montpellier, 740 les 30 autres communes, ce qui correspond à un investissement par habitant de 3 844. C'est un peu plus important parce qu'il y a aussi, en termes de voirie, beaucoup plus de kilomètres de voirie dans les 30 autres communes. Et puis les grands projets structurants, qui servent à l'ensemble des habitants du territoire : MAERA, Med Vallée, la Halle des sports, la ligne 5, l'extension de la ligne 1.

Ces équipements sont utilisés par l'ensemble des habitants du territoire. 960 millions d'euros, ce qui correspond à un investissement par habitant de 1 975 euros.

Et nous arrivons au chiffre total, Monsieur le Président. Notre PPI par habitant sur les prochaines années atteindra 5 130 euros par habitant. C'est un effort sans précédent qui nécessite aussi – je le dis à tous les Vice-Présidents – une gestion du fonctionnement drastique. Mais ça, avec Monsieur DOMEIZEL – qui doit être quelque part dans la salle – nous y veillons. Nous surveillerons l'ensemble des dépenses de fonctionnement des services, parce que nous avons aujourd'hui un taux d'épargne supérieur, qui est compris entre 18 et 20 %. Vous savez que le seuil d'alerte est à 10 %. Il est hors de question pour nous de descendre en dessous de 12 % en intégrant cette PPI. Évidemment des emprunts seront nécessaires, mais c'est le moment d'emprunter. Les taux sont bas. Nous sommes dans une situation financière qui est correcte. Mais – et vous savez que j'y veille, Monsieur le Président – je refuse que notre taux d'épargne descende en dessous de 12 %, parce que c'est notre capacité à investir pour la vie quotidienne, après, qui serait mise en danger ; ça, c'est hors de question. Ça veut dire aussi un regard très strict sur toute notre politique de fonctionnement. Mais soyez assuré, Monsieur le Président, que nous y veillons.

Voilà rapidement ce que je voulais présenter au Conseil. Un effort d'investissement sans précédent, mais qui est utile, Monsieur le Président, pour le territoire, très utile. Nous en avons besoin. Je remercie encore l'ensemble des Vice-Présidents et des maires et des services qui nous ont accompagnés dans la réalisation de ce projet de PPI. Merci, Monsieur le Président, chers collègues, de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, pour cette présentation à la fois très claire et précise, concise, et pour tout le travail qui a été mené pour arriver à ce diaporama. Je propose d'ouvrir la discussion s'il y a des demandes de prise de parole. Madame DOULAIN, Madame RIBOT, Monsieur GUISEPPIN, Madame OLLIER, Madame GIMENEZ, Madame TOUZARD, Monsieur DESSEIGNE, Monsieur REVOL, Monsieur LÉVITA. Allez-y, Madame DOULAIN. Excusez-moi. Donc Mme BORNE et Monsieur LAFFORGUE. Allez-y, Madame DOULAIN. Excusez-moi.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Mon intervention sera courte tant la programmation pluriannuelle que vous nous présentez ne nous apprend pas grand-chose. Pour justifier 2,5 milliards d'euros, nous avons 6 pages qui ont été mises à notre disposition, soit environ 500 millions la page. Finalement, si ce document est court, c'est que derrière les grandes annonces, c'est plutôt « *enfumage et recyclage* ».

Enfumage car pour une programmation qui se veut je cite d'un « *volontarisme sans précédent pour assurer une véritable transition écologique* », on reste plutôt sur des schémas du vieux monde. On mettra 443 millions d'euros pour des routes, dont 32 millions pour des infrastructures de grande ampleur. On ne sait pas de quoi on parle. C'est trois fois plus que les 151 millions d'euros qui vont être fléchés pour mieux préserver l'environnement. Un autre exemple : ce sont les 39 millions d'euros que vous souhaitez mettre pour refaire la Comédie, alors que nous n'investirons que 2 millions d'euros dans les énergies renouvelables. Enfumage donc, plutôt que planification, plutôt qu'un calendrier qui manque cruellement à cette PPI aujourd'hui.

Et recyclage, car pour une programmation qui se veut ambitieuse, vous nous resservez encore et encore les mêmes chiffres entendus ici et là. Autant je trouvais que le budget environnement et déchets manquait un petit peu d'ambition, autant au niveau recyclage des montants, on se surpasse. Quand ce ne sont pas les projets de vos prédécesseurs que vous vous attribuez, ce sont ces mêmes chiffres que vous ressortez encore et encore, sans aucune précision. Combien de fois a-t-on entendu les 150 millions sur les mobilités douces ? On comprend les trois secteurs que vous visez, mais aujourd'hui il faudrait avoir une véritable stratégie financière sur ses 150 millions d'euros, et pour l'instant nous n'avons pas grand-chose de précis. Quand, pour qui et pourquoi ? Encore une fois, face à un projet brouillon, je voterai contre.

Monsieur le Président

Merci de votre concision. Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Une programmation pluriannuelle d'investissement donne un cap pour les prochaines années, un cap auquel les élus Écologistes ont apporté de nombreuses contributions, des perspectives qui feront rayonner le territoire de la Métropole, et ce rayonnement ne se réduit pas à la seule attractivité économique.

Ainsi, cette PPI prévoit plus de 900 millions pour les mobilités douces qui offriront une alternative à la voiture sur le territoire de la Métropole. En effet, pour réduire le nombre de voitures sur les routes, nous devons offrir d'autres moyens de se déplacer efficacement, notamment au quotidien pour les trajets domicile-travail. Nous en prenons la direction même si certains souhaitent toujours continuer sur la voie sans issue d'infrastructures routières d'un autre temps.

Nous consacrons ensuite plus 150 millions pour l'agroécologie, l'alimentation, la rénovation énergétique, les énergies renouvelables et les déchets. L'ensemble de ces investissements s'inscrivent dans l'indispensable transition écologique de notre territoire et cela permettra aussi la préservation et le développement d'emplois non délocalisables, durables, sur la Métropole.

Enfin l'attention est portée sur le volet déchets de cette programmation pluriannuelle. Rappelons que le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Nous devons donc avoir les moyens de notre ambition pour réduire les déchets au sein de la Métropole, développer le recyclage de l'existant. Alors il faut sans cesse réaffirmer notre refus catégorique de l'incinération, quelle que soit la technique utilisée, par exemple la valorisation des Combustibles Solides de Récupération (CSR). Ce choix en effet serait incompatible avec notre ambition affichée en matière de déchets. Bien évidemment, ces investissements programmés ne pourront être réalisés que dans le cadre d'une éco-responsabilité renforcée qui, seule, offrira à notre territoire les conditions d'un développement social, politique, économique véritablement durable et humainement soutenable. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame RIBOT. Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Monsieur le Président, chers collègues. La PPI proposée, qui projette une vision des investissements 2021-2026, se doit aussi de projeter les problématiques qui impactent fortement les investissements. Or la feuille de route qui se veut prévisionnelle est louable, mais sur le thème des déchets nous survolons le sujet et nous omettons complètement le vrai problème qui est la gestion de nos déchets. La PPI anticipe seulement une réduction espérée. Monsieur VASQUEZ, la politique du zéro déchet que vous lancez est courageuse. C'est une politique forte, mais sur le court terme – car 2026 c'est demain – personne n'y croit. Le zéro déchet, c'est plus un objectif à 2032-2038, car toute la chaîne de consommation est concernée et les changements seront lents même s'ils sont espérés. D'ici là, que fait-on ? On exporte chez nos voisins une grande partie de nos déchets et on augmente les taxes pour les foyers, ce qui implique une charge financière supplémentaire. Tout ceci n'est lié qu'indirectement avec l'objectif zéro déchet. La réalité est donc bien loin de nos attentes.

Première incidence, et ce n'est pas la plus grave à mon sens : les habitants de la Métropole paient 11 millions d'euros par an. C'est ce que coûte l'exportation de nos déchets. 11 millions chaque année, et croyez-moi ce chiffre sera exponentiel pendant le mandat ! Après on s'étonne que la gestion globale de nos déchets sur la Métropole s'évalue à plus de 80 millions d'euros chaque année. En comparaison, les métropoles de Nantes et Strasbourg dépensent elles 70 millions d'euros chacune, soit 100 euros par habitant à Nantes, 140 à Strasbourg ; et chez nous, c'est presque 200 euros par habitant. Expliquez cet écart, Monsieur le Président ? J'ai quelques suggestions. L'usine de méthanisation n'a pas été un gros succès – je dirais même un flop – et la fermeture du site de Castries est un échec. Oui, les deux dernières mandatures n'ont pas anticipé les choses et la patate chaude a été refilée en éludant dans sa plus simple expression la problématique. S'engager dans une politique du zéro déchet, voter un plan ambitieux avec une PPI de 45 millions d'euros supplémentaires n'est pas suffisant. Nous devons aussi constater les erreurs du passé et arrêter le plus vite possible de faire payer aux habitants de la Métropole les choix qui ont été faits.

Mais le plus grave à mon sens, en fermant le site de Castries, c'est d'avoir choisi la facilité, car en exportant une partie de nos déchets vers le site de Calce dans les Pyrénées-Orientales, nous avons choisi de polluer, nous avons choisi de ne pas regarder en face notre production de déchets. Éthiquement, cela pose d'abord question. Notre écologie s'arrête-t-elle aux frontières de la Métropole ? Politiquement nous choisissons de nous débarrasser du problème plutôt que de l'affronter. Sur le long terme, continuer d'exporter nos déchets n'est pas viable. Le coût de l'exportation ne va faire que grimper. La population de la Métropole croît, donc la production des déchets aussi. Sur le plan environnemental, notre bilan carbone est désastreux. Le transport par camion sur un site à plus de 150 kilomètres est une aberration.

Monsieur le Président, vous appartenez à une majorité qui prône l'écologie, le développement durable et vous avez le pouvoir d'agir. Je suis d'ailleurs surpris que le groupe Ecologiste en parle peu. Quand il s'agit de défendre un chêne, il y a du monde et beaucoup de prises de parole sur le sujet. Mais là, il y a un enjeu majeur et je n'entends pas grand monde. Une chose est sûre : cet argent doit être investi au sein de notre Collectivité. Arrêtons de le dilapider. Ces 11 millions d'euros, qui appartiennent aux habitants de la Métropole, il faudrait tout simplement les redistribuer aux municipalités qui accepteront de devenir un point de chute dans la gestion de nos déchets. Récompensons les maires qui feront preuve de courage. Soyons ambitieux. Je ne suis pas dans une démarche critique. Je ne veux faire aucun reproche. Mais il est temps d'agir et d'assumer, parce qu'avec un sujet aussi majeur il ne doit pas être question de politique ni de petits arrangements. Montrons la voie. Engageons-nous à gérer nos déchets sur notre territoire. Techniquement nous savons le faire et il en va de l'intérêt général. Je suis conscient que pour un maire, quel qu'il soit, c'est un sujet compliqué qui peut même compromettre sa prochaine élection. Mais faire preuve de courage politique, c'est possible. Si lors de la mandature précédente le dossier n'a pas été pris à bras le corps, il est de notre devoir de le faire.

Monsieur le Président, pour le transport gratuit, qui est une mesure forte, vous avez choisi de la mener et de l'assumer. Pourtant, elle a un coût très conséquent et les retours ne sont pas pour autant garantis. Alors nos déchets doivent être traités avec la même ambition, même si le sujet n'est pas glamour et ne fait rêver personne. Monsieur le Président, constituez s'il vous plaît une commission compétente réunissant tous les Maires afin d'agir et de trouver des solutions pour gérer nos déchets. C'est une nécessité financière et écologique. Investissons, oui, mais pour ne plus exporter. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur GUISEPPIN. Cette intervention très juste sur le constat, si elle avait été prononcée en 2019 lors de la décision de fermeture du troisième casier de Castries – qui plombe nos dépenses de fonctionnement de 11 millions d'euros et qui conduit à l'export de nos déchets – peut-être qu'à ce moment-là, le rendu auprès de nos concitoyens aurait permis d'éclairer le caractère peu responsable de cette décision. Il y avait peut-être des pistes, mais elles n'ont pas été évoquées. Vous évoquez un sujet important. Il y avait un article très intéressant dans la presse, c'est un des gros défis qui nous est posé collectivement, cette question des déchets. Monsieur CALVAT, en toute transparence, a indiqué que nous payons 200 euros par habitant quand, ailleurs, ce sont 100 euros. Aujourd'hui, nous les exportons, nos déchets, donc il faut les réduire par tous les moyens. C'est mobiliser toutes nos forces. On aura l'occasion d'en reparler. J'ai bien noté votre proposition à la fin de votre intervention. Mais dans les grandes lignes, je crois qu'en 2019, elle aurait reçu tout l'écho qu'elle mérite, parce qu'elle est très juste. Aujourd'hui, on se retrouve avec un tas de problèmes sur les bras – pour ne pas être inélégant.

Monsieur CLAVAT, une petite incise.

Renaud CALVAT

Oui, très vite, Monsieur le Président, pour dire à Monsieur GUISEPPIN – comme il ne sait – que la communication étant l'art de la répétition, je le remercie d'avoir répété ce que j'ai dit lors de ma présentation de la PPI, puisque j'avais donné ce chiffre de 200 euros et de 100 euros. Mais je veux juste vous faire une petite précision, Monsieur GUISEPPIN. Les chiffres que vous avez donnés, nous les avons donnés dès le début, dès le premier budget. Nous avons été pleinement transparents. Cette situation l'exige. Ce sont bien plus de 80 millions d'euros. Nous allons dépasser les 100, 105, 110 millions d'euros par an pour la gestion de nos déchets.

Je vais vous apporter une précision. Ici, je ne présente que les dépenses qui sont inscrites en section d'investissement. Or une grande partie des dépenses que nous allons porter avec Monsieur VASQUEZ et l'ensemble des équipes pour améliorer la gestion de nos déchets sera prélevée sur la section de fonctionnement. C'est pour ça que vous pouvez estimer que 50 millions d'euros en investissement, c'est peu. C'est peu par rapport à l'ensemble du budget déchets que nous allons consacrer dans la mandature, parce que 80 % de cette dépense-là sera inscrite en section de fonctionnement. Ce que je vous propose, Monsieur GUISEPPIN, parce que la remarque que vous faites est pertinente – là on ne parle que de l'investissement – mais lorsqu'on fera le bilan de la PPI année après année – Monsieur DOMEIZEL a cette mission-là – on présentera parallèlement à cela les dépenses de fonctionnement que nous menons concernant la compétence présentée. Comme ça, nous aurons une vision globale des politiques de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci. Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Je vais parler de la COP 26, dont on sort. On nous exprime clairement que si nous voulons un monde durable, un monde vivant, il faut rester en-dessous de 1,5 degré. Votre pouvoir d'agir, comme l'a dit, Monsieur GUISEPPIN, est fort et grand. Vous avez pris cette responsabilité qui est lourde j'imagine pour ces années à venir. Ces années à venir vont être décisives et le projet de budget que vous nous proposez n'est pas à la hauteur.

Réduire et modifier notre façon de vivre : pourquoi ? Parce que si l'on veut justement rester à 1,5 degré d'augmentation des températures, ce qui est un minimum pour conserver une vie sur terre – je rappelle qu'on parle juste de conserver la vie de l'humanité – c'est 100 % d'énergies renouvelables en 2050, c'est sortir des énergies fossiles dès que possible, c'est arrêter la déforestation avec une reforestation massive, c'est diminuer fortement la consommation de viande et les gaz fluorés. Alors si sur la consommation de viande j'imagine que, à part sur les cantines scolaires, vous n'avez pas une grande possibilité, je sais que vous faites ce que vous pouvez – en tous les cas en ce qui concerne la consommation de viande – et je m'en félicite, sur les gaz fluorés, vous n'avez pas un gros impact. Par contre, en ce qui concerne la sortie des énergies fossiles et l'arrêt de la déforestation massive, j'estime que le budget qui nous est proposé ici n'est pas à la hauteur, et ne l'est pas du tout.

Les conséquences de cette augmentation des températures, tout le monde les connaît, mais je vais simplement les rappeler. Ces sont des inondations, c'est plus suffisamment d'eau potable, c'est une augmentation des températures qui entraînerait une vie sur terre qui ne serait plus possible, et en particulier dans nos régions. On voit déjà des personnes qui vont acheter des maisons dans le nord de la France en disant « *je me protège contre le réchauffement climatique futur* ». Donc tout le monde l'a bien intégré. On sait que plus de 78 % des jeunes actuellement sont inquiets pour leur avenir. Un gros pourcentage d'entre eux ne veulent même plus faire d'enfants parce qu'ils sont tellement inquiets pour leur avenir. On parle de survie de l'humanité. D'ici 10-20 ans, on ne sait pas ce qui va advenir.

Alors, qu'est-ce qu'on nous propose dans ce budget ? Ce budget est extrêmement important puisque Montpellier est une grande Ville, la septième Ville de France. Ce que vous nous proposez n'est pas à la hauteur. On parle d'inondations pourtant on nous propose de bétonner une zone qui était pourtant restée une zone naturelle, tout le quartier Cambacérès. Pourtant les Ecologistes se sont battus pour que cette zone ne soit pas bétonnée, pour que cette zone soit reboisée. Ce n'est pas parce qu'on préserve un petit carré ou quelques hectares de verdure que l'on empêche les inondations. Montpellier est déjà une Ville qui est fortement impactée par les inondations. Je ne reparlerai pas de la friche Mimi et de ces arbres qui vont être bétonnés et arrachés, du nouveau stade qu'on va construire. Une bétonisation galopante dans les quartiers, encore du béton, du béton qui va en plus nous coûter de l'argent.

En ce qui concerne l'eau potable, vous vous apprêtez à construire pour 15 millions d'euros un parc multiglisser, pour les adeptes du skateboard sur l'eau – je ne sais même plus comment ça s'appelle, enfin le truc que plus personne ne fait depuis les années 90. Vous vous apprêtez à faire un lac artificiel avec de l'eau. D'où viendra cette eau ? On ne sait toujours pas, je n'ai toujours pas la réponse. Il s'agit d'investissements lourds sur les routes. Sur le sport – je n'ai rien contre le sport – les budgets sont énormes quand on les compare aux budgets qui vont arriver par rapport à l'écologie.

Rien n'est à la hauteur. Vous parlez d'écologie mais finalement les actes forts n'y sont pas. Je rappelle que si nous n'avons pas d'actes forts nous n'avons que quelques années devant nous. Les années qui viennent là sont extrêmement importantes. Vous avez le pouvoir d'agir, Monsieur DELAFOSSE. Alors, agissez.

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Vice-Président, je vous remercie pour cette présentation au nom des élus Communistes de cette Assemblée. Je vous remercie parce que ça présente le projet, la vision de l'avenir que nous avons ici dans cette Assemblée, et ça répond à l'enjeu de planifier, d'anticiper, de mettre en œuvre un certain nombre de projets. Parce que planifier, c'est donner aux habitants de notre Métropole les équipements dont ils ont besoin, quel que soit leur lieu d'habitation dans la Métropole.

Les investissements présentés constituent aussi les emplois de demain, les équipements de demain. Mais aussi la volonté de construire, de créer de nouvelles infrastructures et donc de créer de l'emploi à travers notamment la question des clauses sociales dans les chantiers, dans les marchés publics. Cette PPI présente évidemment l'enjeu des mobilités qui est énorme, au-delà de la réfection des voiries qui est nécessaire pour une grande partie des habitants de la Métropole qui sont obligés de se déplacer en voiture. Mais elle présente aussi, en plus la gratuité qui a été évoquée plusieurs fois déjà dans cette Assemblée, des équipements structurants : les bus à haut niveau de service, qui vont permettre de desservir en partie l'ouest de la Métropole et les quartiers populaires qui aujourd'hui sont complètement enclavés – je pense notamment au quartier des Cévennes. Ça va nous permettre aussi de mettre en œuvre enfin la ligne 5, qui va permettre de sortir les habitants du Val de Croze – que nous avons rencontrés ensemble samedi matin – de l'isolement et de pouvoir leur permettre de se déplacer rapidement vers le centre-ville et donc de ne plus être assignés à résidence dans leur quartier. Ça va nous permettre de diversifier l'offre de mobilité et de sortir d'une vision individualiste du transport, et de développer les modes de transport collectif. En plus de ça, évidemment, le renouvellement du matériel, le prolongement de la ligne 1 jusqu'à la gare Sud de France, ce sont des engagements structurants.

La partie qui nous est présentée sur l'attractivité du territoire, elle me semble centrale. On sort d'une crise sanitaire qui a démontré le réel besoin de souveraineté sanitaire du pays. Le projet Med Vallée, en relocalisant de la production, en créant des emplois sur le territoire, nous permet de retrouver cette souveraineté sanitaire. Ça se prolonge : quand on parle du foncier agricole, de la modernisation du MIN, on parle en fait quelque part de souveraineté alimentaire, et c'est un sujet majeur que nous saluons.

Enfin, et je finirai là-dessus, sur la question des solidarités, parce que – vous le savez ici – c'est une question qui nous préoccupe particulièrement. Même si les chiffres de l'emploi sont plutôt encourageants, la sortie de crise sanitaire a un impact important notamment pour les personnes qui étaient déjà précarisées. Le projet de renouvellement urbain que nous conduisons sur le quartier de la Mosson et le quartier des Cévennes est structurant et va effectivement nécessiter aussi des budgets de fonctionnement, parce que le but n'est pas d'avoir une action juste sur des murs, sur de l'urbanisme, mais aussi d'avoir une véritable action sociale sur ces territoires-là et d'accompagner les habitants pour qu'ils puissent vivre dignement dans leur quartier. Mais c'est aussi la question des aides à la pierre et donc de la construction de logements rénovés, alors qu'on sait qu'aujourd'hui que les passoires thermiques sont légion, alors que les factures d'énergie ont flambé ces derniers temps. Il y a un réel enjeu à permettre à chacun de vivre dans un logement digne et de se chauffer normalement. Ça permet aussi évidemment l'accessibilité à un habitat neuf et de bonne qualité, alors qu'on sait que sur notre territoire, avec 20 % de la population sous le seuil de pauvreté sur la Métropole, on a un vrai besoin sur les politiques de logement.

C'est donc dans cette PPI une politique globale qui nous est présentée, avec des questions d'émancipation aussi qui sont traitées à travers la culture, le sport, etc. En somme, les élus Communistes de cette Assemblée saluent ce travail de planification, ce travail qui nous permet de montrer que nous sommes un territoire qui se tourne vers un avenir solidaire et écologique. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Madame TOUZARD, puis Monsieur REVOL, puis Monsieur DESSEIGNE, puis Monsieur LÉVITA.

Isabelle TOUZARD

Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour, à toutes et à tous.

Simplement pour saluer le fait que, pour la première fois dans une PPI, au-delà de tout ce qui a déjà été dit sur le montant et les ambitions, ce que je veux relever, c'est que on a une vision derrière cette PPI, et ça nous manquait. On peut la discuter, mais au moins on a une vision et c'est important pour nous, élus dans le Conseil, et puis aussi j'imagine pour les services. Je voulais saluer ça. Donc merci.

Dire aussi que pour la première fois on affiche une ambition d'investissement sur les deux tiers de territoire que sont les zones agricoles et naturelles. Jusqu'à présent, on résonne beaucoup zones urbanisées, enveloppes urbaine. Il ne faut pas oublier, que ce soit via la question bien entendu du redéploiement de l'agriculture et de l'élevage, mais aussi – j'en discute souvent avec Véronique NÉGRETE – la question du grand cycle de l'eau, de la biodiversité, aussi saluer ça. Pour moi, cette PPI marque vraiment ce virage dont on a besoin.

Bien entendu, il va falloir dans les années, dans les mandats suivants, amplifier encore pour prendre en compte tous les enjeux planétaires dont on a déjà parlé ; mais je pense qu'il montre vraiment ce virage.

C'est plus pour la mise en œuvre de ce PPI à l'avenir, on n'aurait plus que quatre ans, d'ici la fin du mandat – enfin, quatre ans et quelques mois. Ce n'est pas évident d'engager ça, notamment au niveau des services – je sais qu'ils sont déjà très investis. Mais je pense que cette PPI aussi nous donne, dans les services de ressources humaines aussi, un guide sur là où il faut qu'on mette le paquet pour pouvoir concrétiser tous ces investissements. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame TOUZARD. M. DESSEIGNE.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, lors de la commission ressources, je me suis permis d'attirer l'attention de nos collègues, et ici de l'Assemblée, sur le fait que, autant cette PPI est à louer – tout ce qui vient d'être dit par Madame TOUZARD, par Clara GIMENEZ, le prouve – mais pour moi, il y a un impensé fort, parce qu'il n'est que dans le cycle de l'eau, mais il est très important, c'est celui de la Méditerranée et de notre littoral. Aujourd'hui, il y a 2 millions qui sont prévus, sur les 4 millions qui sont sur le système dunaire, sur la question du littoral de notre Métropole. Or depuis que nous sommes ensemble, il y a un gros travail qui est fait par vos services, par nos services, sur la question du lien avec les autres Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sur la question du littoral, sur la question du golfe d'Aigues-Mortes, sur la question des pêcheurs, des petits métiers lagunaires mais aussi des métiers liés à la pêche, à l'économie touristique, etc. Je pense que nous devons sortir de ce qui a été depuis 2015 – je m'excuse – ce que j'appelle « *l'impensé méditerranéen de la Métropole* ». J'en appelle à notre Assemblée pour réfléchir sur les conséquences : aujourd'hui, nos services travaillent sur des questions de tsunami. Je ne sais pas si ici aussi on s'interroge sur ces questions-là. Il y a un plan Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (ORSEC) qui vient d'être établi. On est obligé de travailler sur la question des inondations, aussi sur ces questions-là. Dans la PPI aujourd'hui, grâce à ce qui a été dit aussi pendant la réunion, ce qu'a dit Renaud CALVAT, ce que vous venez de dire, Michaël, tout à l'heure, on est sur des plans annuels. Mais il faudra qu'on réfléchisse dans le devenir, non pas sur la plage, mais sur les relations que nous devons avoir en transversalité avec l'EPCI du Bassin de Thau, avec l'EPCI du Pays de l'Or, mais aussi avec le Département du Gard, le Département de l'Hérault. On y a travaillé la dernière fois dans le cadre du golfe d'Aigues-Mortes avec le représentant du Département de l'Hérault, et avec le plan littoral 21 de notre Région. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. La parole est à Monsieur REVOL.

René REVOL

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président. Je me félicite que nous ayons rejoint les collectivités déjà assez nombreuses qui mettent en débat public leur programme prévisionnel d'investissement. Je pense que c'est innovant de le faire. Je veux aussi remercier Monsieur le Vice-Président pour le travail de concertation qui a été fait avec tous les Vice-Présidents, toutes les délégations, pour que cette programmation soit précise.

Je rappelle qu'un PPI n'est pas un budget – j'ai entendu le mot « *budget* ». C'est un programme prévisionnel d'investissement. Il doit se traduire dans le budget de chaque année. Le principe d'annualisation du budget fait que c'est chaque année qu'on le vérifie. Donc dès le budget 2022, nous allons pouvoir tester quel est le pourcentage de réalisation que nous faisons du PPI – en tout cas, pour ma délégation, je compte bien le faire – pour le budget 2023 également. Ainsi, nous avons un marqueur qui nous permet – sauf catastrophe majeure comme on en a connu récemment – de voir quel est le degré de réalisation de notre PPI. Ça s'appelle la planification, et je rejoins totalement ce que disait Madame Clara GIMENEZ sur ce point. C'est aussi une contrainte qu'on se donne et c'est très important.

Je voudrais intervenir sur ce qui concerne ma délégation, qui concerne le petit cycle de l'eau, qui est lié à toute une série de choses. Si on prend le petit cycle de l'eau, le grand cycle de l'eau, et toutes les dépenses qui sont engagées sur l'ensemble du bassin versant de Montpellier – avec y compris d'autres collectivités, qui ont d'autres structures que nous – on va investir un demi-milliard dans les 5 années qui viennent. Un investissement qui n'est pas simplement un chiffre, qui est une stratégie. Une stratégie qui consiste à préserver la ressource en eau au maximum et à préserver par l'assainissement la bonne tenue de notre territoire. C'est un chiffre qui est considérable et on a été notamment félicités par l'Agence de l'eau pour cet investissement.

On aura l'occasion d'aller négocier avec mon ami Cyril MEUNIER, Président du Syble, auprès de l'Agence de l'eau et auprès de la commission mixte inondation la mise en œuvre du PAPI 3, qui rentre en fonctionnement à partir de l'année prochaine, alors que nous avons déjà consommé 85 % des sommes pour le PAPI 2, même si les 15 % qui restent concernent Grabels, et je compte bien que ce soit fait rapidement. On a vraiment cet investissement qui est absolument décisif.

À ce sujet, je voudrais rassurer un peu les choses, parce que j'anticipe un peu l'intervention de notre ami Max LÉVITA qui va me suivre et qui va peut-être aborder la question du financement de cet investissement, qui est une vraie question. Il va falloir qu'on débattenne précisément de quels sont les leviers que nous utilisons, les leviers, que ce soit effectivement un fonctionnement plus rigoureux, que ce soit l'endettement, que ce soit l'utilisation de toutes les subventions que nous permettent aujourd'hui les plans de relance, qui ne sont pas toujours axés sur les mêmes objectifs que nous nous fixons nous-mêmes. Il faut faire attention à ça.

Concernant l'eau, je voudrais dire une chose très claire, c'est que depuis 2016, depuis la création de la Régie des Eaux le 1^{er} janvier 2016, nous avons 5 ans d'exercice et nous aurons investi 85 millions d'euros. Là on se donne l'objectif pour une période identique d'en investir 145 : ça prouve une progression. Ces 80 millions d'euros qui ont été investis depuis 5 ans, ils l'ont été comment, financièrement ? Aujourd'hui, le taux d'endettement de la régie de l'eau, qui s'engage dans un nouveau plan d'investissement, est de 0. Elle n'a pas d'endettement. Et comment nous avons pu réaliser le fait qu'elle n'ait pas d'endettement ? C'est toute simplement que nous sommes passés d'une gestion privée à une gestion publique, et que dans la gestion publique, on fait des économies. On en a apporté la démonstration. On fait des économies en améliorant pourtant le service. Et ces économies, on ne les a pas consacrées à rémunérer les actionnaires : on n'en a pas ; on les a consacrées à investir. On a pu faire cet investissement sans s'endetter. Naturellement, ça ne va pas durer éternellement, et aujourd'hui, pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable de la Métropole, nous allons dépenser 23 millions d'euros. Nous commençons à emprunter, mais ça nous amène à des ratios d'endettement très faibles. La Régie des Eaux qui va accueillir l'assainissement l'accueille avec un budget qui est particulièrement sain de ce point de vue, et qui peut investir sur la préservation de l'eau. C'est la première chose que je voulais dire.

Concernant l'assainissement, je voudrais rassurer les inquiétudes des uns et des autres, parce que vous avez vu que sur le petit tableau il est marqué 100 millions d'euros pour MAERA. Le chiffre n'est pas celui-là. Ça, c'est à l'horizon 2025. À l'horizon 2027, la fin de l'investissement, ce sont 150 millions d'euros. Ce sont 150 millions d'euros pour préserver de la pollution notre territoire, ce qui est essentiel. Il faudrait peut-être le mettre entre parenthèses pour que les choses soient claires pour tout le monde. Il n'y a pas une diminution de cet investissement, d'autant plus que le marché est lancé. Nous recevons les offres mardi prochain, date limite, et ça sera choisi dès le début 2022. Le chantier commence dès le deuxième semestre 2022. On est dans un investissement qui démarre, ce qui me paraît important. Et pourquoi ce sont 100 millions plutôt que 150 millions ? Parce que nous avons compté les deux années d'achèvement, 2026 et 2027, et les fameux pourcentages pour l'achèvement, un an après l'achèvement, ce qui fait qu'on se retrouve avec 150 millions d'euros. On va poursuivre ce dossier, il est engagé. Dès l'année 2022, conformément à ce que je disais au début de mon intervention, secteur par secteur, nous dirons : voilà, on a réalisé tel pourcentage de notre plan d'investissement, voilà où on en est.

Dernier point, concernant l'emploi. Je n'ai pas encore trouvé les chiffres sur le département de l'Hérault – l'INSEE ne les fournit pas avec précision sur ce sujet – mais à l'échelle nationale, effectivement, depuis le mois de juin, il y a une reprise de l'emploi, comme on a pu le constater. Si on regarde au mois d'octobre, la reprise de l'emploi est significative. Mais je vous informe qu'il y a 70 % de ces nouveaux emplois qui ne sont pas des CDI, qui sont des contrats précaires. Il faut que nous introduisions, ce que nous faisons dans nos marchés publics, des clauses sociales et environnementales. Comme je sais qu'un quartier de Montpellier et un quartier du Grabels vont s'engager dans le processus territoire zéro chômeur de longue durée, nous aurons ainsi les moyens et les leviers pour faire que les emplois qui seront créés soient des emplois stables. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, cher René. La parole est à Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Monsieur le Président, chers collègues. C'est effectivement un document important que vous nous avez présenté ce matin. C'est un document important parce qu'il est révélateur.

Vous devez le savoir : on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. Je comprends bien que vous êtes dans une situation politique un peu compliquée. Vous êtes coincés d'un côté par les Verts qui ont une vision limitée du développement d'une Métropole et par les Communistes dont la vision du monde s'est bloquée depuis longtemps. Le résultat, c'est que vous n'arrivez même pas à imposer au sein de votre majorité la discipline de vote, ce qui est une nouveauté dans le fonctionnement que nous avons connue précédemment.

Le résultat, c'est que vous proposez un texte qui est incohérent. Incohérent, parce que, premièrement, vous annoncez une capacité financière de 2,5 milliards d'euros, soit une augmentation de 150 % par rapport aux deux mandats précédents. 150 %, ça fait beaucoup. Un, je m'interroge sur ce concept de capacité financière. Ce qu'on fait généralement, c'est une étude prospective sur les investissements du mandat. C'est-à-dire qu'on se fixe des hypothèses sur la croissance des ressources fiscales, sur la croissance des dépenses de fonctionnement, etc. Hypothèses qui permettent de construire un ou plusieurs scénarii, qui permettent ensuite de construire un projet. Ce qui est intéressant, ce sont les hypothèses qui permettent d'aboutir au projet, parce que ces hypothèses deviennent ensuite des contraintes. Par exemple, la croissance du budget de fonctionnement, dont le budget du personnel – j'ai demandé le document, il m'a été refusé, il est vrai que je suis Président de la commission Ressources, un Président à qui on refuse un document : je vous félicite pour la transparence – votre chiffre de 2,5 milliards est impossible à atteindre. J'ai bien entendu René REVOL, qui a fait des études d'économie : il est bien conscient qu'on parle en général, même dans une prévision, on s'interroge sur le financement. Vous nous indiquez une participation de la Ville de Montpellier de 100 millions. Vous allez demander vraisemblablement aux autres communes une participation – mettons, 50 millions, des autres communes – on obtient 150 millions. 150 millions sur 2,5 milliards, ça fait 6 %. Ce qui veut dire qu'aucun plan de financement n'est prévu. C'est la lettre au papa Noël !

Deuxièmement, votre document est incohérent parce que, c'est plus grave, votre stratégie est inadaptée à la situation actuelle. Nous sommes en 2021, on n'est pas en 1970, on n'est pas au moment de la planification à la française ! On est dans un monde incertain, marqué par la pandémie et ses conséquences économiques et sociales, et marqué par la nécessité absolue de se préparer à affronter le changement climatique. Dans ce monde incertain, vous cherchez à accompagner le développement économique de notre Métropole suivant le schéma ancien, celui qui était en vigueur durant les Trente glorieuses. Quand vous examinez notre histoire, le développement de Montpellier, il est d'abord dû à l'explosion démographique. Je vous rappelle quelques chiffres – ils viennent de l'INSEE, vous pourrez vérifier. Je parle de la Ville de Montpellier : nous étions moins de 100 000 habitants en 54, moins de 120 000 en 62. On passe à 160 000 en 1968 – c'est la période d'arrivée des pieds-noirs. On est à plus de 200 000 en 1990. Aujourd'hui, on est légèrement en-dessous de 300 000. Cette croissance se poursuit : 40 % par solde naturel, 60 % par apport de population. Cette croissance, il faut qu'on s'entende : vous la voulez ou vous ne la voulez pas ? Ce que je note, c'est que vous voulez la limiter, cette croissance. En particulier, il suffit de voir vos relations avec le secteur de la construction. Vous risquez de la tuer. Votre schéma est incohérent. Vous développez l'investissement – c'est une vision keynésienne classique – donc vous allez attirer de nouveaux habitants, nouveaux habitants dont vous ne voulez pas. La situation va devenir intenable. La conséquence sera l'augmentation du prix des logements, l'explosion des loyers. Ce qui se passera ensuite, je suis incapable de le prévoir. Autrement dit, le problème aujourd'hui n'est pas de s'adapter au monde de 1960 ou de 1970, ni au monde de 2030. Le problème n'est pas de chercher le maximum de croissance sans chercher à limiter les dégâts causés à l'environnement – ça, c'était la pratique ancienne. Aujourd'hui le problème c'est de limiter au maximum les dégâts causés à l'environnement sans tomber dans une décroissance économique insupportable pour nos concitoyens.

Je conclus. Un chiffre de 2,5 milliards d'investissement absurde, inatteignable. Aucun plan de financement n'est annoncé, ni même prévu. Des objectifs totalement inadaptés au monde d'aujourd'hui. J'ai une citation pour conclure mon intervention, elle est de KAFKA : « *Le chemin qui mène à la catastrophe est pire que son terme* ». Nous ne prendrons pas part au vote. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président

La parole est à Madame BORNE. Je vous remercie, Monsieur LÉVITA, pour cette citation.

Mathilde BORNE

Bonjour à toutes et à tous, chers collègues. Mon intervention portera de manière générale sur les trois prochaines affaires, comme ça, au moins, on fait en une pierre trois coups, sur la PPI, sur Med Vallée, sur la préfiguration de l'Agence économique, parce que je trouve qu'elles sont assez liées entre elles.

Dans cette première délibération, je tiens tout d'abord à saluer entre autres la priorité donnée justement aux mobilités, avec près de 1 milliard d'euros destinés aux transports collectifs et aux mobilités actives. C'est un vrai engagement fort que je soutiens pleinement. Et de manière générale, je salue juste quand même les intentions portées ici, car comme il est indiqué dans cette délibération « *la PPI traduit par ses choix budgétaires les grandes orientations de la Collectivité* », et que votre souhait *a priori* est d'assurer une véritable transition écologique et solidaire du territoire. Mais attention à ce que cela se traduise vraiment bien dans tous les domaines. Par exemple, j'ai une question : Qu'entend-on par la participation aux grandes infrastructures routières ? De quelles infrastructures est-il question ? Je n'ai pas la réponse.

Et puisque nous parlons des grandes orientations de la Collectivité, je voudrais faire un focus sur la question de l'attractivité du territoire et de son développement économique – termes qui reviennent très souvent dans les affaires traitées au sein de ce Conseil, dont l'affaire 2 sur le projet Med Vallée et l'affaire 3 sur la préfiguration de l'Agence économique, où il est question de « *favoriser la transition numérique et l'intelligence artificielle* » ou encore « *développer l'attractivité du territoire* ». Mais dans ces deux affaires, le périmètre n'est quand même pas très clair, de même que les orientations, et c'est un petit peu ça qui m'inquiète. C'est pour ça que je mets un petit peu des bémols. Or on a tous entendu évidemment l'été dernier le nouveau signal d'alarme du rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) et les conséquences dramatiques du dérèglement climatique. Nous avons dix ans pour agir et inverser vraiment et durablement la courbe des émissions de gaz à effet de serre et l'effondrement de la biodiversité. La PPI ainsi que Med Vallée et l'Agence économique doivent donc être aussi à la hauteur de ces enjeux en matière d'évolution des activités sur le territoire. Le développement économique à tout prix et sans condition ne peut pas être un objectif.

Notre objectif doit être vraiment la résilience du territoire. La résilience face aux crises écologiques, sanitaires, alimentaires et sociales. La résilience face à la hausse des prix des énergies, des prix des matières premières, dont les denrées agricoles. C'est la résilience qui doit fonder l'attractivité du territoire et non le développement économique sans boussole, ou encore pour ne citer que lui, le développement du numérique sans garde-fou. Des activités doivent évidemment se développer et être soutenues ; ce sont celles qui concourent à la transition écologique et solidaire. Elles doivent le faire en limitant les consommations d'énergie et le prélèvement sur les matières premières, les matériaux et les minéraux. D'autres activités malheureusement vont devoir reculer ou se réorienter du fait de leurs impacts environnementaux, sanitaires ou sociaux. Je cite par exemple justement les grandes infrastructures routières, la construction neuve quand il est possible de rénover ou encore la numérisation de l'économie quand elle est destructrice d'emploi. Je préférerais parler de Cité résiliente plutôt que de parler de Cité intelligente.

À titre d'exemple et pour illustrer mon propos, la multiplication aujourd'hui des équipements électroniques, la robotisation galopante des activités, y compris dans le tertiaire, ne sont pas soutenables du point de vue de l'ampleur des métaux qu'elles exigent, ni du point de vue des emplois qu'elles remplacent ou du recul du lien social, ni de la masse de déchets qu'elles engendrent. J'ai un chiffre – l'ADEME donne des chiffres chaque année – près de 1,2 milliard d'équipements électriques et électroniques ont été mis sur le marché en 2019, ce qui représente 2,1 millions de tonnes. Donc ça a évidemment de nombreuses conséquences catastrophiques : les conditions d'exploitation de bon nombre des matériaux nécessaires à la production de ces équipements sont le plus souvent désastreuses du point de vue social et environnemental. Et aussi, moins de la moitié de ces déchets électroniques sont collectés pour être recyclés, et donc certains finissent dans des décharges en Afrique et intoxiquent les enfants chargés de récupérer les métaux.

Clairement, le soutien de la Métropole au numérique, pour moi, doit être encadré par un document d'orientation élaboré collectivement, et la sobriété doit être la règle. Sur le projet Med Vallée par exemple, on pourrait s'interroger sur notre soutien à des entreprises qui développeraient des robots en remplacement d'emplois existants – c'est le cas *a priori* – ou encore des robots dans l'agriculture qui ne sont rentables que dans des exploitations à grande échelle et en monoculture.

Je finirai par ça, mais pour appuyer mes propos, je voudrais faire trois propositions. La première, ce serait l'adoption d'un document d'orientation pour encadrer le soutien aux activités numériques. Ma deuxième proposition, ce serait la création d'une Halle de la rénovation énergétique qui associerait le soutien à l'innovation technologique dans ce domaine, mais aussi l'innovation sociale pour lever les obstacles à la décision de rénover, tant pour l'entreprise que pour les particuliers et les établissements publics, et enfin pour soutenir la formation professionnelle des artisans du bâtiment.

Ma troisième proposition, ce serait la convocation d'une convention citoyenne à l'échelle du territoire pour faire des propositions sur la transition écologique et sociale.

J'espère vraiment que vous prendrez la mesure des enjeux environnementaux auxquels nous allons devoir faire face et que nous prendrons un vrai virage pour être à la hauteur de ces enjeux. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE. Je pense que, dans votre intervention, il y a des points sur lesquels je répondrai dans la présentation des deux autres affaires. Et je prends note de vos trois propositions. Monsieur LAFFORGUE, et ensuite Monsieur SAVY, et Monsieur CALVAT apportera des réponses, et je conclurai.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Cette PPI fait preuve de lisibilité, mais aussi de pragmatisme. Je reprendrai sur ma délégation, puisque je représente quasiment une page du rapport avec près de 443 millions d'euros.

Tout d'abord, sur la lisibilité, je vais peut-être faire un rappel historique auprès de nos collègues. L'espace public et la voirie ont été transférés en 2015 et ce sont les communes qui ont alimenté – et qui alimentent encore – l'investissement sur la voirie et sur l'espace public. Aujourd'hui, c'est un travail de coordination, et quand je parle de lisibilité, aujourd'hui, pour les 31 communes, on a cette lisibilité à travers cette PPI, qu'on n'avait pas eue auparavant. Là, aujourd'hui, ce sont à la fois la somme des 31 budgets des communes qui rentrent dans le plan d'investissement, le budget de la Métropole – celui de l'Agglomération et en même temps une part du budget du Département – puisqu'aujourd'hui c'est la somme de 33 budgets qui sont collationnés dans cette PPI, pour la partie voirie et espace public. Je crois qu'il faut le rappeler. Ce budget correspond à quoi ? Une grande partie, c'est de l'entretien, mais aussi l'entretien des infrastructures : les ponts, toutes les routes, la mise en sécurité ; je crois qu'il faut le rappeler. C'est surtout que cette partie de voirie correspond à une part de sécurité, une part d'entretien, mais aussi une part sur les infrastructures. Les 443 millions investis aujourd'hui nous permettent cette lisibilité.

D'autre part, je vous ferai part du pragmatisme. Plusieurs collègues ont rappelé les 1,4 million investis dans les mobilités. Aujourd'hui, ces 1,4 million correspondent en effet aux attentes écologiques. C'est avoir un espace public apaisé. C'est aussi, en termes de pragmatisme, l'équilibre sur notre territoire – Renaud l'a rappelé. C'est entre la Ville centre et nos 30 communes. Et puis dans le pragmatisme, c'est aussi de l'économie, c'est de l'argent investi auprès des entreprises de notre territoire, et c'est aussi de l'emploi. Je crois qu'il faut le rappeler. Cette PPI nous permet aussi de maintenir l'emploi sur notre territoire. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, cher Frédéric. La parole est à Jean-Luc SAVY, qui est le dernier intervenant avant les réponses du rapporteur.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voudrais d'abord souligner sur la forme le fait qu'un PPI, c'est quand même assez difficile à construire pour nous, les équipes des communes qui tâchons d'en fabriquer. Parce que même si ce n'est pas un budget, un PPI, c'est un engagement commun, c'est quand même une feuille de route commune métropolitaine. C'est la première fois qu'on se donne la chance de pouvoir travailler à l'échelle d'un mandat sur ce qui finalement est gravé politiquement dans le marbre, même si budgétairement il faudra évidemment travailler. Évidemment qu'on n'a pas forcément les budgets pour ce faire, mais c'est tout l'objet de ce travail que vont mener les équipes, avec leur Vice-Président.

Finalement, cette délibération, qui même si elle fait quelques pages peut sembler une liste à la PREVERT, n'en est pas une. C'est le résultat d'un travail programmatique de fond qui est mené par les services depuis déjà un an et demi. On a l'impression de redite, mais c'est simplement parce que la faisabilité juridique, administrative, budgétaire, économique est réalisée. Je me tourne vers Olivier NYS et ses équipes, parce que quand même il y a du monde derrière Renaud CALVAT, et puis toutes les équipes thématiques. Ce n'est pas si facile de construire un PPI. Ça demande effectivement des arbitrages administratifs. L'ambition politique en matière climatique, en matière sociale, culturelle, sportive, économique et que sais-je, planétaire, est déclinée opérationnellement par ces équipes qui font le service public. Aujourd'hui moi je retrouve gravé dans le marbre effectivement de grandes ambitions qui sont celles des engagements de campagne des différentes équipes de 2020. Et pour autant, que ce soit sur le cadre de ville et de vie, que ce soit sur la

solidarité, que ce soit sur l'emploi, que ce soit sur la planète, l'identité sportive et culturelle, on retrouve ce qui finalement nous porte depuis un an et demi. C'est vrai que cette traduction demande un certain temps, une mise en place. On sait que sur les déplacements par exemple, il est vrai que les choses prennent du temps. Mais c'est aussi la responsabilité administrative de pouvoir répondre à cette ambition politique. Merci pour ce travail qui produit à l'échelle d'un mandat une vision qui nous permet de nous placer devant des principes de réalité.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Merci de vos propos. Renaud CALVAT pour des éléments de réponse à un certain nombre d'intervention.

Renaud CALVAT

Oui. Je serai bref, Monsieur le Président, parce que le débat a été riche et passionnant. Effectivement, cette PPI correspond à ce qu'il est utile de faire pour le territoire. Est-ce qu'il faut un peu plus sur telle ligne, un peu moins sur une autre ? Nous l'affinerons au fil des exercices budgétaires – comme l'a dit René REVOL, l'exercice budgétaire est fondamental. Là, et Jean-Luc a raison, nous nous donnons une vision, une vraie vision, sur la transition écologique, sur la solidarité, sur les relations entre les communes, la ville-centre et l'intercommunalité. Notre Métropole est jeune, même si notre Intercommunalité est ancienne, notre Métropole est jeune. Et cette PPI, comme le pacte financier et fiscal que nous menons en ce moment, nous permet aussi de clarifier les relations, de travailler sur les relations entre les 30 communes, la ville-centre et l'intercommunalité.

Je pense aussi – je veux le dire à Max LÉVITA qui sait l'amitié que je lui porte – que tout ce que j'ai fait dans ma vie de Maire sur les questions financières. Je suis un élu sérieux, Monsieur le Président de la commission des finances. Sérieux. Les impôts n'ont pas augmenté chez moi, non pas depuis six ans mais depuis quatorze ans. J'ai un taux d'endettement parmi les plus faibles de la Métropole, un taux de réalisation important. Je suis un Maire sérieux et je souhaite ardemment qu'à la fin de mon mandat, on puisse dire *« il a été un Vice-Président chargé des finances sérieux »*. Donc bien évidemment, en face de chacune de ces dépenses, nous réfléchissons aux recettes, des recettes que la Métropole est capable de produire elle-même, sur son autofinancement, sur ses taux d'épargne brute, des recettes que la Métropole ira trouver chez ses partenaires et l'emprunt nécessaire à des travaux structurants. Quand vous faites des travaux de mise en sûreté de la population, des travaux de rénovation énergétique, il est tout à fait légitime que ce coût soit porté sur les 15-20-30 prochaines années, sur deux générations. On ne peut pas faire porter sur une seule génération des travaux qui seront utiles à la population pendant 20 ou 30 ans. Chaque maire ici fait ainsi.

Une toute petite chose, Monsieur LÉVITA. Le document budgétaire, vous l'avez eu bien évidemment douze jours avant. La seule chose que je n'ai pas souhaitée vous remettre, c'est le PowerPoint que j'ai présenté à l'ensemble des adjoints aux finances qui étaient présents à la commission et des membres de la commission – ceux qui sont venus, parce que certains qui se sont exprimés ici, en début de séance, membres de la commission, ne sont pas venus, j'aurais aimé avoir un échange. La commission a duré presque deux heures, Monsieur le Président, ça a été un vrai moment de débat que vous avez animé. Vous le reconnaissez et je vous en remercie. Mais je vous ai dit que ce PowerPoint sera diffusé bien sûr à l'ensemble des membres du Conseil de Métropole, mais que je souhaitais en assurer la présentation. Une fois la présentation faite, il sera remis à l'ensemble des membres du Conseil.

On a eu un débat intéressant entre nous. Effectivement, comme l'a dit Monsieur SAVY, nous avons une vision. Et ce débat a un petit peu opposé gestion et vision. Vous plaidez plutôt pour une action de gestionnaire, parce qu'on peut être un mauvais ou un bon gestionnaire. Vous, vous plaidez pour que nous soyons de bons gestionnaires, et effectivement, nous pensons qu'il faut bien évidemment être de bons gestionnaires, c'est une évidence, mais qu'il faut aussi avoir une vision sur ce territoire, sur le long terme. Donc vous avez cité KAFKA. Je vous citerai une autre citation, Monsieur LÉVITA, que j'aime profondément, que Bob KENNEDY avait empruntée à George Bernard SHAW. Je ne sais pas si vous la connaissez : *« Certains voient le monde tel qu'il est et se demandent pourquoi. Moi je vois le monde tel qu'il pourrait être et je me dis, pourquoi pas »*.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur CALVAT. Elle est très bien, cette citation. Je voudrais reprendre quelques éléments. Chacun ici a pu s'exprimer, au regard de ses convictions, de ses sensibilités, la majorité des interventions, sur des éléments rigoureux.

Cette PPI, d'abord c'est un exercice inédit pour le territoire. C'est la feuille de route, c'est le cap. Et merci aux collègues maires qui ont employé le terme vision, c'est-à-dire qu'il y a un cap, il y a une stratégie, il y a une ligne. Parce que quand on n'en a pas, on le ramasse en pleine figure. Moi, dans la PPI, par exemple, le prolongement de la ligne 1 vers la gare Sud de France, on aurait bien aimé ne pas l'inscrire ! Elle coûte 10 millions d'euros de plus en investissement. A nouveau le rapport de la Chambre régionale des comptes qui dit : « *Le transport présente un taux d'équipement pour 1 000 habitants, en retrait de 37,5 % de celui des métropoles de l'échantillon. Ce ratio témoigne d'un besoin de rattrapage significatif* ». Moi je ne fais pas une parole d'évangile, surtout devant Marianne, les rapports de la Cour des comptes, mais nous les lisons attentivement parce qu'ils aident à la bonne gestion. Il y a des choses qui sont le projet, et puis il y a la nécessité de rattraper pour être à la hauteur des handicaps que notre territoire a accumulés – j'y reviendrai – sur la question des mobilités.

Nous indiquons un niveau jamais atteint de 2,5 milliards d'euros. Pourquoi cela est possible ? D'abord, parce que les taux d'emprunt sont extrêmement bas : ça permet d'emprunter sans obérer les dépenses de fonctionnement de manière trop importante. Elles ont déjà été suffisamment obérées par la décision de 2019 de fermer le troisième casier de Castries qui nous coûte 11 millions d'euros. Là, les taux sont bas, ce serait une erreur. Deuxièmement, notre dynamique fiscale indique que nous pouvons agir. Troisièmement, ça marche, la gouvernance apaisée, ça marche, d'avoir des bonnes relations avec les autres collectivités pour nous accompagner dans des projets.

Et puis, personne n'y a fait allusion : il y a ce qu'on appelle le plan de relance. On peut penser ce qu'on veut, mais ce plan de relance à l'échelle européenne, je ne vois pas pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole passerait à côté : il faut qu'on affiche des projets pour pouvoir en bénéficier. D'ailleurs, ça a bien commencé... Enfin, pas d'excès de communication, parce que ça a suffisamment fatigué les habitants de la Métropole ces dernières années. Mais quand même : quand on a le projet de bus à haut niveau de service, de BusTram – on en parlera – et qu'on reçoit 20 millions d'euros d'aide, ça vient directement du plan de relance. Et donc il faut aligner des projets pour pouvoir être aidé.

Le but, ce n'est pas que les contribuables de la Métropole supportent à eux seuls les 2,5 milliards d'euros, mais c'est qu'il y ait suffisamment de vision, de cap, pour être capable de solliciter des crédits de l'Union européenne, du Gouvernement, de la Région, du Département, pour accompagner les projets du territoire. Si nous n'avions pas eu ces trois conditions, sans doute, effectivement, que nous serions dans la gestion. Sans doute ne pourrions-nous pas rattraper des retards comme c'est le cas sur la ligne 1 de tramway, ou supporter – et ça je le regrette profondément – le surcoût de la non-exécution budgétaire sur la ligne 5 de tramway. Parce qu'il faut le dire : dans ces crédits d'investissement, nous allons supporter des surcoûts, comme Monsieur GUISEPPIN a magistralement démontré la problématique des déchets qui s'est posé en 2009 avec la fermeture du casier de Castries. Donc là, le plan de relance, des taux bas, une dynamique de projets permettent d'afficher une ambition, un cap. Ce n'est pas le budget – on aura des débats à chaque exercice et c'est bien normal – mais la stratégie et en transparence.

Ensuite, évidemment, on peut lui faire des procès, à la stratégie. On peut aussi, et merci à chacun des collègues, l'amender, suggérer. L'expression des sensibilités qui composent cette Assemblée, qu'elle soit politique, qu'elle soit territoriale, qu'elle soit d'expérience, qu'elle soit de délégation : merci à chacun d'avoir nourri ce débat. Quelle est la vision ? Ce niveau d'investissement est au profit de quoi ? D'un « *green new deal* ». Je vous invite à faire cette comparaison. Quelle est la métropole en France qui investit autant sur les mobilités décarbonées ? Le tramway, les bus à haut niveau de service qui permettront de couvrir 65 % des habitants de la Métropole. Il était temps que cette justice arrive, en plus du tramway – Monsieur le Maire de Cournonterral acquiesce âprement, mais il n'est pas le seul. 150 millions d'euros pour les mobilités actives. Dans les projets de voirie dont Monsieur LAFFORGUE a parlé, il s'agit quand même de l'espace public, des trottoirs, des places, de tout ce que chaque maire cherche à faire autour de ses écoles, pour sécuriser le chemin des écoliers : c'est près de 1 milliard d'euros sur les mobilités décarbonées, à pied, en vélo, en bus, en BusTram, en tramway, que nous consacrons. Et là où nous le pouvons, quand ce sont des aménagements voitures, faire de la place aux vélos, aux bus à haut niveau de service. 1 milliard d'euros. C'est le « *green new deal* » sur les mobilités. Et je vous invite à aller chercher quelles sont les collectivités, les métropoles, qui atteignent ce niveau-là. Je parle d'expertise : j'anime le groupe mobilités à France Urbaine, donc on compare les métropoles, on se challenge un peu.

« *Green new deal* » aussi, chère Isabelle, tu l'as relevé, et chère Claudine, sur la politique du logement, où notre enjeu, avec tout le travail de coordination qui est fait pour accompagner la rénovation thermique de nos logements – et c'est affiché en tant que tel – pour aller vers une stratégie de sobriété énergétique. Mobilités décarbonées, politique du logement, construction de logements. Je ne voudrais pas laisser passer une chose. On n'a jamais construit autant de logements hors des ZAC ces six dernières années, et les prix et les loyers n'ont jamais autant été élevés. C'est pour ça que nous avons mis en place l'encadrement des loyers. Donc nous, on va continuer, parce qu'il y a des besoins de logements à construire. On va construire à proximité des infrastructures de transport, pas loin, pas éloignés. On va construire selon des normes qui garantissent la sobriété énergétique. Pareil : ça a été très bien relevé par un certain nombre d'intervenants sur la question des déchets, avec les investissements pour réduire nos déchets.

Notre territoire a besoin de travailler son attractivité, ou plutôt – et je partage ce que vous dites, Madame BORNE, d'une certaine manière – sa stratégie économique. Il ne faut pas être attrape-tout. Il faut être clair, il faut s'inscrire dans les objectifs de la transition écologique et solidaire. Ce que nous mettons sur le développement économique, c'est autour de ça – je vous répondrai tout à l'heure sur Med Vallée – mais aussi sur les Industries Culturelles et Créatives (ICC), sur des structures, des filières qui sont porteuses d'emplois pour les habitants et qui créent de la richesse. Voilà ce qu'est l'esprit de cette PPI.

C'est enfin, pour la culture, pour le sport, pour les habitants des communes, agir sur la qualité de vie, ce qui fait que Montpellier est un territoire où il fait bon vivre. Ceux qui se revendiquent dans l'opposition, évidemment, vont dire que tout va mal à Montpellier. Ils ne vont jamais reconnaître que telle ou telle action est bien. Je crois qu'il ne fait pas être caricatural : il y a des crédits aussi pour cela, pour améliorer aussi les conditions de travail des agents de la Métropole, dans les piscines, dans les médiathèques, et c'est aussi un enjeu. Bref, 2,5 milliards d'euros. Je pourrais rajouter les mobilités décarbonées, le verdissement intégral de la flotte de la Métropole. Je pourrais rajouter beaucoup de choses qui apparaissent.

Aujourd'hui, cette PPI, c'est une feuille de route pour notre administration, pour mettre en œuvre le projet. C'est une feuille de route pour tous ceux qui vont être partie prenante de ces investissements. Et ça a été très justement dit par Madame GIMENEZ et Monsieur REVOL. Les entreprises, elles vont pouvoir concourir à des marchés, pour pouvoir mettre en œuvre le projet pour le territoire. Mais dedans, il y aura des clauses sociales, des clauses écologiques, et ça va nous permettre d'agir sur les jeunes, sur les gens qui sont en situation de chômage de longue durée, ça va nous permettre d'agir sur notre stratégie de réduction des déchets, sur le verdissement des opérateurs qui ont vocation à travailler avec nous – je parle de leur flotte, etc.

C'est aussi dans un contexte incertain – je partage ce que vous dites, Monsieur LÉVITA : le monde est très incertain, il est même anxiogène. On peut cultiver l'incertitude et dire qu'on ne sait pas où on va. Là, on donne un cap. Vous pouvez avoir des nuances, vous pouvez avoir des désaccords. Mais là, il y a un cap. On peut dire, effectivement, que tout le monde est inquiet du réchauffement climatique. C'est sûr que quand on apprend que la Chine rouvre ses usines de charbon, on se dit que les efforts que nous accomplissons ici apparaissent vains, comparés à ces choix qui vont à l'encontre. Mais quand on dit 1 milliard d'euros sur les mobilités décarbonées, nous ne savons pas si c'est Montpellier Méditerranée Métropole qui va contribuer à répondre aux attentes du GIEC, mais résolument nous allons y prendre notre part. À défaut d'être une Ville dont on parle d'attraction, on peut aussi être une Ville inspirante. Et aujourd'hui, l'autre mesure – mais ça c'est le budget de fonctionnement – comme la gratuité des transports, c'est une des mesures inspirantes, qui fait qu'on dit qu'on va faire comme à Montpellier – plein de métropoles s'engagent dans ce chemin, et c'est très bien. Tout comme nous, nous sommes allés voir ailleurs, sur les bus à haut niveau de service, parce qu'on s'inspire, mais pour être à la hauteur du défi de la transition écologique.

Il y a un mot qui a été utilisé, c'est : « *pas de cap* ». Écoutez, cette transition, elle est à l'œuvre. Ce « *green new deal* », il est à l'œuvre. J'entends suffisamment les automobilistes dire : « *Monsieur le Maire, Monsieur le Président de la Métropole, c'est dur quand même* ». Cette difficulté, il faut l'entendre, elle est réelle, elle n'est pas simple. Mais telle est la mise en œuvre de ce changement : indispensable. Je ne doute pas d'ailleurs que ceux qui le disent vont aller expliquer aux automobilistes que c'est plutôt une bonne nouvelle de faire la ligne 5 de tramway, de faire les lignes de bus à haut niveau de service, de faire le partage de voirie en faveur du vélo, etc.

Cette PPI, c'est la première fois qu'on en présentait une dans ce Conseil de Métropole. En 2027, il y en aura une autre – je le souhaite, en tout cas qu'on prenne cette habitude. Il appartiendra à ceux que les électeurs et électrices dans les communes auront décidés, mais ça donne un cap au territoire. Et ce cap, il est très clair.

Nous investissons pour les habitants de la Métropole. Nous investissons dans les principes de justice entre la ville-centre et les communes de la Métropole. Nous investissons en étant rigoureux dans la gestion de l'argent public, parce qu'on peut en recevoir d'autres partenaires, parce que les taux sont extrêmement faibles. Nous investissons, nous faisons des choix, nous assumons ces choix. On ne peut pas tout faire, et tout le monde le sait. Je sais que c'est bientôt Noël et on pourrait faire la liste. Mais nous faisons des choix. Et le choix que nous faisons, c'est précisément celui de la transition écologique et solidaire, c'est celui du volontarisme dans l'action publique. Évidemment, on peut ne rien faire. Mais moi aussi je vais livrer une citation, celle d'un centenaire qui est montpelliérain, qui s'appelle Edgar MORIN : « *Tout ce qui ne se régénère pas dégénère* ». Ici, le choix qui est fait, ce n'est pas celui du sur place, c'est celui du mouvement, c'est celui du cap dans l'intérêt de l'ensemble des habitants de la Métropole. Voilà ce que nous associons à ces 2,5 milliards d'euros pour la PPI, programmation durant le mandat, qui est un signal très fort pour les habitants, pour les acteurs économiques et, demain, pour la qualité de vie du territoire.

Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Adoptée à une très large majorité. Merci à tous pour la qualité du débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus (es) : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - MED VALLEE - PACTE DES FONDATEURS DE MED VALLEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. SEBLIN entre en séance.

M. R-Y. CHARTIER sort de séance et laisse un pouvoir à M. M. SEBLIN.

Monsieur le Président

Madame BORNE, dans ma présentation, je vais vous répondre. Qu'est-ce que le pacte Med Vallée ? C'est extrêmement simple. D'abord, peut-être, bien préciser ce qu'est Med Vallée. Toulouse Métropole, on sait où est sa force économique : ce sont les avions. Nous, on pense que sur la question de la santé, l'alimentation, le bien-être, l'environnement, ... clairement, Montpellier Méditerranée Métropole a tous les atouts pour réussir, et porter justement un nouveau modèle de croissance. Pourquoi nous pensons cela ? Parce que, d'abord, ça fait plus de 800 ans que ça dure, avec la plus ancienne faculté de médecine au monde, dont le patrimoine – cher Éric PENSO – le jardin botanique, le musée d'anatomie, l'herbier, sont des témoignages. Mais aussi la dynamique de notre recherche, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU), l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM) et tant d'autres – ça, c'est le domaine médical. C'est l'agronomie avec Agropolis, qui est aujourd'hui incontestablement la communauté des chercheurs d'agronomie et considérée comme l'une des premières au monde. Et puis l'environnement, le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) pour lequel nous nous engagerons d'ailleurs prochainement dans le cadre du CPER, est classé à Shangaï deux, trois, un – ça varie selon les années sur ces questions-là. Nous pensons que nos forces sont là.

Ce que nous voulons faire, c'est les fédérer, pour que notre stratégie soit lisible. Ce sur quoi nous vous demandons de délibérer, c'est de fédérer l'État, la Région et la Métropole pour travailler là-dessus, pour accompagner des projets d'implantation d'entreprises dans ces secteurs-là, pour aider les chercheurs qui veulent créer des entreprises et donc développer des applications. C'est une réponse, et ça a été dit par Madame GIMENEZ tout à l'heure, à un enjeu qui est essentiel : c'est la souveraineté sanitaire. La crise a révélé que la France avait perdu sa souveraineté sanitaire. Nos entreprises sont encore à chercher un vaccin quand d'autres, partout sur la planète, en ont proposé. L'application en matière de recherche médicale, en matière agronomique, ça participe de la souveraineté et c'est pour ça que l'État est à nos côtés. C'est aussi donner de la lisibilité au site de la Métropole, pour que les gens qui souhaitent accompagner des projets repèrent bien le territoire.

C'est enfin avoir une stratégie d'implantation. D'implantation à proximité des organismes de recherche. Évidemment, c'est plutôt dans la ceinture verte qu'en consommant la ceinture verte.

Ça a conduit à un certain nombre de décisions que je voudrais présenter, très importantes parce qu'on ne fait pas des conférences de presse tous les matins pour dire ce qu'on fait, mais quand même. À côté d'ICM, qui est un des plus grands lieux de la recherche contre le cancer – même s'il faut encore faire des progrès – à côté, il y avait un permis de construire qui avait été donné pour construire des résidences étudiantes, loin des infrastructures de transport, loin d'ailleurs des établissements d'enseignement supérieur. Nous avons préempté pour pouvoir permettre à ICM de développer des lieux pour la recherche et la diffusion économique ; ce projet est à l'œuvre. Deuxième exemple : la fameuse soucoupe d'Agropolis qui, depuis dix à quinze ans, est à l'abandon. Nous avons acquis ce foncier à la Région et aujourd'hui nous sommes sur deux opportunités importantes d'implantation de dimension internationale à cet endroit pour conforter la dynamique. Troisièmement, dans l'emprise du CHU – je veux là directement vous répondre, Madame BORNE, enfin plutôt éclairer – c'est permettre à une entreprise en lien avec les équipes de recherche d'installer dans l'emprise, dans un endroit d'ores et déjà artificialisé, un lieu de production d'un traitement contre l'arthrose, qui aujourd'hui coûte 300 000 euros et par sa production industrielle de pointe, nous allons pouvoir le produire à des coûts bien moins importants et donc de pouvoir le diffuser et permettre d'agir sur l'arthrose. Voilà le type de projets emblématiques que nous souhaitons accueillir.

Voilà donc quelques exemples qui illustrent la dynamique de Med Vallée. Je termine sur deux aspects. C'est le soutien à tous les chercheurs qui veulent créer des entreprises. On en voit plein qui disent qu'on sent qu'il y a une innovation, qu'il y a une application ; il faut les accompagner, il faut leur donner de la lisibilité. Je veux ici saluer très chaleureusement, en votre nom, le Président AUGÉ et toutes les équipes de Montpellier Université d'Excellence (MUSE). Comme l'Université est soutenue à travers la dynamique de Med Vallée, aujourd'hui elle gagne un certain nombre de labels qui lui apportent des financements, et ça va nous permettre de nous présenter au jury international de l'I-SITE – je l'indique, c'est 17 millions d'euros de fonctionnement – et de conforter la position de l'Université de Montpellier.

Voilà l'idée qui est la nôtre. Elle peut apparaître extrêmement abstraite. Elle ne passe pas par un immense bâtiment dans le vieux modèle, mais au contraire, elle repose sur fédérer les acteurs sur une stratégie qui doit être clairement identifiée, parce que si nous devons travailler en complémentarité avec les territoires et les métropoles, d'autres ne nous attendent pas. Et si nous, nous n'affirmons pas fortement où sont nos filières, où sont nos forces, d'autres se positionneront. En tout cas, ce projet-là, il a aujourd'hui le soutien plein et entier de Carole DELGA et de l'Assemblée régionale que je remercie, mais aussi de l'État, qui se montre pleinement partie prenante pour accompagner la Métropole dans ce territoire, et c'est le sens du pacte fondateur.

Pardonnez-moi pour l'introduction un peu longue, mais je propose d'ouvrir le débat, si vous avez des questions, des remarques. Ok. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 3 : HORS COMMISSION - PREFIGURATION DE L'AGENCE ECONOMIQUE – APPROBATION

M. J-N. FOURCADE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

M. B. MODOT sort de séance.

Monsieur le Président

Autre point. Madame EMAD, vous allez présenter la préfiguration de l'Agence de développement économique, qui vise à, pareil, changer de logiciel, ne pas être juste 31 communes entre nous, ce qui est déjà formidable, mais de pouvoir travailler avec nos partenaires, nos voisins, pour mieux répartir l'activité économique et mieux maîtriser l'espace, parce que c'est à cette échelle-là que nous devons penser. Madame EMAD.

Hind EMAD

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. En octobre 2020, nous délibérons sur le cadre stratégique ainsi que la nomination d'un préfigurateur, Alex LARUE, pour une nouvelle Agence de développement

économique. À travers une approche fédératrice et concertée, la Métropole, moteur du développement régional, a la volonté d'engager tout d'abord un nouveau dialogue entre les acteurs économiques pour inventer ou réinventer le développement territorial avec les collectivités voisines, la Région Occitanie, les partenaires publics comme privés du territoire. Évidemment, complémentaire au service économique de la Métropole et de l'Agence régionale *ad hoc*, donc on couvrirait un périmètre élargi d'un million d'habitants pour une efficience optimale en matière de notoriété, de promotion, pour la Métropole.

Donc une Agence de développement économique qui va marquer un grand tournant durant ce mandat. Montpellier franchit un cap et se dote enfin d'un outil moderne qui correspond à son statut de métropole acquis en 2017. Nous modernisons – cela ne vous a pas échappé – actuellement l'ensemble des outils de l'administration liés notamment aux différentes transitions que nous visons, avec une adaptation de cette Agence aux nouvelles réorganisations. Il s'agit également de la réorganisation de la Région, en interne de la Métropole, la fusion SA3M-SERM récemment. Nous menons des réflexions dans un cadre élargi avec l'ensemble des parties prenantes. Effectivement, vous avez les territoires voisins, les entreprises, qui doivent s'impliquer, notamment sur les questions de transition écologique et économique.

L'innovation comme fil conducteur, toujours. C'est ce qui s'inscrit dans notre ADN du territoire. L'innovation aujourd'hui, c'est l'amélioration en continu de l'existant. C'est un des objectifs de l'Agence. Évidemment on va s'appuyer sur des innovations technologiques, digitales, pour lesquelles nous avons beaucoup d'entreprises qui font partie des fleurons nationaux dans ce secteur. Mais pas que l'innovation technologique : évidemment, toutes les innovations qui concernent les secteurs économiques traditionnels, les nouvelles économies, l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire, tout ce qui va permettre de favoriser un développement économique efficient, efficace.

Pourquoi une Agence de développement économique ? Tout simplement pour faire évoluer l'ensemble des actions publiques dans le domaine économique et atteindre une position de leadership européen, accélérer la création évidemment de la richesse, de l'emploi inclusif et durable au bénéfice de l'intérêt général, de l'attractivité du bassin de vie montpelliérain en atteignant une masse critique. Les problématiques aujourd'hui – dont on parle depuis le début de la séance – se régleront à une échelle élargie de celle de la Métropole. Aujourd'hui nous ne pourrions pas capter toute la croissance démographique et il s'agit ici de se concerter à une échelle élargie, que ce soit sur le développement économique ou sur les autres aspects.

On fonctionnera principalement – c'est la volonté aujourd'hui de l'Agence – avec les territoires du bassin de vie. Une structure agile, qui permettra de mener des opérations économiques sur ce grand bassin de vie avec évidemment les EPCI voisins, la Région et le Département, les partenaires publics et privés, en activant tous les leviers et les partenariats autour de l'accompagnement de l'innovation, que nous savons faire depuis des dizaines d'années, de l'entrepreneuriat et de stratégies communes sur les questions foncières et immobilières d'entreprise.

L'objectif : évidemment, travailler en étroite collaboration avec toutes les politiques publiques que nous menons aujourd'hui – ces questions sont liées. Les réorganisations visent à plus de transversalité entre les différents services, et ici il s'agit de se munir d'un bras armé pour traduire la stratégie de développement économique des territoires, qui permettront d'identifier des opportunités, d'accroître notre visibilité de créer un espace de concertation et de coconstruction, avec toujours l'innovation, et favoriser évidemment l'attractivité et le rayonnement du territoire. Il s'agit là d'être une cité inspirante, exemplaire résiliente, innovante, et donc travailler au service du futur pôle innovation économie et emploi, des grands projets du mandat et des filières en accélération, comme Med Vallée, les industries culturelles et créatives, mais aussi l'industrie du futur, les nouvelles économies, évidemment le numérique, en lien également avec la future Agence d'urbanisme et le groupe SA3M-SERM.

Les éléments de cadrage, pour rentrer un petit peu plus en détail : l'ambition est de faire de notre bassin de vie un leader international dans les secteurs d'avenir et une référence en matière de croissance économique inclusive. C'est pour cela que, tout d'abord, notre objectif est d'amplifier l'action économique de la Métropole et de son bassin de vie par un développement inclusif et durable et la création d'emplois non délocalisables pour tous sur le bassin de vie, de coconstruire à l'échelle locale des coopérations territoriales avec l'ensemble des maires de la Métropole, créer un espace de discussion pour pouvoir mettre en évidence le développement économique à toutes ces échelles, évidemment régionales, internationales. Une complémentarité et une articulation avec, encore une fois, l'ensemble des parties prenantes : l'Agence de développement *ad hoc* de la Région, les consulaires évidemment, les entreprises ; se doter vraiment d'un outil ambitieux qui sera

complémentaire et fusionnel avec tous les services existants aujourd'hui, et donc de réfléchir tout simplement à une échelle plus large.

Ce qui est dans l'ADN de cette Agence, évidemment, c'est l'intérêt collectif. L'intérêt collectif : avoir un esprit pionnier, agile, innovant, avec une vraie capacité d'invention, un engagement sociétal, donc là aussi, dans notre ADN, nous inscrivons toutes les transitions, évidemment sociales, sociétales, environnementales. Comme pour Med Vallée, il s'agit vraiment d'engager en tant que Métropole ces actions pour ensuite qu'elles soient poursuivies par les entreprises, les acteurs économiques et l'ensemble des institutions.

Enfin, nous nous appuyons sur notre savoir-faire pour pouvoir s'engager avec l'ensemble des territoires voisins. Aujourd'hui nous avons commencé à travailler avec plusieurs collectivités : Sète, Agde, Lunel, Pays Cœur de l'Hérault, Pays de l'Or également. Nous travaillons depuis maintenant un an à identifier des sujets communs pour favoriser le développement et l'attractivité, mais toujours dans cet esprit de transition sociétale et énergétique. L'innovation, l'entrepreneuriat, notre savoir-faire que l'on va mettre au service de ce bassin de vie, pour accompagner l'entrepreneuriat, l'innovation, les transitions dans un état d'esprit de concertation sur les questions foncières et immobilières des entreprises pour pouvoir notamment identifier des ressources pour financer l'ensemble de nos actions et notamment la PPI qui a été présentée tout à l'heure.

La prochaine étape sera la structuration juridique, financière et des ressources humaines ; toute la faisabilité est actuellement en cours. Des accords de partenariat avec les territoires voisins que j'ai cités, et évidemment la Région, ainsi qu'avec un mode de gouvernance partenariale, à travers un comité d'orientation stratégique et interterritoriale. La définition d'une nouvelle offre d'accompagnement et son mode de déploiement. Enfin, la préparation et le lancement de la Halle de l'innovation qui accueillera l'Agence en septembre 2022.

Merci pour votre attention. À votre disposition pour répondre à vos questions.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame EMAD, de votre présentation. Je me permets d'associer aussi Alex LARUE, puisqu'on avait délibéré pour qu'il préfigure. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur GUISEPPIN, Madame DOULAIN, Madame RIBOT, Monsieur MIRO. Ok. Allez-y, Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Re-bonjour. Vous connaissez ma sensibilité sur le sujet économique et je ne peux que soutenir ce projet. Toutefois, je souhaite faire un focus et attirer l'attention sur trois sujets concernant l'Agence. Le premier va être basé sur l'emploi. Le volet économique de notre Métropole : l'après Covid-19 a été en partie amorti grâce aux aides de l'État et des collectivités, ce qui à ce jour a donné une situation économique moins désastreuse que prévue. Il n'en demeure pas moins que la bataille de l'emploi va très vite ressurgir. Or nous avons été distancés ces dernières années par nos concurrents et nous devons réduire les écarts pour gagner le combat de l'emploi. Même si nous constatons une bonne dynamique de l'emploi, le nombre de chômeurs est encore trop important, et si nous les comparons aux autres métropoles de même strate, nous sommes loin d'être les premiers de la classe. Notre progression ces dernières années et ces derniers mois – et vous l'avez cité en début de Conseil – s'est améliorée, mais surtout avec de l'emploi présentiel et précaire, avec un tissu de petites entreprises. Pour exemple, pas loin de 10 % des emplois sont issus de la construction et les secteurs du bâtiment commencent à boiter. Alors attention : l'avenir va se tendre et l'anticipation est indispensable, car nous allons vite déchanter. L'Agence a et aura un rôle prépondérant dans cette bataille économique. Notre Métropole doit passer dans une autre dimension après les louanges du bien vivre ici. Nous devons donner satisfaction aux créateurs d'emplois et aux entrepreneurs qui souhaitent s'installer chez nous. L'analyse de la segmentation sera aussi primordiale. Et favorisons la diversité et des emplois non délocalisables autant que possible.

Le deuxième sujet : l'Agence économique ne doit pas être une lubie pour se donner d'autres bonnes consciences et faire encore un machin qui à la fin vient se superposer au millefeuille des inutilités. Je pense que le choix du Président de l'Agence est bon et que Monsieur LARUE saura bousculer les choses. Après, quels sont les moyens que nous mettons à sa disposition pour atteindre les objectifs ? Je n'ai pas bien compris le budget annuel de fonctionnement et en parallèle celui de l'investissement. J'aimerais plus de précisions, car ce sont deux éléments qui vont rassurer et donner la mesure de nos ambitions.

Le troisième et le dernier sujet est basé non pas sur notre territoire, mais sur les territoires voisins. Nous devons intégrer dans notre raisonnement d'autres territoires. J'entends les communautés du Pays de l'Or du

Grand Pic Saint-Loup, voire la Vallée de l'Hérault, en finissant par Sète agglomération. C'est l'enjeu, pour de multiples raisons, sans parler que l'espace foncier disponible est une faiblesse pour nous. L'INSEE précise parfaitement que les déplacements domicile-travail sont plus nombreux et plus lointains. Le nombre d'actifs venant travailler dans la Métropole sans y résider est supérieur à celui des actifs résidents dans la Métropole et travaillant à l'extérieur. Je vous fais gré de tous ces chiffres, mais cela devient un enjeu majeur. Les embouteillages quotidiens confirment cela. En effet, Montpellier a un poids économique important au sein de la Métropole en concentrant 71 % de ses emplois. L'Agence économique doit réguler cela sans appauvrir notre Collectivité, en étant attractive par la ville-centre qu'est Montpellier et en créant un bassin de l'emploi dans un grand territoire.

Conclusion : je fonde beaucoup d'espoir sur le projet et l'Agence, et nous devons mettre les ingrédients pour gagner l'emploi de demain. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur GUISEPPIN. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. L'économie, ce n'est rien d'autre que la satisfaction de nos besoins, alors quels sont nos besoins fondamentaux aujourd'hui ? Se loger, se nourrir, se mouvoir, se soigner, se chauffer, se cultiver, s'émanciper. Pour faire tout cela, bien sûr, il nous faut des emplois. L'économie doit être au service de ses besoins. Les théories, les cash-flow, les startups doivent être à notre service ; nous ne devons pas être au service de l'économie.

La feuille de route que vous nous présentez pour votre Agence de développement économique est malheureusement symptomatique d'un manque de vision. Vous pensez peut-être qu'en prenant un de vos amis de droite pour configurer cette Agence, vous auriez des idées innovantes ? Mais malheureusement, la feuille de route est mauvaise. L'économie, ce n'est pas forcément quelque chose de droite. C'est tout simplement mettre en branle les acteurs de notre territoire, entreprises, organisations, pour répondre à nos besoins. Il est grand temps d'arrêter le copier-coller. Toutes les dix lignes de ce texte, on répète le mot « *attractivité* », « *excellence* », « *pôle de classe européenne* ». Cela doit nous rappeler le fiasco de Montpellier Unlimited et les 11 millions d'euros cramés par des élus biberonnés aux théories et aux croyances des politiques d'attractivité et de métropolisation. Attractivité, compétition, ruissellement, mais pour qui ? Au profit de qui ?

Si on regarde les choses en face, elles ne sont pas belles à voir. Dans notre Métropole, c'est un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté et c'est 17 % de chômage. Nous tentons depuis des années de nous insérer dans cette économie mondialisée, ultraspécialisée, en délocalisant nos activités productives pour exporter de manière hypocrite nos émissions de CO₂ dans les pays du sud que nous blâmons ensuite lors des COP – et vous venez de le faire, Monsieur le Président, d'ouvrir des centrales à charbon. Mais pourquoi la Chine ouvre des centrales à charbon, Monsieur le Président ? Parce que nous avons besoin d'elle pour produire quasiment tous nos biens du quotidien, de consommation.

2 % de nos besoins alimentaires sont pourvus par des moyens de production locaux, 3 % de nos besoins énergétiques sont pourvus par des moyens de production locaux. Vous nous avez mis dans une situation de précarité, de vulnérabilité et de dépendance. Ça veut dire quoi, 3 % de nos besoins énergétiques locaux qui sont pourvus par des moyens locaux ? Ça veut tout simplement dire que 97 % de notre facture énergétique, qui pèsent déjà sur les budgets de nos communes, qui pèsent déjà sur le pouvoir d'achat de nos ménages, s'échappent de notre territoire. Nous n'en profitons pas. Nous sommes donc dans une situation de dépendance, que vous avez par le passé, mais encore aujourd'hui, organisée.

Il y a maintenant plus d'un an que nous avons voté pour le principe de cette Agence de développement économique. Un an pour quoi faire ? Qu'est-ce qu'on nous propose aujourd'hui ? En quoi cela a avancé ? Un point d'étape peut-être ? Moi je vais vous faire un point d'étape : vous avez déjà consommé un tiers de votre mandat et aujourd'hui la mère de toutes les batailles doit être celle de l'emploi et de la réponse à nos besoins.

Concrètement, comment est-ce possible qu'il n'y ait aujourd'hui pas de filières identifiées sur lesquelles on veut mettre le paquet ? Comment est-ce possible que dans l'offre d'accompagnement aux entreprises proposée il n'y ait rien sur la gouvernance et le management ? Un tiers de nos concitoyens souffrent dans le cadre de leur travail par des pratiques d'un autre temps. Rien sur l'économie sociale et solidaire. Aucune aujourd'hui option statutaire n'est à l'étude. Vous parlez d'agilité, mais quand vous faites vivre le service public au

quotidien, vous aimeriez bien savoir quels sont les statuts statutaires aujourd'hui à l'étude pour cette Agence. Comment nous allons collaborer avec les autres intercommunalités ? Oui, tout le monde est d'accord aujourd'hui pour dire qu'il faut faire ce travail de fédération et de coopération. Mais comment ? Comment se fait-il qu'un an après on en soit encore à une feuille de route aussi vague ?

Je vous propose, plutôt que de miser sur le copier-coller, de miser sur la touche « *control* » et de reprendre en main notre économie au service de nos besoins. La feuille de route est pourtant simple : souveraineté, durabilité, qualité. Il nous faut décider quelles sont les filières d'avenir que nous souhaitons développer et vite. Bien sûr qu'il ne s'agit pas de dire qu'on va tout produire ici. Bien sûr que nous avons besoin de nous insérer dans le reste de l'économie. Mais il faut que nous puissions poser les premières graines et agir vite sur ces filières d'avenir. Nous en proposons trois que nous avons développées dans notre programme « *un nouvel espoir* » : le solaire, la rénovation thermique et la filière vélo.

Je ne vais que prendre l'exemple de la filière solaire, pour aller vite. Aujourd'hui il faut articuler autour d'elle la commande publique, notre tissu entrepreneurial et un système de formation. Aujourd'hui par exemple nous avons 300 jours de soleil. Il y a bien quelques entreprises qui commercialisent des panneaux solaires sur notre territoire, mais à l'horizon, quasiment aucune toiture solaire développée, aucune chaîne de production puisque ces biens sont produits en Asie, et 18 % de nos ménages galèrent à payer leur facture alors que notre Ville et notre Métropole sont baignées d'une énergie solaire qui ne demande qu'à être transformée sur place. Cette filière illustre parfaitement votre manque d'anticipation et le manque criant de vision. Car si les dépenses énergétiques sont à perte, les dépenses dans ces outils de production sont des investissements pour l'avenir. Il nous faut absolument aujourd'hui articuler sur quelques filières commande publique et tissu entrepreneurial.

Pourtant, si nous changeons de paradigme maintenant – pas demain mais maintenant – si nos villes montrent la voie et que les nations suivent, nous pouvons encore espérer un monde autour de 1,5 degré avec un changement de nos modes de consommation et de production qui se conjuguent avec l'impératif de justice sociale. Malheureusement, la maxime qui dit qu'il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre semble une nouvelle fois se vérifier.

Monsieur le Président

Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Montpellier Méditerranée Métropole se doit d'inventer son avenir économique avec volonté. Cela est écrit au début de la délibération (quatrième ligne). Inventer un avenir économique équilibré, un destin social durable, un projet, une ambition politique. Oui, Montpellier Méditerranée Métropole doit se doter d'une politique innovante de développement qui ne pourra que prendre en compte la nécessaire transition écologique. Oui les défis sont nombreux, quand le rayonnement de la Métropole fera suite à la recherche de son attractivité. Parce que l'innovation doit être aujourd'hui éco-responsable. Ainsi, la nouvelle Agence sera véritablement innovante et placera la Métropole en tête d'un modèle de développement durable. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci à vous, Madame RIBOT. Monsieur MIRO. Je répondrai.

Julien MIRO

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, Mesdames et Messieurs les élus. Avec cette délibération de préfiguration de l'Agence économique, loin d'assister à un « *machin* », on assiste à un moment historique. Historique pourquoi ? Parce que cette Agence, c'est le bras armé, c'est l'outil ambitieux qui doit nous permettre de répondre à notre priorité absolue en matière économique, qui est de faciliter et de permettre la création d'emplois. L'architecture qui se dessine, moi, elle me paraît bonne. D'abord sur les personnes, avec Hind EMAD, notre Vice-Présidente, active, impliquée, et puis avec Alex LARUE – et je le dis à titre personnel, mais je crois que c'est collectif – qui est une personne de grande qualité et qui connaît également ces problèmes et ces sujets économiques.

Cette architecture, elle est bonne autour des trois piliers qu'elle semble dégager : innover, accélérer, coopérer. Nous devons maintenir et développer nos exigences toujours plus hautes en matière d'innovation, à l'image de nos joyaux que sont le BIC et nos différents incubateurs, qui ont pris la suite d'ailleurs de la technopole voulue par Georges FRÊCHE. Nous devons accélérer sur le développement des pépites pour parvenir à briser

ce plafond de verre. À ce titre, Swile, Septeo et Inovie sont nos premières licornes et la preuve que nous pouvons y parvenir. Et puis nous devons coopérer. Coopérer d'abord entre nous, avec les 31 communes, et je sais Monsieur le Président que vous êtes attentif au dynamisme économique dans nos villes, et à Castelnau-le-Lez, avec des joyaux comme Microsoft, Ubisoft ou CGI. Nous devons aussi coopérer avec nos voisins. Cette ouverture que vous appelez de vos vœux, cette ouverture, Madame la Vice-Présidente l'a rappelé, sur Sète, sur Agde avec l'agence Blue Invest, sur le Cœur de l'Hérault. Cela doit être le leitmotiv de cette Agence. Je crois que le temps de la compétition laisse place à celui de la coopération. C'est vrai en matière politique, en matière de gouvernance, et c'est aussi vrai en matière économique. Ça veut dire quoi concrètement ? Ça veut dire que sur les 700 entreprises qui tapent à la porte de la Métropole tous les ans, pour celles pour lesquelles on ne peut pas répondre favorablement, au lieu qu'elles partent à Bordeaux, à Lille ou au Havre, demain, nous pourrions les mettre un lien avec des territoires voisins et elles irradieront sur notre propre territoire.

Monsieur le Président, nous pourrions croire que nous votons une simple délibération aujourd'hui, mais c'est un changement de paradigme, une ambition nouvelle qui nous est soumise aujourd'hui, une ambition qui, je le crois, fera que la Métropole sera au rendez-vous. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MIRO. Effectivement, ce n'est pas une simple délibération. Tous ceux qui connaissent ce territoire depuis longtemps, ou qui l'appréhendent avec sérieux, savent que nous n'avons pas coopéré avec nos voisins, mais nous avons été en compétition avec nos voisins. Résultat : il y a des entreprises qui se sont implantées à des endroits sans infrastructures de transport. On a rivalisé entre nous plutôt que de chercher de la cohérence. Et vous avez employé le maître mot : « *coopérer* ».

Je vais vous donner un exemple de coopération, c'est un projet formidable, autour du textile, de recycler, de l'artisanat, des créateurs d'entreprises. Ce sont les Nouvelles Grisettes. Ce n'est pas dans la Métropole, les Nouvelles Grisettes, mais il y a une énergie entrepreneuriale et la Métropole a aidé. Vous avez consenti par votre vote à ce qu'on puisse soutenir, parce que nous commençons à nous parler, à coopérer. J'ai entendu le mot « *souveraineté* », mais je trouve formidable que, pas dans la Métropole, mais dans l'aire urbaine, la question du textile puisse s'appréhender aussi de manière souveraine même si on est très dépendant, par des choix anciens, des pays dits d'Asie. Mais là il se passe quelque chose. Les exemples concrets valent mieux que les réponses aux caricatures, donc l'idée, c'est de coopérer. C'est aussi coopérer, donc sur les implantations foncières.

Moi je rêve, comme vous tous, qu'il y ait une entreprise de production de panneaux photovoltaïques qui vienne s'implanter dans le secteur. Mais si on ne dialogue pas avec nos voisins... Aujourd'hui sur la Métropole, si je demande à Madame MANTION où je peux mettre une usine dans le PLU, elle me dit : « *Ouh, ça va être compliqué* » ; et elle aura raison, parce qu'il y a un enjeu de protection des terres. Par contre, si nous parlons avec nos voisins du Lodévois Larzac, de l'étang de Thau, de l'étang de l'Or, de Lunel, peut-être que là il y a une friche, un espace qu'on peut requalifier, et on peut trouver le lieu. Mais aujourd'hui nous étions dans la splendide ignorance, non pas que les élus n'étaient pas courtois entre eux, mais on n'avait pas cette habitude de travail. Et nous voulons par cette Agence la créer.

Je le dis : ils sont de droite, les voisins de la Métropole. Mais je vais quand même leur parler, en votre nom, parce qu'il n'y a plus de temps à perdre. D'ailleurs, vous reprochez de manière un peu blessantes à Monsieur LARUE, parce qu'il aurait été candidat à des élections républicaines – enfin, en matière de choix, gardez-vous. Monsieur LARUE, c'est une personnalité, il y avait eu un vote quasi unanime pour lui – ça ne sert à rien. Je crois que c'est une très bonne chose que des personnalités de la société civile contribuent à titre bénévole au développement du territoire, se mettent en mouvement. Aujourd'hui, il y a Monsieur DOMY, Monsieur LARUE, il y aura d'autres personnes, d'autres moments. Il vaut mieux ça plutôt que ce soit tout le temps des élus, tout le temps des collaborateurs : ça permet aussi d'apaiser ; il est inutile d'avoir des propos discourtois. Quand on gouverne un territoire, quand on est en responsabilité – moi je ne nie pas mes convictions, elles sont connues, je n'en ai pas changé, ni dans les entre-deux tours – je suis Maire de Montpellier, Président de la Métropole, donc de tous, et on ne juge pas en fonction des opinions politiques, mais on juge en fonction de la qualité des hommes, la qualité des projets. Sinon, ce sont les procès de Moscou, on n'a pas besoin de ça – ça, c'est pour Monsieur LARUE, parce qu'il le mérite.

Ensuite, on veut coopérer sur le foncier, je l'ai dit, mais aussi sur l'innovation et l'accompagnement à la création d'entreprises ; parce que nos amis de Sète, ils ont envie d'être avec nous sur ces sujets. Nous on a le

BIC ; ils développent des stratégies d'innovation : faisons-les ensemble. La Région est présente sur le territoire et – ô regret – pendant très longtemps, le plus grand incubateur d'entreprises d'économie sociale Réalis, financé par la Région, ne dialoguait pas avec la Métropole. Aujourd'hui, avec l'Agence de développement économique, on se met ensemble. La Cité des métiers de demain, qui est un des lieux justement – et Madame RIBOT, merci de votre intervention – où aujourd'hui les entrepreneurs se posent des questions sur la responsabilité sociale, le sens, comment être partie prenante de la transition écologique – pas tous, mais il y en a qui sentent bien qu'il faut bouger – c'est là-bas que ça se passe, c'est la Région, sur le territoire de la Métropole. On était dans la splendide ignorance. Et bien là, on fédère, on se met ensemble. Et pourquoi on se met ensemble ? Parce que c'est la bataille de l'emploi. Je ne suis pas fan des mots « *attractivité* », « *rayonnement* » ou « *inspirant* », mais enfin, c'est bien d'attirer des entreprises aussi, parce que quand on attire des entreprises on attire des emplois. Et la question c'est : où on les met en fonction de leurs activités ? Parce qu'on ne peut pas dire qu'on agit pour le chômage et en même temps ne pas vouloir attirer des entreprises. Parce que, qu'est-ce qui se passait avant ? Et je ne dis pas qu'on va tout régler du jour au lendemain : ce serait prétentieux, ce serait suffisant – comme parfois les interventions en forme de réquisition. Mais il y a plein de chefs d'entreprise qui disent : « *Nous, on a essayé à Montpellier Méditerranée Métropole, mais enfin, si on parlait à la Métropole, on n'avait pas le droit de parler à la Région* ». On disait : « *allez voir A, allez voir B* ». Là, avec l'Agence de développement économique, il y a un numéro unique pour s'implanter sur le territoire, et quand vous êtes un chef ou une cheffe d'entreprise, que vous avez un projet, vous avez besoin de cette lisibilité-là. Derrière un chef d'entreprise, outre un bel enjeu, un esprit d'innovation, vous avez aussi de l'emploi. Les gens qui créent de l'emploi, il faut qu'on soit à leurs côtés : c'est le sens de cet outil de l'Agence de développement économique et on en a besoin. Effectivement, on change de paradigme. Je ne sais pas, dans dix ans, où nous en serons, si nous aurons tout régler, mais en tout cas, si on continuait comme avant, assurément, on continuerait à avoir des entreprises qui ne s'implantent pas sur le territoire, qui repartent, et ça pose des problèmes de chômage.

Nous on est lisibles. Je viens d'entendre, je suis surpris, unanimité pour Med Vallée. Oui, tout ce qui est santé, alimentation, environnement, bien-être. Je viens de recevoir un texto : on vient de recevoir 400 000 euros d'aide à l'investissement de Madame BOURGUIGNON pour le pôle autonomie de Lattes. Ce n'est pas comme si on ne manquait pas de services à la personne en ce moment, de gens qui ont besoin d'être formés – mieux rémunérés aussi, mais formés – là on aura cet outil, et là on est partenarial, donc on est aidé. Ça finance d'ailleurs un peu la PPI, c'est une bonne nouvelle, Monsieur CALVAT. Med Vallée, c'est une affirmation. Aujourd'hui, sur les industries culturelles et créatives, unanimité sur le fonds d'aide à la création cinéma, jeux vidéo. Il y a une série en ce moment, qui s'appelle *Arcane* sur Netflix : elle est métropolitaine et montpelliéraine, elle cartonne et ils créent des emplois. Ça c'est une dynamique qui avait commencé avec des choix par Fabrègues, Vendargues, qui permettent aujourd'hui à des studios de s'implanter. Dans les industries culturelles et créatives, on a clairement une filière.

Les énergies renouvelables : oui, alors là, on a un potentiel. Urbasolar, je pourrais toutes les citer. Évidemment que la commande publique va y aider – d'ailleurs la PPI sur la sobriété énergétique, mais aussi avec le plan climat que Madame TOUZARD va nous présenter, on va montrer qu'on va avoir aussi une commande publique de production pour soutenir notre écosystème local. Tout à l'heure nous allons aider le vin, une filière stratégique : Monsieur MOYNIER était récemment à Heidelberg et il a écoulé – pas par sa consommation mais par son leadership et la qualité de notre vin – près de 60 000 bouteilles chez nos amis allemands, et c'est une très bonne chose. Il a des alliés pour cela. Nous avons le numérique, évidemment. Ce numérique, il doit se penser de manière responsable, j'en conviens tout à fait. Mais je crois que les entrepreneurs aujourd'hui, et surtout quand ils cherchent des collaborateurs, ils cherchent du sens. On a évoqué Septeo, qui a été citée : très belle entreprise – on a une licorne incroyable. Donc le territoire, il a ses forces. On pourrait dire qu'il manque encore des choses. C'est donc pour ça qu'on a une Agence de développement économique, qui ne sera pas une agence de marketing territorial, parce que quand nous parlons bien de Montpellier, on donne envie à ceux qui veulent créer l'emploi de venir ici. Mais par contre on se dote d'un outil pour pouvoir accompagner tous ceux qui veulent créer de l'emploi. Notre échec, ce sera si une majorité d'entreprises qui veut s'implanter sur le territoire ne trouve pas de réponse. Par contre ce chiffre qui m'a été donné quand j'ai été élu – 700 entreprises veulent s'implanter et seulement 200 y arrivent – les 500 autres, où vont-elles ? Elles repartent. Mais si les 500 autres vont chez Michel ARROUY à Frontignan, chez François COMMEINHES à Sète, à Lunel, dans ces endroits-là, et bien nous aurons gagné. Nous aurons donc traité une question aussi, mes chers collègues, qui a été évoquée, des mobilités, parce que c'est comme ça aussi qu'on va répartir l'activité économique, et donc qu'on va éviter que tout se polarise sur la ville-centre, au grand dam ou à la grande joie du Maire de Montpellier. Mais avant, tout allait sur la partie du Millénaire, sans les infrastructures de transport ; et bien là, on a une stratégie de répartition.

Monsieur MIRO, vous l'avez dit : c'est un changement de paradigme pour le territoire, cette Agence de développement économique. D'ailleurs, auparavant, personne n'en voulait. Elle était dans beaucoup de programmes pour les élections municipales de Montpellier. On peut toujours critiquer, elle est sans doute perfectible, on peut sans doute dire « *il faudrait faire ci* » : oui. On va la créer, puis on va avancer en marchant, on va apprendre des remarques, on va aller de l'avant. Mais je crois qu'aujourd'hui que c'est un signal que nous donnons et c'est surtout une méthode pour accompagner notre développement économique avec un seul objectif : l'emploi, l'emploi, l'emploi. Il y a trop de gens qui sont en recherche d'emploi. Fédérons nos forces, ne cultivons pas les rivalités qui ont balaféré ce territoire. Voilà ce que c'est, l'Agence de développement économique. Il a beau être de droite, merci Alex LARUE d'avoir fait ce travail, parce que, avec Madame EMAD, ils ont rencontré, et aujourd'hui toutes les intercommunalités disent « *nous on a envie d'être partie prenante de ce projet* ». A Montpellier Méditerranée Métropole, on est très heureux à 31, mais là le bassin d'emploi, ce sont 172 communes et le problème du chômage il est à cette échelle-là, donc on coopère, on se met ensemble et c'est comme ça, parce que nous y arriverons, que nous pourrions résoudre aussi un certain nombre de sujets : souveraineté sanitaire – ou sur d'autres sujets – je l'ai évoquée, si on donne confiance à des entrepreneurs qui ont envie de créer, et le territoire de Montpellier peut les accompagner, et ici on leur dit un message très clair : si vous voulez créer, être partie prenante de la transition écologique et solidaire, vous êtes les bienvenus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? On n'est pas à une contradiction près. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 4 : ATTRACTIVITE - DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX AGRICULTEURS SINISTRES PAR L'EPISODE DE GEL DU 7 ET 8 AVRIL 2021 - ABONDEMENT AU « FONDS DE SOLIDARITE SPECIAL GEL » - CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Z. DIRHOUSSE et C. RIBOT sortent de séance.

MM. M. ASLANIAN (avec le pouvoir de Mme F. DOMBRE COSTE), S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) et M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 4. Cher Yvon.

Yvon PELLET

Je vais être plus bref. On revient à la terre, là. C'est un dispositif que l'on a pris à la suite du gel du 7 et 8 avril derniers. On avait été sur le terrain avec le Président, avec Isabelle TOUZARD et puis les Maires des villages concernés. Pour mémoire, le Président a souhaité qu'on réagisse immédiatement. On a exonéré le foncier non bâti pour les viticulteurs pour 2022. On a doublé l'achat protocolaire au niveau de la Métropole pour avoir une aide financière immédiate. Il faut savoir que sur le territoire héraultais, 40 % de perte ont marqué cet épisode. On produisait 5 millions d'hectos sur le territoire de l'Hérault, on n'en produira que 3 millions cette année. Une cellule de crise a été mise en place par le Département de l'Hérault, la Chambre d'agriculture, avec une enveloppe mise en place par le Département de 5 millions d'euros : la Métropole va participer, selon la volonté du Président et du Conseil de Métropole. On vous propose d'apporter une aide de 106 000 euros au fonds départemental de solidarité. Cette aide sera affectée aux vigneron du territoire de la Métropole, puisque cette particularité a été vue en Préfecture dans une cellule d'urgence avec le Préfet. On vous propose cette aide-là, ce qui fera une aide globale de la Métropole pour l'opération de 250 000 euros environ.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PELLET. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Merci de ton engagement, cher Yvon, auprès des viticulteurs qui ont vécu cette catastrophe du gel. Là encore on est ensemble à leurs côtés, et on se donne rendez-vous ce week-end pour les fêtes vigneronnes, où les habitants de la Métropole sont invités à aller découvrir la passion de nos viticulteurs et viticultrices. Une pensée particulière pour Lise à Juvignac, cher Jean-Luc. On essaie de promouvoir nos vins : Arnaud MOYNIER en mission à Heidelberg, la cuvée Cambacérès a été remise à Jean CASTEX, celle Thomas-Jefferson au Président de la République. Chacun, on peut s'y mettre, par la consommation pour certains ici, et puis dans la promotion pour d'autres.

Je mets aux voix, sachant qu'Arnaud et Stéphane ne prennent pas part au vote, puisqu'ils travaillent ardemment pour la profession.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Stéphane CHAMPAY, M. Arnaud MOYNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 5 : SOLIDARITES - ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE METROPOLITAIN - STATUTS - DESIGNATIONS - CONVENTION DE DOMICILIATION - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. DOULAIN sort de séance.

Mmes Z. DIRHOUSSE et C. RIBOT entrent en séance.

MM. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) et B. MODOT entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 5. Vas-y, Madame VASSAS-MEJRI. Création de l'Organisme Foncier Solidaire (OFS) pour agir en faveur du logement. C'est un des leviers.

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci, Monsieur le Président. En septembre 2021, nous avons acté le principe de création d'un organisme foncier solidaire métropolitain pour répondre aux besoins d'une production d'offres de logements abordables pérennes dans le temps à destination des ménages modestes et de la classe moyenne. Depuis, bien des travaux se sont poursuivis pour avoir un OFS opérationnel début 2022. La Métropole se fixe un objectif à moyen terme de 400 logements en Bail Réel Solidaire (BRS) à produire chaque année pour l'OFS métropolitain. La mise en place de ce nouveau mode de production, un objectif de 100 logements en BRS dès 2022 pour des opérations de constructions neuves sur des fonciers, situés notamment en ZAC SERM-SA3M, est fixée. Cet objectif pourra être révisé en fonction des opportunités et des capacités d'investissement de l'OFS métropolitain. Une montée en charge progressive devrait permettre d'atteindre sur 10 ans l'objectif visé de 4 000 logements en BRS, soit ces 400 logements par an.

L'OFS métropolitain se conformera bien sûr au plafond de prix et de ressources défini pour l'accession abordable par la Métropole, fixé en juin 2021. Par ailleurs, le montant de la redevance que les ménages devront acquitter pour le loyer du BRS devra se situer aux alentours de 1,30 euro au mètre carré par mois, ce qui, au regard des autres OFS existants, est assez vertueux.

Conformément au projet de statuts annexé à la présente délibération, il est proposé de créer l'OFS métropolitain sous forme associative, avec trois collèges, les membres fondateurs, la Métropole, ACM Habitat, la SERM et FDI, les membres de droit, toutes les communes de la Métropole intéressés par les projets de l'OFS et les membres associés, les personnes physiques ou morales intéressées pour soutenir le projet. Les instances de gouvernance de l'association inscrites dans le projet sont un bureau constitué des membres fondateurs, un conseil d'administration (CA) constitué des représentants des membres fondateurs et d'un

représentant de chacun des deux autres collèges. Une assemblée générale (AG) avec l'ensemble des membres, qui fonctionnera avec une pondération des droits de vote.

Dans l'objectif de réunir au plus vite l'assemblée générale constitutive avec les autres membres fondateurs, il est proposé de désigner les deux représentants de la Métropole au sein de l'assemblée générale de l'association et donc au conseil d'administration, du fait des statuts proposés. Monsieur le Président proposera de procéder à ces désignations à un vote à main levée.

Dans un premier temps, il est proposé que l'OFS métropolitain soit domicilié à l'Hôtel de Métropole – il est à ce titre proposé une convention de domiciliation. Cet OFS aura vocation à déposer un dossier de demande d'agrément en Préfecture une fois l'AG constitutive et le premier conseil d'administration réuni. Le plan d'affaire initial prévoit un apport total de 5,4 millions d'euros, soit une quote-part revenant à 2,7 millions pour la Métropole (50 %), 1,35 million pour ACM (25 %), 1,8 million d'euros pour FDI (20 %) et 270 000 euros pour la SERM. Afin de contribuer au lancement de l'activité des opérations d'accession, il est proposé que la Métropole apporte à l'association dès sa création un soutien financier sous forme de dotation initiale d'un montant de 1,5 million d'euros en investissement pour la constitution des fonds propres et de 190 000 euros en fonctionnement sur le budget 2022, sous réserve des inscriptions budgétaires. S'agissant des prêts qui seront sollicités par l'OFS auprès de la Caisse des dépôts pour acquérir le foncier permettant les opérations en BRS, la Métropole pourra apporter sa garantie à hauteur de 100 %. Il en sera de même pour les prêts contractés dans le même cadre auprès de la Caisse des dépôts par ACM Habitat.

Par ailleurs, pour permettre à la SERM et ACM de valider les statuts de l'OFS métropolitain, il est nécessaire au préalable d'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au conseil d'administration de la SERM et d'ACM Habitat à créer l'OFS métropolitain et à adhérer en qualité de membres fondateurs.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame VASSAS-MEJRI. On a débattu de cela lors du précédent Conseil. On passe à l'opérationnel. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Bien sûr, Monsieur MARTIN. Je vous sais très sensible au sujet.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Le pouvoir d'achat, c'est la préoccupation prioritaire de tous les Français, et je dirai a fortiori sur un territoire comme le nôtre où on sait que le taux de pauvreté est malheureusement plus important qu'ailleurs. Ici nous décidons d'agir pour ce pouvoir d'achat sur les postes budgétaires les plus importants pour les familles. C'est ce que nous faisons avec la gratuité pour les transports – les transports étant un poste budgétaire important dans le budget des familles – et c'est ce que nous faisons aussi sur le poste budgétaire logement – qui est extrêmement important pour les familles. Autant nous avons décidé d'agir – et nous agissons – pour le logement social, mais là, avec la création de cet organisme foncier et solidaire, nous pointons un manque important, qui est de permettre aux familles qui sont dans du logement social un jour d'en sortir. Très souvent, si elles ne le font pas, c'est parce que le palier à franchir pour passer du logement social au privé est devenu trop important. Pourtant, des familles qui, heureusement pour elles, ont pu progresser dans leur carrière professionnelle, désireraient pouvoir quitter le logement social. Autant nous courons après la production de logements sociaux, autant il est aussi important de chercher à avoir du turn-over dans le logement social. Mais pour ça, il faut offrir des solutions de sortie à ces familles-là, et donc pouvoir permettre la création de logements à des tarifs inférieurs aux prix du marché, c'est important.

J'entendais tout à l'heure – mais ce n'est pas étonnant – de la bouche de quelqu'un qui est contre la gratuité des transports : on nous reprochait de ne pas être suffisamment copains avec les promoteurs immobiliers privés. Mais ce sont les mêmes qui avaient diminué la production de logements sociaux de 6,5 % et qui avaient augmenté la production de logements privés de plus de 20 %. Je ne suis pas étonné de ce fait-là, mais quand on a arrêté sa propre histoire en 1983 avec le tournant de la rigueur, je ne suis pas étonné de ce genre de choix. Puisqu'il est de bon ton de trouver des bonnes formules et des bonnes citations aujourd'hui, je dirai que, pour citer LÉNINE : « là où il y a une volonté, il y a un chemin ». Je préfère la volonté politique, qui permet de fournir du logement moins cher aux Montpelliérains, plutôt que de livrer ça à la main invisible du marché. Vous savez, moi, il y a deux catégories de personnes qui m'étonnent beaucoup, toujours et depuis très longtemps : ce sont les économistes et les urbanistes, qui nous expliquent tout le temps ce qu'il faut faire et qui, 10 ou 20 ans après, quand ils ont créé une nouvelle crise, viennent nous expliquer quelles sont les solutions en remettant toujours les mêmes solutions en jeu.

« Là où il y a une volonté, il y a un chemin », donc je préférerais qu'on se décide effectivement à écouter d'autres personnes que ces experts qui n'écoutent toujours que leurs propres certitudes. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Je propose, pour l'OFS, les candidatures... Il faut présenter les deux personnes : donc Madame VASSAS-MEJRI et Monsieur CALVAT, pour nous représenter dans ce nouvel outil, quand même, en faveur de notre politique du logement. Bien sûr qu'il faut construire, mais construire pas n'importe où et n'importe comment. C'est le travail : office foncier solidaire, encadrement des loyers, permis de louer, régulation d'Airbnb ; voilà ce qu'en près de 14 mois nous avons doté comme outils pour répondre précisément aux enjeux de nos concitoyens. Ça va être un outil qui existe dans d'autres métropoles, qui est très, très, très utile.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Il est proposé de désigner deux titulaires, Madame Claudine VASSAS-MEJRI et Monsieur Renaud CALVAT pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Organisme Foncier Solidaire métropolitain.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Président met au vote cette proposition.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sont élus : Madame Claudine VASSAS-MEJRI et Monsieur Renaud CALVAT.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 6 : ENVIRONNEMENT - AIDE AU DEMARRAGE DE L'ASSOCIATION D'INSERTION ENVIE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. DOULAIN et M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) entrent en séance.

Monsieur le Président

Madame SERRANO, c'est vous qui rapportez, les 6, 7, 8 ensemble ? Allez.

Célia SERRANO

Merci. Je profite juste de l'audience pour rappeler que nous sommes dans la semaine européenne de la réduction des déchets. Alors je ne vais pas détailler toutes les actions, parce qu'elles sont nombreuses – elles ont commencé déjà samedi dernier à Saussan – mais vous avez toutes les infos sur le site de la Métropole, avec des focus sur les réseaux sociaux. Donc n'hésitez pas à aller voir.

Sur les affaires 6, 7, 8, notre politique zéro déchet est une politique génératrice d'emplois. Ces emplois, nous souhaitons les flécher vers l'insertion de personnes en situation d'échec, de chômage de longue durée, de personnes en situation de handicap. Par exemple nous travaillons également avec des Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), qui sont en charge de la livraison du broyat des déchets verts qui alimentent les composteurs ou les terres agricoles – d'autres actions sont à venir, avec les ESAT. Dans l'affaire 6, l'association Envie est une association qui emploiera 20 personnes en insertion pour débiter l'activité. Quand une politique de l'incinération et du Traitement Mécano-Biologique (TMB) crée un emploi, une politique qui choisit de valoriser les déchets en crée 30 – 30 fois plus. Ce sont des ratios objectivables qui découlent d'études et ces emplois sont des emplois non délocalisables. Quand on crée de l'emploi, on crée de la solidarité. La lutte contre le chômage, le réemploi, ce sont des déchets jetés en moins, et c'est aussi de la revente à prix réduit pour toutes les familles.

Ces trois délibérations, cohérentes sur le réemploi, démontrent la transversalité de notre politique, transversalité déjà à l'œuvre. Nous travaillons avec la solidarité, nous travaillons avec l'agroécologie, nous travaillons avec le développement économique. La liste peut être longue parce qu'ici, chacun et chacune sait que nous pouvons construire ensemble.

Les affaires 6 et 7 s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de prévention de la lutte contre la pauvreté. C'est une convention pluriannuelle d'objectifs, et la participation de l'État s'élève à 50 %. Nous sommes d'autant plus ravis que notre politique créatrice d'emplois et créatrice de solidarités, favorisant le réemploi, s'inscrive et participe à cette convention d'objectifs.

Nous pouvons rentrer dans le détail de ces délibérations.

L'affaire 6. Envie va récupérer des déchets électroniques et électriques de Darty – Darty situé dans notre Métropole – les réparer et les revendre. Le foncier est sur la Commune de Mauguio et nous sommes fiers de travailler en synergie avec nos voisins. Je vais y revenir juste pour parler de cette affaire-là : dans le bassin nîmois, ce sont 700 tonnes d'équipements traités, près de 3 000 appareils réparés et revendus et une quinzaine de salariés en contrat d'insertion. A Montpellier, l'objectif, ce sont 1 100 tonnes de déchets électroniques et électriques et une vingtaine de postes en insertion. Il s'agit ici de voter une subvention de 30 000 euros pour aider au démarrage, parce que non seulement le bassin d'emplois viendra en majorité de notre Métropole, mais aussi parce que ces équipements toucheront les habitants de notre Métropole. Et vous parliez de liens de travail avec les EPCI voisins : nous l'avons non seulement initié, mais nous avons ici un exemple concret. François VASQUEZ a déjà rencontré Monsieur ROSSIGNOL. Nous travaillons également avec Sète Agglopôle, avec Pic et Étang, avec Lunel, avec les élus du Grand Pic Saint-Loup. Les échanges sont féconds, chaleureux et productifs. Notre politique ne peut pas attendre et nous agissons. Cet exemple de coopération avec nos amis de l'Agglomération du Pays de l'Or, sur cette affaire-ci en particulier, démontre que les déchets, tout comme l'achat vertueux, n'ont pas de frontières.

L'affaire 7. L'association MRBC Montpellier Rebuilding Center œuvre en faveur de la prévention des déchets et de la promotion de l'économie circulaire dans le domaine du bâtiment. Mais il s'agit du réemploi, de la réutilisation des produits et de ses matériaux, mais aussi de la mise en relation et la mise en réseau des acteurs

de la filière. Là aussi il s'agit de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi. Les activités se concentrent sur la récupération de matériaux seconde œuvre – il s'agit de portes, de huisseries, de sanitaires, etc. Le stockage, c'est dans un site en fait réhabilité sur la Commune du Crès, et le réemploi par les acteurs partenaires de la filière bâtiment. Il s'agit donc ici de voter une subvention d'investissement de 20 000 euros, qui servira l'association à se doter d'un chariot élévateur et d'un véhicule utilitaire. Juste pour votre information, la Métropole aide aussi à l'installation de cette association dans un lieu de stockage au Crès, tout comme Envie. En fait c'est une plateforme de stockage qui va permettre de stocker ces objets-là pour les valoriser, les réparer et ensuite les revendre.

L'affaire 8. Là aussi c'est un projet qui nous tient à cœur et que nous sommes fiers d'accompagner. Le projet de l'association Lezprit Réquipe est de développer une recyclerie spécialisée dans les matériels sportifs. Mes chiffres sont encore ici éloquentes : 200 000 tonnes de matériels sportifs sont mis sur le marché chaque année en France et la moitié deviennent des déchets. Non seulement il s'agit de valoriser ici jusqu'à 3 800 tonnes d'objets sportifs par an en les remettant sur le marché du réemploi, mais aussi de sensibiliser le thème du zéro déchet dans le domaine sportif, et enfin d'être un tiers lieu avec un espace d'échange, de création et de faire ensemble. C'est ensemble que nous allons créer justement toute cette politique zéro déchet. Le lieu de stockage se situe aussi au Crès et je vous invite à aller les visiter. Ils sont dans le quartier des Aubes à Montpellier, sur 300 mètres carrés, justement, pour revendre ce matériel sportif. Il s'agit donc ici de voter une subvention de fonctionnement de 30 000 euros pour aider cette formidable initiative. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci, Madame SERRANO, pour ce propos très complet, qui montre la dimension écologique, sociale, de la stratégie mobilisatrice sur des publics fragiles, de coopération. Je voudrais remercier Monsieur le Maire du Crès, parce que c'est sur sa Commune qu'il accueille ce projet. Vous voulez dire un mot, Monsieur CHAMPAY ? Allez-y. Je voulais vous dire un autre mot après, mais allez-y.

Stéphane CHAMPAY

Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. Très rapidement, je tenais à me féliciter donc de l'aide de la Métropole à ce projet de création d'une plateforme de réemploi de matériaux, du bâtiment situé vous l'avez dit sur la magnifique Commune du Crès est porté par l'association MRBC. C'est donc aujourd'hui un bel exemple d'économie circulaire qui permet à la fois la réutilisation des produits et matériaux, et ensuite la lutte contre la pauvreté par l'insertion économique. Avec la création d'une recyclerie spécialisée dans le matériel sportif porté par l'association Lezprit Réquipe, ce projet pilote s'inscrit pleinement dans la stratégie zéro déchet de la Métropole. La Commune du Crès est donc favorable, très favorable à l'accueil temporaire de ces deux projets dans le bâtiment de l'ancien Lidl – pour celles et ceux qui visualisent l'endroit – avant que ce terrain ne soit désartificialisé dans le cadre de la réparation hydraulique du sud du Crès, le long de la RN 613. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ. Je vous répondrai, Monsieur CHAMPAY. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Juste rapidement pour saluer le travail des équipes qui travaillent sur l'insertion et qui ont commencé à monter ce projet avec Célia, avec François, pour qu'il puisse voir le jour, et saluer la transversalité entre nos délégations. Le fait que des services commencent à travailler sur des conventions et que ce soit ensuite porté par les directions et les élus de la thématique et que l'insertion ne soit plus juste quelque chose à part entière mais bien quelque chose de transversal entre toutes nos délégations est une bonne chose et je tenais à le saluer.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Juste, Monsieur CHAMPAY, merci de vos propos. C'est transitoire puisqu'effectivement on doit opérer des travaux de protection sur l'hydraulique. Mais plutôt que d'avoir un bâtiment vide, il trouve un usage, et de ce point de vue la Commune du Crès que vous dirigez est exemplaire. Je voudrais me permettre de le saluer, parce qu'il y a un petit écho sur *Midi Libre* aussi sur la transformation des arènes, avec l'activation des rez-de-chaussée commerciaux. Voilà des approches très nouvelles, et je veux ici le relever.

Je vous propose de mettre aux voix les trois délibérations, s'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole.

C'est très complet, par Madame SERRANO, qui d'ailleurs joue collectif, puisque l'équipe de hand est sensibilisée aux stratégies zéro déchet. Et je crois que bientôt il y a le MHR ? Enfin tout le monde s'y met.

Célia SERRANO

Mercredi. Je suis concise : dans le cadre de la semaine européenne de la réduction des déchets, justement, il y a des animations. Je vous l'ai dit : c'est vers tous les publics et notamment justement le public aussi du hand. Il y a des actions et des stands de sensibilisation mercredi et samedi. Et samedi il y a le derby donc ça va être d'autant plus important.

Monsieur le Président

Oui, tous au derby.

Célia SERRANO

Voilà. Et on fait aussi un partenariat zéro déchet – on y reviendra – avec les autres clubs professionnels du territoire : MHR, MHSC et le volley. Mais on y reviendra parce que c'est une politique là aussi très ambitieuse sur le zéro déchet. Merci.

Monsieur le Président

Merci à vous. Affaire n° 6. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 7 : ENVIRONNEMENT - ASSOCIATION MRBC MONTPELLIER REBUILDING CENTER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN entre en séance (avec le pouvoir de Mme F. DOMBRE COSTE.

Mme R. TIKOUK sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme C. SERRANO.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme C. VASSAS-MEJRI.

Monsieur le Président

Affaire 7. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 8 : ENVIRONNEMENT - CREATION D'UNE RECYCLERIE SPECIALISEE DANS LES MATERIELS SPORTIFS - PROJET LEZPRIT REQUIPE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 8. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 9 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE GRABELS - CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION

Mmes E. LLORET et S. ROS-ROUART sortent de séance.

Mme S. JANNIN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme I. MARSALA.

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Monsieur PENSO. C'est un fonds de concours pour la Mairie de Grabels, sous votre impulsion et en lien avec le Maire de Grabels. Ça fait trop longtemps que l'affaire de la Deltheillerie, la Maison de Joseph DELTEIL, qui a accueilli tant de figures importantes de la vie artistique, culturelle, intellectuelle de notre pays, était en situation d'abandon. Il y a eu beaucoup de visites sur terrain – on ira sur terrain – mais là on s'engage à faire une étude patrimoniale, pour penser le cahier des charges de la rénovation, qui sera un de nos engagements que nous mettrons en œuvre pour refaire de ce lieu un lieu culturel, sur lequel il faudra bien sûr discuter, sur la dynamique de projets. Mais ce ne sont pas les écrivains, écrivaines, poètes, poétesses qui manquent sur le territoire. C'est un fonds de concours de 100 000 euros.

Peut-être, Monsieur le Maire, un tout petit mot ? Je suis désolé : je propose d'accélérer un peu.

René REVOL

Très rapidement, pour vous dire que c'est un projet important. Vous savez qu'il se situe dans Med Vallée ; donc Med Vallée, c'est aussi du culturel, quelque part. Je vais en profiter pour inviter mes collègues à l'inauguration qu'on va faire tous les deux après-demain d'un espace Joséphine-Baker, à l'occasion de la « *panthéonisation* » de Joséphine BAKER, puisqu'elle était une amie de Caroline, l'épouse de Joseph DELTEIL, qu'il a fait venir avec Sidney BECHET et d'autres, et *la Revue nègre* en 1925, et qui ensuite est devenue cette personne extraordinaire qui a mené des combats antiracistes, qui a participé à la résistance, et qui jusqu'à son dernier souffle a été une combattante. Nous allons l'honorer dans deux jours et par la même lancer cette étude patrimoniale et cette étude de programmation pour que cet espace culturel Joseph-Delteil puisse s'installer, dédié aux livres et aux écritures, et pour animer tout ce territoire qui est à la lisière de Grabels et de Montpellier et à deux pas de la station Euromédecine et avec un bus à haut niveau de service qui passera devant. Je pense qu'on est vraiment dans une coordination importante pour faire ce projet. Voilà.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Comme l'indique la PPI et comme je le disais, on lance une étude : c'est pour faire. C'est-à-dire que ces 100 000 euros, c'est ensuite pour passer en mode programmation et régler ce problème.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 10 : ENVIRONNEMENT - SITE NATURA 2000 "PLAINE DE FABREGUES-POUSSAN" - CONVENTION-CADRE RELATIVE A L'ANIMATION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU DOCUMENT D'OBJECTIFS ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes E. LLORET et S. ROS-ROUART entrent en séance.

Mmes C. GIMENEZ, C. PINTARD et M. R. CALVAT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Madame TOUZARD, rapidement. Pardon : 10. Excuse-moi Isabelle.

Isabelle TOUZARD

Je peux présenter peut-être la 10 et la 11 en même temps, parce que ce sont deux sujets liés à la question de la biodiversité.

La première affaire concerne la signature de la convention cadre avec l'État pour l'animation, la mise en œuvre et le suivi du plan d'action dans le cadre d'une Natura 2000 Plaine de Fabrègues et Poussan. Je rappelle rapidement qu'il y a cinq communes de la Métropole qui sont incluses dans ce périmètre de ce Natura 2000. Pour rappel, il y a dix Natura 2000 sur lesquels le territoire de la Métropole est en interaction. Celui-là, c'est le seul dont on est en charge pour l'animation, par « *délégation* » de l'État. Très rapidement, on a déjà signé

une première convention, je crois en 2014. C'est depuis 2011 que la Communauté d'Agglomération, puis la Métropole, sont en charge de ce Natura 2000. On en a signé une deuxième en 2017. Là il s'agit à nouveau de signer cette convention. Concrètement, l'État, la Région et l'Europe nous financent pour la mise en œuvre de cette convention, d'un point de vue opérationnel que l'on mène avec la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO). On prévoit dans le plan d'action qui est lié à cette convention un budget global de 34 000 euros.

Pour la deuxième délibération, on est dans le cadre de la construction de la stratégie biodiversité de la Métropole, que l'on mène avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN). Il s'agit là d'une convention opérationnelle qui vise à construire nos bases de données sur la biodiversité dans la Métropole. Je voudrais juste, Michaël, donner quelques chiffres quand même, pour qu'on ait en tête notre niveau de responsabilité. Vous savez déjà qu'on est un des 35 hotspots mondiaux et les deux tiers des espèces françaises sont présentes sur notre territoire. Mais dans les derniers chiffres qu'on a, sur les 103 espèces en voie de disparition en France, 94 sont présentes sur notre territoire. Et pour 40 de ces 94 espèces en voie de disparition présentes sur notre territoire, nous sommes en responsabilité directe – c'est-à-dire un tiers des espèces en voie de disparition au niveau français, sur notre territoire – donc on a un enjeu fondamental de connaître. Aujourd'hui on en a une appréciation un peu globale, je dirais, avec déjà des données mais très globales. On veut cartographier cette connaissance sur le territoire et donc mobiliser toutes les bases de données, dont notamment le Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) au niveau national, et bien entendu la connaissance scientifique locale, régionale, etc. C'est l'objet de cette convention avec le CEN, donc un gros enjeu. Ça nous aidera à pouvoir mieux cibler nos opérations de compensation, logistiquement notamment et tout ce qui va aller, que ce soit pour la trame verte ou la trame bleue et bientôt la trame brune et noire sur laquelle on commence à travailler : bien cibler, être le plus efficace possible sur nos actions dans le domaine. Là avec le CEN, c'est une convention opérationnelle – elle est décrite dans la délibération, je n'y reviens plus – sous la forme d'un co-financement CEN-Métropole, et nous on apporte 40 000 euros.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Monsieur le Maire de Fabrègues peut-être ? Non ? Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Affaire 10. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 11 : ENVIRONNEMENT - ÉLABORATION DE LA STRATEGIE BIODIVERSITE - CONVENTION DE COOPERATION OPERATIONNELLE AVEC LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS (CEN) OCCITANIE - OBSERVATOIRE DE LA BIODIVERSITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 11. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 12 : HORS COMMISSION - EXPERIMENTATION DE COVOITURAGE AVEC KLAXIT - PROLONGATION DU DISPOSITIF "TOUS COVOITUREURS" - APPROBATION

Mmes C. GIMENEZ, C. PINTARD et M. R. CALVAT entrent en séance.

*MM. S. CHAMPAY, C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme P. WEBER) et J. RAYMOND sortent de séance.
M. A. MOYNIER sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. F. LAFFORGUE.*

Monsieur le Président

Affaire 12. Je donne la parole à Madame FRÊCHE pour présenter le dispositif qui est déjà en cours.

Julie FRÊCHE

Oui, merci Monsieur le Président. Effectivement, c'est pour prolonger l'expérimentation du programme « *Tous covoitureurs* », parce que vous le savez, le covoiturage, c'est évidemment une brique du « *choc des mobilités* », notamment pour les zones les moins denses de la Métropole. Je rappelle à cette occasion que, sur la Métropole, il y a 1,8 million de déplacements chaque jour, 50 % de ces déplacements sont effectués en voiture et 1 % seulement en covoiturage : il y a un véritable potentiel de covoiturage à structurer sur le territoire. Nous avons donc établi un partenariat avec Klaxit – c'était une expérimentation qui était financée par les certificats d'économie d'énergie. Aujourd'hui, ce programme, nous l'avons consommé en totalité. Parce que pour le covoiturage il ne faut rien lâcher – c'est difficile à mettre en place, il faut systématiquement communiquer pour toujours inviter de nouveaux utilisateurs à s'inscrire sur la plateforme – nous venons abonder le fonds de 450 000 euros pour rendre ce covoiturage toujours gratuit. Je rappelle qu'il est gratuit pour le covoitureur-conducteur, ainsi que pour le covoitureur-passager, et que pour une personne qui covoiture toute la semaine, c'est un gain de pouvoir d'achat à la fin de la semaine de près de 160 euros. Nous avons commencé à structurer une ossature en réseau à partir des sites employeurs de près de 300 salariés. On a conventionné avec tous : d'abord le CHU, les cinq sites, puis toutes les cliniques et tous les groupes de 300 salariés. On est actuellement sur les entreprises de plus de 100 salariés. Nous ferons l'ouverture au public en début d'année 2022.

Quelques chiffres : aujourd'hui, le nombre d'inscrits est de 4 000. Le nombre de personnes qui passent à l'acte chaque mois est de 200 personnes. 3 500 trajets en covoiturage par mois. La moyenne est de 200 trajets quotidiens, ce sont 100 voitures de moins par jour sur les routes. Les axes les plus covoiturés, ce sont les trajets depuis Lodève, Sète, Nîmes et du Pays de l'Or. Ça montre évidemment l'état des déplacements dans l'aire urbaine. Nous ouvrirons au grand public au début d'année 2022.

Je profite de ce tout petit temps de parole pour montrer quand même qu'il y a aujourd'hui une concrétisation sur ce volontarisme politique en matière de mobilité. C'est le cas pour l'aide à l'achat sur le vélo à assistance électrique. Nous sommes à près de 18 491 dossiers déposés pour un chiffre d'affaires généré chez les velocistes du territoire de la Métropole s'élevant à 32 millions d'euros. Nous mettons en place pour les dernières personnes qui souhaiteraient bénéficier de ce dispositif d'un système de bons d'achat, parce qu'il y a évidemment une pénurie aujourd'hui. Si vous achetez un vélo avant le 31 décembre mais que celui-ci n'a pas encore été réceptionné, vous bénéficierez quand même de l'aide à l'achat.

Pour terminer, je voudrais aussi dire que ce nombre total de bénéficiaires représente 4 % de la population de la Métropole alors que l'enquête ménages qui date de 2014 fait état d'une part modale vélo de 3 %. On a déjà dépassé en nombre de bénéficiaires du vélo à assistance électrique la part modale vélo de la dernière enquête ménages. Ce qui m'amène à conclure sur la dernière étude ADEME 2020, qui porte sur 300 collectivités et qui montre que c'est cette politique publique qui finalement opère un meilleur report modal vers le vélo – et le deuxième indicateur le plus important, c'est le stationnement sécurité, et nous avons d'ores et déjà commandé 60 box que nous installerons à partir du début de l'année. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame OLLIER. Bien sûr. Questions ou réactions.

Clothilde OLLIER

Je tiens à féliciter les plus de 3 100 inscrits, les 5 500 covoitureurs et les 5 000 trajets covoiturés, qui ont permis d'économiser plus de 13 tonnes de CO₂ pour la planète. Je les remercie vivement d'avoir agi pour la planète. Mais ce qui est dommage, c'est que tout ce qu'ils ont fait, ces 13 tonnes, en fait, elles sont annulées par une seule personne, par un seul habitant de Montpellier. Si on fait le calcul d'une personne qui ferait un

aller-retour par mois à Paris en avion, Montpellier Méditerranée-Paris Roissy ou Orly, c'est 0,57 tonne. On en arrive à 13 tonnes. Voilà. L'effort de 3 100 inscrits et de 5 550 covoitureurs en 7 mois est réduit à néant par quelqu'un qui se déplacerait en avion deux fois par mois pour se rendre sur Paris. Je rappelle qu'il y a d'autres modes de transport, plus faciles, et c'est là qu'on se rend compte que l'impact des petits gestes n'a d'efficacité que quand le pouvoir politique met en face une action politique forte. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame OLLIER. D'autres questions, remarques ? Quand même, nous inscrivons 450 000 euros pour financer le covoiturage – Madame FRÊCHE a indiqué le chiffre. Il faut bien que tout le monde l'ait en tête : 160 euros. On rémunère celui qui met à disposition son véhicule pour trois personnes au maximum pour covoiturer et lutter contre l'autosolisme. Évidemment, on le finance, c'est un dispositif financé par la reprise de dynamique du versement mobilité, qui est reparti – ça, c'est très important. Ça favorise le covoiturage. Dans la géographie des mobilités, il y a beaucoup de communes de la Métropole qui ne sont pas concernées encore par les transports collectifs, en tout cas de manière satisfaisante. Naturellement, j'invite chaque maire à faire la promotion de ce dispositif. Et puis c'est une mesure de pouvoir d'achat, avec le prix de l'essence qui est très élevé, dont on sent bien que la variation ne sera pas à la baisse. L'aide aux VAE, 500 euros, jusqu'au 31 décembre, l'aide au covoiturage pour toute personne qui met en partage son véhicule, la gratuité des transports les week-ends pour les plus de 65 ans, pour les moins de 18 ans, toute la semaine – au point que tout le monde nous dit « *accélérez, accélérez* ». Là il faut qu'on soit rigoureux sur la trajectoire budgétaire. C'est un dispositif de solidarité qui permet aujourd'hui de protéger le pouvoir d'achat et d'engager la transition.

Je voudrais juste en profiter une seconde pour dire – on a évoqué le covoiturage, on a évoqué le vélo – les agents de TaM, grâce à la formation aux premiers secours qui est dispensée : ce matin, on a reçu l'alerte sur la ligne 7, il y avait une personne de 70 ans qui était en situation d'arrêt cardiaque. Je veux saluer en votre nom le réflexe professionnel de Monsieur Sofian AISSANI, qui a arrêté le véhicule, a fait les gestes de premiers secours et a sauvé une vie humaine. Voilà le service public, voilà la dispense des gestes de premiers secours. Je veux profiter de cette tribune, je l'appellerai et je crois qu'en votre nom à tous, ça démontre bien qu'on peut être très fiers des agents publics qui servent ce territoire.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous vous absteniez sur l'aide au covoiturage ? Madame la Maire honoraire de Murles s'abstient sur le covoiturage. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 13 : AMENAGEMENT DURABLE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - CONVENTION DE COMPENSATION DES DEPLACEMENTS URBAINS SUR LE RESEAU TAM REALISES PAR LES ABONNES SCOLAIRES LIBRE-CIRCULATION EN JUILLET ET AOUT 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 14 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FONDS D'AIDE A LA CREATION ET LA DIFFUSION THEATRALE - ATTRIBUTIONS POUR LE 4EME TRIMESTRE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 14. Fonds d'aide à la création théâtrale. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 15 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CENTENAIRE BRASSENS - PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - PRISE EN CHARGE DE FRAIS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 16 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PAR L'ETAT DE CONSERVATEURS DES BIBLIOTHEQUES AUPRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 17 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE GESTION DE LA BIBLIOTHEQUE PAUL LANGEVIN AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Des conventions culture. Est-ce qu'il y a des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 18 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ITINERANCE DE L'EXPOSITION LOUIS GAUFFIER (1762-1801) "UN VOYAGE EN ITALIE" - CONVENTION DE CO-ORGANISATION ENTRE LE MUSEE FABRE ET LE MUSEE SAINTE CROIX DE POITIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 19 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE, LE MUSEE DES BEAUX-ARTS DE ROUEN ET L'ASSOCIATION FRAME - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 19. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 20 : ANIMATION DU TERRITOIRE - COURS DE L'ÉCOLE DU LOUVRE AU MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANNEE 2021-2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 21 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE GENERALISATION DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (CGEAC) - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 21. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 22 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE AVEC L'INSTITUT THERAPEUTIQUE, ÉDUCATIF ET PEDAGOGIQUE (ITEP) NAZARETH - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 22. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 23 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION CAP GELY FIGUEROLLES ET LA CITE DES ARTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ANNEE SCOLAIRE 2021/2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. SULTAN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Y. BARRAL.

Monsieur le Président

Affaire n° 23. Monsieur PENSO, peut-être, pour en dire un mot ? C'est quand même emblématique du projet de Cité des arts sur l'Académie des arts tsiganes.

Éric PENSO

Oui, l'affaire 23. Je tiens quand même à préciser à l'ensemble des collègues que toutes ces délibérations ont été présentées en commission animation à l'ensemble des adjoints à la culture des communes, discutées et explicitées.

Effectivement, il est proposé dans l'affaire 23 de créer un lien avec le conservatoire et les musiciens de rumba, qu'on a pu d'ailleurs découvrir lors du sommet Afrique-France. Il est proposé de faire intervenir des professeurs dans le quartier en lien avec l'association Cap Gély Figuerolles. Je pense que c'est extrêmement intéressant et ça porte exactement ce rayonnement qu'on souhaite, cette ouverture de la Cité des arts – qui a été inaugurée en octobre dernier – vers les quartiers de Montpellier et bien sûr les communes de la Métropole. Là c'est un premier exemple de ce partenariat entre l'association Cap Gély et notre Métropole pour créer des actions éducatives de sensibilisation à la musique et aux arts tziganes, pour les jeunes de ce quartier et des quartiers limitrophes. C'est un partenariat pour l'année 2021-2022.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur PENSO. C'est effectivement très important pour beaucoup d'enfants qui habitent le quartier de la Cité Gély, qui sont souvent les petits-enfants, arrière-petits-enfants, les disciples de Manitas DE PLATA, qui ont un talent extraordinaire. Grâce à cette action de la Cité des arts, qui a une fonction de conservatoire, ils vont aussi apprendre la musique et faire partager la musique. Là nous sommes bien dans cette grande ambition de cet équipement qui doit être généreux et d'excellence avec l'ensemble des habitants du territoire.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 24 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - AFFECTATION DE SUBVENTIONS AUX ECOLES ASSOCIEES - CONVENTIONS - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. S. CHAMPAY entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 24. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 25 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE CULTURE - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. RIMBERT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 25. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 26 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT 2021 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT POUR LE FINANCEMENT DES FESTIVALS DU DOMAINE D'O - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26. Convention de partenariat entre la Métropole et le Domaine d'O. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 27 : ANIMATION DU TERRITOIRE - FDI STADIUM - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SAS MHB EVENTS - ESPACE SNACK RESTAURATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 28 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES PISCINES - OPERATION TELETHON 2021 A LA PISCINE ALEX-JANY DE JACOU - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 28. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 29 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SPORTS - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. EMAD sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. M. SEBLIN.

Monsieur le Président

Affaire 29. Oui ? Bien sûr, Monsieur ASSAF. Très important. Les subventions à nos clubs.

Christian ASSAF

Je veux bien dire un mot sur cette affaire 29 très rapidement pour vous alerter, mes chers collègues, sur trois subventions. La première de 70 000 euros pour accompagner les gazelles du BLMA dans leur parcours de coupe d'Europe. Également une subvention visant à accueillir – et c'est lié à une décision assez tardive, c'est pour ça que je voulais insister là-dessus – les championnats de France de natation à Montpellier au mois de décembre – c'est bien en termes de notoriété à la piscine Angelotti. Également la subvention du MHB, dans son dernier tiers, qui est dans le droit fil de ce que nous essayons de vous expliquer depuis le début, avec la question du naming, qui est diminuée par rapport aux autres années, parce que le naming permettant des recettes complémentaires au MHB, du coup c'est la part des investissements publics qui diminue en termes de baisse de subvention, et cette baisse de subvention se traduit notamment par le financement de la politique d'accompagnement des jeunes espoirs en vue des prochains jeux olympiques à Paris 2024. CQFD. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur ASSAF, précision utile lors d'un débat. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est rejetée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PIGNAN - DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PIGNAN - DECLARATION D'INTERET GENERAL, OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 103-2 DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION

Affaire retirée de l'ordre du jour

AFFAIRE N° 31 : AMENAGEMENT DURABLE - ESPACES NATURELS SENSIBLES - COMMUNE DE PEROLS - MISE EN PLACE PAR LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT D'UN PERIMETRE DE PREEMPTION AU TITRE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 32 : AMENAGEMENT DURABLE - ESPACES NATURELS SENSIBLES - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - MISE EN PLACE PAR LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT D'UN PERIMETRE DE PREEMPTION AU TITRE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 32. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 33 : AMENAGEMENT DURABLE - ESPACES NATURELS SENSIBLES - COMMUNE DE LATTES - MISE EN PLACE PAR LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT D'UN PERIMETRE DE PREEMPTION AU TITRE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 32. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 34 : AMENAGEMENT DURABLE - PROTOCOLE PARTENARIAL ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SNCF IMMOBILIER POUR LA MOBILISATION DU PATRIMOINE FONCIER ET IMMOBILIER DE LA SNCF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 35 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR SUD ZENITH - CONVENTION OPERATIONNELLE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35. Convention avec l'Etablissement Public Foncier (EPF). Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 36 : AMENAGEMENT DURABLE - RACHAT DE PROPRIETES FONCIERES ACQUISES PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) OCCITANIE POUR LE COMPTE DE LA METROPOLE - SECTEUR ROQUEFRAISSE SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - SECTEUR ZENITH SUD SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme A. RIMBERT et M. R-Y CHARTIER (annule la procuration laissée à M. M. SEBLIN) entrent en séance.

M. F. RIO sort de séance.

Monsieur le Président

Des questions ? Madame DOULAIN ?

Alenka DOULAIN

Chers collègues, je voulais profiter des affaires 35 et 36, des affaires apparemment anodines, pour vous présenter mes excuses. Lors du dernier Conseil, je suis revenue sur l'expulsion des bidonvilles et sur le rôle que vous, Monsieur le Président, et Monsieur le Préfet avez pu y jouer. J'ai pu sembler laisser penser que j'étais surprise de l'action du Préfet et je m'en excuse, notamment auprès de la Députée la République en marche qui s'était indignée. C'est normal que le Préfet fasse la politique de son Gouvernement, c'est son rôle. C'est donc normal que le Préfet soit là pour servir l'État « macronien » et sa politique et son manque de considération pour les plus fragiles d'entre nous. Rien de bien surprenant et je voulais juste m'excuser, si j'avais pu sembler être surprise.

J'ai également laissé penser la dernière fois sur ce sujet que je trouvais incohérent et que vous aviez pu agir de manière irréfléchie, puisqu'à la fois on votait des subventions pour soutenir ces bidonvilles dans cette Assemblée, puis en même temps la Ville et ses représentants au sein du tribunal judiciaire demandait finalement l'expulsion de ces bidonvilles. Je tiens vraiment à m'excuser parce que, Monsieur le Président, en lisant finalement ces affaires, j'ai compris que vous aviez une politique et que vous saviez exactement ce que vous faisiez.

Il est en effet question dans ces affaires 35 et 36 de l'acquisition de parcelles dans le secteur Sud Zénith pour le développement du troisième centre de maintenance du tram, mais aussi pour le développement d'une nouvelle zone d'activité économique. Surprise quand on observe un petit peu les parcelles qui sont concernées : elles sont juste attenantes aux parcelles qui était précédemment occupées par le bidonville Zénith 2 ! Donc loin de moi d'insinuer que vous ne voudriez pas lutter contre la pauvreté ; en revanche, clairement, pour vous, le combat contre le sans-abrisme s'arrête de tout l'évidence là où commencent les intérêts des plus grands. Quels que soient vos projets sur ces terrains, au lieu d'expulser en douce et de ne pas assumer ces choix-là, assumez-les, gérez-les, logez ces gens : c'est ça, résorber les bidonvilles. Merci pour votre attention.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, merci d'avoir salué l'action que nous avons faite sur le squat dit « du court-circuit ». Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 37 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNES DE LAVERUNE ET DE JACOU - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS 2021 AVEC MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 38 : ENVIRONNEMENT - RENOVATION THERMIQUE DE COPROPRIETES DANS LE CADRE DU PROJET ECOCITE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AIDE COLLECTIVE AUX TRAVAUX - CONVENTIONS DE FINANCEMENT - COPROPRIETES FONTAINE SAINT-CLEMENT 1 ET PARC DES ARCEAUX A - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 39 : ENVIRONNEMENT - RENOVATION ENERGETIQUE DE COPROPRIETES DANS LE CADRE DU PROGRAMME ECOCITE - VILLE DE DEMAIN - SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES AUX MENAGES MODESTES ET TRES MODESTES DES RESIDENCES FONTAINE SAINT-CLEMENT 1 ET PARC DES ARCEAUX A - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 39. Rénovation énergétique. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 40 : ATTRACTIVITE - OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCE DE DETAIL POUR L'ANNEE 2022 - AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

M. A. EL KANDOUSSI sort définitivement de séance (le pouvoir donné par M. P. SAUREL est annulé).

MM. G. BALAZUN, S. COTE (avec le pouvoir de Mme T. AKBARALY), Mme J. GALABRUN-BOULBES et M. J-P. RICO sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame EMAD, c'est le Conseil de Métropole qui demande aux communes de se prononcer sur les ouvertures le dimanche. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur PATERNOT, Madame GIMENEZ et Madame OLLIER. Je vous demande un peu de concision, s'il vous plaît.

Bruno PATERNOT

Monsieur le Président, Messieurs et Mesdames les « vices », Mesdames et Messieurs les conseillers. L'année dernière déjà je vous disais avec Juliette GRÉCO que « *je hais les dimanches* » quand ils sont offerts à la « *con-sommation* » ou à la « *dé-pense* ». Je vous rassure : je ne vous mettrai pas de musique cette année – on me l'a interdit. Comme l'année dernière, les écologistes de cette Assemblée voteront contre cette délibération pour des raisons profondes. Les dimanches, les fêtes, les temps de présence ensemble sont à sanctuariser tout au long de l'année, et notamment maintenant.

Parlons un peu plus de Noël – mais très rapidement je vous rassure. Est-ce que Noël c'est la course à l'achat ? Donc aussi à la culpabilisation des parents qui n'ont pas les moyens de payer quoi que ce soit. Ou est-ce que c'est autre chose ? Je rappelle aussi que d'après les historiens, Jésus n'est pas du tout né un 25 décembre mais plutôt un 25 mars. Noël, c'est à la base une fête du solstice d'hiver – qui tombera d'ailleurs cette année le 21 décembre à 16 h 59 très exactement. En fait le solstice c'est quand la terre s'incline de sorte à ce que l'hémisphère nord soit le plus éloigné possible du soleil. Noël nous rappelle donc que nous ne sommes qu'humains, trop humains, et que même si nous souhaitons faire nos Icare, nous nous éloignons inexorablement du soleil. Noël, c'est la fête du froid, c'est la fête du vent, des bains glacés et de la célébration quand on est « *en endurant froidure* », pour reprendre l'expression de Louise LABÉ. Noël, ce n'est pas le temps des commerces où l'on monte un peu plus le chauffage pour susciter une vente. Noël, c'est aussi la fête des veillées au coin du feu avec des marrons grillés, c'est le moment des réunions où on se serre l'un contre l'autre, où l'on est solidaire, où l'on hiberne autour d'une table remplie de treize desserts, bio et sans emballage évidemment. Qui ici est capable de nommer ces treize desserts ? Qui ici connaît très exactement son territoire ? Noël, c'est aussi le moment des histoires et des contes. *Aqui sem en Occitania e benleu podi dire que sem en Septimania*. Noël, ce serait peut-être plus la fête des pastorales, des *nadalets*, des santons. Et dans une écologie relationnelle qui entretient un lien étroit entre le vivant et son territoire, nous devons retrouver, travailler nos traditions locales qui réunissent les cœurs et non pas les portemonnaies.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président, de me laisser la parole. Les élus communistes ont toujours voté contre le travail du dimanche, donc on restera constant. On vote contre parce que c'est un acquis social, parce qu'on ne peut pas en même temps s'alarmer du fait que les gens s'impliquent moins dans les associations, dans la vie démocratique du pays, et en même temps leur demander de travailler le dimanche. On ne peut pas non plus demander à des gens qui sont déjà très mal payés, dans les supermarchés notamment, de travailler le dimanche pour gagner un peu plus, et c'est souvent la seule solution et c'est pour ça qu'on trouve des volontaires pour travailler le dimanche. Pour nous clairement, la solution, ce n'est pas d'ouvrir les commerces le dimanche, mais bien de travailler moins pour que tout le monde puisse aller faire ses courses en dehors du dimanche, et de gagner plus pour que personne n'ait besoin de travailler le dimanche pour gagner plus d'argent. Donc en résumé, nous, c'est augmentation du pouvoir d'achat, réduction du temps de travail et fermeture des commerces le dimanche.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. La parole est à Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Je suivrai bien évidemment mes collègues par rapport au travail du dimanche et à l'ouverture des supermarchés le dimanche qui, je le rappelle, détruisent les emplois locaux et les commerces de proximité. Je suis étonnée d'ailleurs que quelqu'un qui se dit écologiste puisse proposer, en tout cas sur la Commune de Montpellier, une telle proposition. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 22 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 41 : ATTRACTIVITE - SCIC INITIATIVES POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE (IES) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 42 : ATTRACTIVITE - TRANSFORMATION NUMERIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA DIRECTION INTERMINISTERIELLE DU NUMERIQUE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PORTANT SUR LE VOLET "MISE A NIVEAU NUMERIQUE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES" - CREATION D'UN JUMENT NUMERIQUE 4D SOUVERAIN ET OUVERT POUR LE PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR LE BASSIN DE VIE MONTPELLIERAIN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. S. COTE entre en séance (avec le pouvoir de Mme T. AKBARALY).

Monsieur le Président

Affaire 42. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 43 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43. Soutien à des congrès. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 44 : ATTRACTIVITE - LA MEDITERRANEE A VELO - PHASE 2 / 2019-2022 - CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT DU COMITE D'ITINERAIRE - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 45 : ATTRACTIVITE - CANDIDATURE AU LABEL VIGNOBLES & DECOUVERTES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, HERAULT TOURISME ET CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DU LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Candidature au label Vignobles & Découvertes. C'est le travail en commun avec les collectivités. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Michelle CASSAR, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 46 : ATTRACTIVITE - SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2021 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN

AFFAIRE N° 47 : ATTRACTIVITE - APPEL A PROJETS FRANCE-SENEGAL 2020 - COOPERATION DECENTRALISEE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE RUFISQUE (SENEGAL), LE CIRAD ET LE GRDR MIGRATION-CITOYENNETE-DEVELOPPEMENT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 48 : SOLIDARITES - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CLOTURE DE L'EXERCICE 2021 - AVENANT N°11 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L'ÉTAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN entre en séance.

Mme C. SERRANO sort de séance (avec le pouvoir de Mme R. TIKOUK).

Monsieur le Président

Affaire 48. Aides à la pierre. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 49 : SOLIDARITES - CONVENTION PRE-OPERATIONNELLE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) OCCITANIE ET LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) POUR LE TRAITEMENT DES COPROPRIETES DEGRADEES PIC SAINT LOUP ET ESPEROU DU QUARTIER DE LA MOSSON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49. Convention entre la Métropole, l'EPF et la SA3M. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

AFFAIRE N° 50 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT SOCIAL SUPPLEMENTAIRE - RESIDENCE "INFINITEE", 359 AVENUE DES PRES D'ARENES A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. F. LAFFORGUE sort de séance (avec le pouvoir de M. A. MOYNIER).

Monsieur le Président

Affaire 50. Attribution de subvention à l'Office ACM pour construire du logement social. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

AFFAIRE N° 51 : SOLIDARITES - GESTION DE LA DEMANDE LOCATIVE SOCIALE - CONVENTION ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CONCERNANT L'ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE MANDAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ACM HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 51. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 52 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2021 - AVENANT A LA CONVENTION 2021 AVEC L'UDAF - PREVENTION DE L'ENDETTEMENT LOCATIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52. Avenant pour le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF). Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 53 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET CREDITS DE PAIEMENT (CP) - REVISIONS - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 53. Ce sont des affaires budgétaires. Monsieur CALVAT. Je mets aux voix l'affaire 53 s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 54 : RESSOURCES - BUDGET 2021 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

Mmes J. GALABRUN-BOULBES et C. SERRANO (avec le pouvoir de Mme R. TIKOUK), MM J-P. RICO et F. RIO entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 54. C'est la Décision Modificative (DM). Vous voulez vous exprimer ? Allez-y. Bien sûr.

Max LÉVITA

La forme : on n'y comprend pas grand-chose. Vous ne nous avez pas donné d'explications. Il y a quand même une décision pour modifier le budget. Ce que je note avec intérêt, c'est que sur le budget investissement, les dépenses, vous les diminuez d'un peu moins de 50 millions, ce qui vous permettra d'améliorer votre taux de réalisation. C'est bien ça. C'est ce qu'on faisait avant, nous, mais on ne le faisait pas à cette échelle. C'est très, très bien. Bravo.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT, pour répondre à Monsieur LÉVITA.

Renaud CALVAT

Vous avez raison, Monsieur LÉVITA. C'est un sujet pour lequel il faut prendre un peu de temps même s'il est 13 h – même si on l'a présentée et on en a débattu en commission ressources. C'est une DM qui nous amène quand même quelques bonnes nouvelles. Monsieur le Président, vous l'avez dit tout à l'heure sur la question du versement mobilité. Les entreprises, peut-être aussi grâce à l'action de la Métropole – certainement grâce à l'action de la Métropole – ce qu'on a pu voter ici, la taxe de séjour, l'aide au loyer, etc., les entreprises ont mieux tenu. Nous avons en recettes, concernant le versement mobilité, une recette supplémentaire de 5 millions d'euros par rapport à nos prévisions, donc ça n'est pas négligeable. Ensuite au niveau des dépenses d'investissement, un certain nombre de dépenses, soit sont reportées sur l'année future, soit les marchés publics réalisés pendant l'année ont apporté de bonnes nouvelles, et donc le coût est inférieur aux prévisions. Cela nous donne donc une DM à - 7,2 millions d'euros en dépenses de fonctionnement, et en recettes de fonctionnement une augmentation de + 8,9 millions d'euros, et en dépenses d'investissement - 47,8 millions d'euros et en recettes - 0,1, donc 100 000 euros, ce qui à la fin nous permet de baisser notre recours à l'emprunt prévisionnel de 214 millions d'euros, à 154 millions d'euros. Je vous ai présenté les DM globales ; ensuite, vous avez les DM thématiques de nos budgets annexes qui sont extrêmement marginales, sur le parking (là ce sont quelques centaines ou quelques milliers d'euros), l'assainissement. Le SPANC, l'assainissement non collectif, c'est une DM à moins de 2 000 euros : vous voyez, c'est extrêmement marginal, c'est très technique, le budget de l'eau potable aussi. Et voilà les affaires concernant la DM du budget principal et de ses budgets annexes.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 55 : RESSOURCES - BUDGET 2021 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 55. Même vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 56 : RESSOURCES - BUDGET 2021 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 56. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 57 : RESSOURCES - BUDGET 2021 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 57. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 58 : RESSOURCES - BUDGET 2021 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 58. Même vote ? Même vote. C'est le budget annexe.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 59 : RESSOURCES - OPERATION ANNUELLE DE REPRISE ET DOTATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS - PRINCIPES ET MONTANT 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 59. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES - PRESENTATION DES ACTIONS MISES EN PLACE A LA SUITE DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES D'OCCITANIE - PRISE D'ACTE

M. L. JAOUL sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. G. BALAZUN.

Monsieur le Président

Affaire 60. Ça a été évoqué en commission ressources, sur les préconisations de Chambre régionale des comptes. Donc il faut en prendre acte. Y a-t-il des remarques auprès de Monsieur CALVAT ?

Renaud CALVAT

Juste simplement, rapidement, Monsieur le Président, parce que c'est aussi une nouveauté. La loi nous impose, un an après la publication du rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion de la mandature précédente, de présenter au Conseil les mesures correctives que nous avons mises en place. Vous l'avez dans le dossier qui vous a été remis, concernant les contrats de réciprocité avec les collectivités, améliorer à l'échelle administrative l'exécution de recettes et des dépenses, la simplification aussi des systèmes d'attribution de compensation. Là, ça a été fait, et je remercie les maires.

Nous avons trois systèmes extrêmement complexes ; il n'y en a plus que deux à ce jour. Toute une série de mesures correctives ont été mises en place, transmises à la CRC, et on doit vous en rendre compte ici publiquement un an après la publication du rapport.

Monsieur le Président

Il faut prendre acte. Il n'y a pas de vote. Y a-t-il des questions, des remarques, points de débat ? On donne acte.

Le conseil prend acte.

AFFAIRE N° 61 : RESSOURCES - REFACTURATION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT AUX BUDGETS ANNEXES - APPROBATION

Mme M. MASSART sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 61. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 62. Attribution de fonds d'équipement aux communes. 200 000 euros pour la Commune de Castries et 200 000 euros pour celle de Sussargues dans le cadre des fonds de concours.

Renaud CALVAT

Je le présente ici, parce que c'est important : pour des projets très importants portés par ces deux communes de rénovation énergétique et thermique de bâtiments communaux, des écoles ou des centres de loisirs. Donc cette année, les communes de Castries, Sussargues, Restinclières, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, Prades-le-Lez, Jacou, Pérols, Cournonsec, Beaulieu, Pignan et Saint Jean de Védas auront été accompagnées par la Métropole pour des projets environnementaux, culturels, sportifs, sociaux et éducatifs.

Monsieur le Président

Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 63 : RESSOURCES - CONVENTION CADRE TYPE DE MENTORAT AU BENEFICE DES ETUDIANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63. Mentorat au bénéfice des étudiants. C'est dans le cadre de notre politique RH. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 64 : RESSOURCES - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 64. Tableau des effectifs. Je mets aux voix. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 65 : ENVIRONNEMENT - "LE PRINTEMPS DES HIRONDELLES" - INSTALLATION ET RETROCESSION D'UN NICHOT-POSTEUR AU BENEFICE DE LA VILLE DE MONTPELLIER - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65. Partenariat avec la Jeune Chambre Economique (JCE). Qui a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 66 : CYCLES DE L'EAU - PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE - FONDS EAU LOI OUDIN SANTINI - AVENANTS AUX CONVENTIONS FINANCIERES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66. Projets de solidarité internationale. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yvon PELLET, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 67 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE AVEC LA SAFER OCCITANIE RELATIVE A LA VEILLE FONCIERE SUR LES PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES PRIORITAIRES - LOGICIEL "VIGIFONCIER" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yvon PELLET, M. René REVOL, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 68 : CYCLES DE L'EAU - COMMUNE DE MONTPELLIER - RACCORDEMENT DES EAUX USEES DE LA ZAC CAMBACERES AU RESEAU DE COLLECTE DE LA STATION D'EPURATION MAERA - CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Guy LAURET, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 69 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - JOURNEE POUR LES PROFESSIONNELS DE LA PETITE ENFANCE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DES INTERVENANTES INVITEES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 69. Questions auprès de Monsieur PENSO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 70 : AMENAGEMENT DURABLE - CONGRES VELO CITY 2021 - VOYAGE D'ETUDE A LISBONNE (PORTUGAL) - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE PARTICIPATION AU CONGRES - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 70. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 71 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

MM. F. LAFFORGUE (avec le pouvoir de M. A. MOYNIER) et C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme P. WEBER), Mme M. MASSART et M. J. RAYMOND entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 71. Oui ? Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN

Dans cette affaire, vous nous demandez de laisser la délégation de signer des conventions à objet culturel jusqu'à 50 000 euros. S'il s'agissait de déléguer au Président la signature de décisions pour éviter d'encombrer notre Conseil et enfin avoir le temps de parler de fond, politique, au sein de notre Métropole, on aurait été pour. Si vous aviez associé à cette affaire une commission ou un groupe de travail pour présenter vos choix avant votre signature de manière transparente, nous aurions été pour. Si vous nous aviez présenté les critères permettant d'éclairer ces choix et que vous nous les aviez soumis à discussion, nous aurions été pour. Mais il n'en est rien.

Vous nous demandez juste de signer un chèque en blanc afin que vous puissiez en toute discrétion distribuer ici et là, sans aucun contrôle – coutume un peu trop courante à notre goût. Parce que nous pensons que vous concentrez suffisamment de pouvoirs, que vous cumulez suffisamment de casquettes et que vous ne semblez pas toujours en capacité d'en être à la hauteur, nous pensons que la tutelle de cette Assemblée reste nécessaire. Nous voterons donc contre cette délégation supplémentaire.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT va vous répondre.

Renaud CALVAT

Je ne répondrai pas sur ce que vous venez de dire, qui n'a aucun sens, ni technique ni juridique ni même philosophique. Juste : le contrôle de l'Assemblée s'exerce tout le temps, en permanence, et c'est normal. Nous travaillons toutes et tous ensemble pour le territoire. Les décisions prises par le Président, il en rend compte en début de chaque séance, et vous avez les informations qui vous sont transmises avant chaque séance. Libre à vous ensuite de les commenter ou pas. En revanche, afin de pouvoir mieux gérer un certain nombre d'actions, il est important que le Président ou ses délégués puissent le faire. Je vous donne un exemple tout simple. Lorsqu'un fonctionnaire de la Métropole participe à une mission, mandaté par la Métropole, il est très souvent obligé d'avancer les frais. Nous donnons au Président les moyens de pouvoir mandater le remboursement des frais qu'il a avancé avant le vote du Conseil de Métropole, parce que sinon l'agent qui a avancé les frais n'est remboursé que deux mois ou deux mois et demi après les frais qu'il a avancés ; donc nous ne donnons pas le pouvoir au Président de rembourser, de mandater le remboursement pour cet agent sans qu'il vous soit communiqué l'information après, puisqu'au Conseil qui suit, vous avez l'information qui vous est transmise dans le dossier préparatoire au Conseil. En revanche on a estimé – et on en a discuté entre nous avec Monsieur RAYMOND, avec l'ensemble des maires – qu'il fallait permettre aussi au Président de pouvoir faire cette avance lorsque c'était utile. Ça n'est pas une question de tutelle ou de contrôle. C'est aussi une question de bonne gestion et permettre aux fonctionnaires de la Métropole ou d'autres, ou même certains élus, qui avancent des frais de pouvoir être remboursés dans des délais raisonnables. Je ne répondrai pas en revanche après sur le reste : ça n'est pas utile.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Évidemment, tout ça figure dans les synthèses des décisions en début de Conseil, comme l'a indiqué Monsieur CALVAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

M. C. ASSAF sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 72. Il s'agit du remplacement de Monsieur LOPEZ pour siéger à l'assemblée générale de l'aéroport. Nous avons deux candidatures : celle de Monsieur Bernard MODOT, qui est élu de Lattes et conseiller métropolitain, dans la continuité ; et nous avons reçu la candidature de Madame DOULAIN. Je vous propose donc de mettre aux voix, si ça ne gêne pas, à main levée, comme ça on ne perd pas de temps. Qui est favorable à la candidature du Madame DOULAIN ? À la candidature de Monsieur MODOT ? Félicitations.

On peut les afficher ? Super. Merci.

Pour aller à l'École nationale de chimie, Madame BRAU. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Commission consultative des services publics locaux, Madame ILLAIRE. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

OFS : on a déjà délibéré.

Aéroport : on vient de voter.

Commission de contrôle des comptes de Montpellier Méditerranée Métropole : je propose la candidature de Monsieur MODOT, en remplacement de Monsieur LOPEZ. Même vote ? Même vote. Vous êtes candidate ?

Alenka DOULAIN

Très rapide. C'est juste pour dire que le sens de ma démarche tout à l'heure, c'était vraiment de montrer qu'aujourd'hui on donne des mandats à des gens sans mandats clairs. Il y a des sujets aujourd'hui, collectivement, qu'on n'a pas traités, notamment sur la question de l'aéroport. Je vous ai envoyé du coup hier ma candidature avec le mandat que j'aurais porté pour cette représentation. Je pense que c'est très important. Il y a des sujets qu'il faut encore qu'on travaille. On n'est pas alignés. Je voulais vraiment appuyer ça, sur notre stratégie par rapport à l'Aéroport. Il y a une hypocrisie généralisée au sein de cette Assemblée sur notre stratégie. Il faut des gens qui portent ces mandats avec des lignes claires. Et aujourd'hui ça manque pour beaucoup de délégations. Je crois qu'il faut qu'on travaille là-dessus.

Monsieur le Président

Madame, Monsieur MODOT remplace Monsieur LOPEZ. La Commune de Lattes est impactée par les sujets de l'aéroport, que ce soit le Plan d'Exposition aux Bruits (PEB), et c'est dans cet esprit-là qu'il siège à l'assemblée générale en continuité.

Ensuite, moi je continue à soutenir Monsieur MODOT pour siéger à la commission de contrôle des comptes de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Au lycée Jean-François-Champollion, qui est situé sur la Commune de Lattes : même vote ? Même vote.

Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : il représentera la Commune de Lattes. Même vote ? Même vote.

Syndicat mixte du bassin du Lez : Commune de Lattes. Même vote ? Même vote.

Vélo et territoires : Madame FRÊCHE, Monsieur SAVY. Même vote ? Même vote.

Maison des francophonies : Monsieur PENSO. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organisme	Représentations
Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier Conseil d'administration	<i>1 titulaire</i> Mme Florence BRAU
Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)	<i>1 titulaire</i> Mme Régine ILLAIRE

Organisme de Foncier Solidaire Métropolitain	2 titulaires Désignés dans le cadre de l'affaire n°5
Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole	1 suppléant M. Bernard MODOT
Lycée polyvalent Jean-François Champollion	1 titulaire CA M. Bernard MODOT
Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole	1 titulaire CA M. Bernard MODOT
Syndicat Mixte du Bassin du Lez	1 suppléant (Assemblée élue) M. Bernard MODOT
Vélo et Territoires	1 titulaire AG Julie FRECHE 1 suppléant AG Jean-Luc SAVY
Maison des francophonies	1 titulaire M. Eric PENSO

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN

Les désignations ci-dessus sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole	1 suppléant M. Bernard MODOT
---	--

Le Président propose de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Madame Alenka DOULAIN propose sa candidature.

Pour : 3 voix

Contre : 83 voix

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Bernard MODOT.

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN

La candidature de Monsieur Bernard MODOT en tant que suppléant de l'aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION - COMPOSITION DES COMMISSIONS METROPOLITAINES - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 73, sur les commissions. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ?
Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 74 : RESSOURCES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) COPROPRIETES DEGRADEES QUARTIER MOSSON - PLAN DE SAUVEGARDE COPROPRIETE « LES CEVENNES » - MANDAT D'ETUDES ET PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 74. Alors là, ce sont les CRAC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?
Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°7 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 75. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 76 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC ODYSSEUM EST - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 76. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 77 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC HIPPOCRATE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°2 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 77. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 78 : RESSOURCES - CONCESSION CAMBACERES - SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°8 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 78. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 79 : RESSOURCES - ZAC NINA SIMONE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°1 - APPROBATION

Monsieur le Président

79. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 80 : RESSOURCES - QUARTIER MOSSON - CONCESSION D'AMENAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°1 A LA CONCESSION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Même vote ? Même vote. Ce sont les CRAC.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 81 : RESSOURCES - ZONES D'ACTIVITES PARC 2000 ET PARC 2000 EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

M. H. MARTIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 81. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 82 : RESSOURCES - CONCESSION D'AMENAGEMENT "LE FRIGOULET" - COMMUNE DE COURNONSEC - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 82. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 83 : RESSOURCES - ZONES D'ACTIVITES GAROSUD - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N° 5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 84 : RESSOURCES - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°6 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 85 : RESSOURCES - ZONES D'ACTIVITES PARC 2000 2EME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N° 4 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 85. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 86 : RESSOURCES - QUARTIER DES CEVENNES - CONCESSION D'AMENAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°1 A LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 87 : RESSOURCES - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ EUROMEDECINE II - COMMUNE DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 87. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 88 : RESSOURCES - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - CONCESSION EUREKA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 88. Même vote ? Trois abstentions sur la 88. Pas d'oppositions ? Adoptée. Madame BORNE, Madame DOULAIN, Madame OLLIER s'abstiennent.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 89 : RESSOURCES - CONCESSION D'AMENAGEMENT "HAMEAU DE BAILLARGUET" - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 89. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 90 : RESSOURCES - CONCESSION D'AMENAGEMENT "PAE JULES RIMET" - COMMUNE DE SUSSARGUES - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 90. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 91 : RESSOURCES - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 91. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 92 : RESSOURCES - CONCESSION D'AMENAGEMENT DU PARC CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°7 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 92. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 93 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC PORT MARIANNE - PORTE DE LA MEDITERRANEE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

93. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 94 : RESSOURCES - CONCESSION D'AMENAGEMENT PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES MARCEL DASSAULT ET PREMIERE EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°13 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 94. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 95 : RESSOURCES - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERT CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 95. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 96 : RESSOURCES - CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 96. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 97 : RESSOURCES - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ MARCEL DASSAULT 2EME EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - AVENANT N°10 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 97. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 98 : RESSOURCES - DEMETER - MANDAT POUR L'OPERATION DE RENOVATION, EXTENSION ET EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 98. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 99 : RESSOURCES - AMETYST - MANDAT COMPLEMENTAIRE POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 99. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka OLLIER. DOULAIN, Mme Clothilde

Monsieur le Président

Merci à tous, mes chers collègues. Prochain Conseil de Métropole pour le débat d'orientation budgétaire le 14 décembre. Et samedi matin, l'ensemble des élus des conseils municipaux sont invités. Pensez à vous inscrire : on est plus de 250 inscrits, mais pensez à bien le signaler. Merci à tous. Très bonne journée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.



Conseil du 23 novembre 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2021-154 - 30/08/21 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°1 - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine Olympique Angelotti - Société ABCLM Fitness - Autorisation de signature

Objet : Par délibération en date du 17/12/2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société HOLDING LPA en tant qu'occupant temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone, et acte le nouveau nom de la Piscine Olympique d'Antigone – « Piscine Olympique Angelotti » – pour la durée de la convention. En vertu de cette convention de dénomination susmentionnée, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à ce que cette dénomination soit, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants de la piscine pour désigner cette dernière. Il convient par conséquent de prévoir dans la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société ABCLM FITNESS un article prévoyant une obligation relative à la communication, imposant l'utilisation de la nouvelle dénomination officielle de la Piscine Olympique.

N°MD2021-155 - 30/08/21 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine Olympique Angelotti - Société Swiim - Autorisation de signature

Objet : Par délibération en date du 17/12/2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société HOLDING LPA en tant qu'occupant temporaire du domaine public immatériel de la Piscine Olympique d'Antigone, et acte le nouveau nom de la Piscine Olympique d'Antigone – « Piscine Olympique Angelotti » – pour la durée de la convention. En vertu de cette convention, la Métropole s'engage à ce que cette dénomination soit, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants de la piscine pour désigner cette dernière. Il convient par conséquent de prévoir dans la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société SWIIM un article prévoyant une obligation relative à la communication, imposant l'utilisation de la nouvelle dénomination officielle de la Piscine Olympique.

N°MD2021-265 - 01/10/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au renouvellement d'adhésion Adullact

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2021 à l'ADULLACT au tarif annuel de 4 000 € HT. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein de l'Assemblée Générale de l'association est Monsieur Jean-François AUDRIN.

N°MD2021-331 - 10/09/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°5009DS17 - Prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier - Contrôle technique et Coordination Sécurité et Protection de la Santé - Lot n°1 - Mission de contrôle technique - Avenant n°2

Objet : L'ensemble des prestations confiées à SOCOTEC FRANCE, dans le cadre du marché n°5009DS17,

est transféré à SOCOTEC CONSTRUCTION, du fait de l'absorption de la branche complète et autonome d'activité de construction de la société SOCOTEC FRANCE par la société SOCOTEC CONSTRUCTION. Les autres dispositions contractuelles sont inchangées.

N°MD2021-505 - 13/10/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Restinclières pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du puits et le chemin du bois - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Suite à des incohérences et des erreurs matérielles dans la convention initiale, il est nécessaire de conclure un avenant n°1. La participation actualisée de Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvera à 423 335,64 € TTC. Les prestations associées à cette opération concernent : les frais de maîtrise d'œuvre, les travaux, les frais de contrôle technique, coordination SPS, essais de réception, la publicité, le référé préventif et les constats d'huissiers.

N°MD2021-509 - 03/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4875AT17 - RD17E11 - Maîtrise d'œuvre - Création d'une piste mixte - Commune de Montferrier sur Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°4875AT17 - RD17E11 - Maîtrise d'œuvre - Création d'une piste mixte - Commune de Montferrier sur Lez. Il porte sur la consistance et la valorisation des éléments de mission relatives à la conception du projet d'élargissement de l'ouvrage d'art. L'incidence financière prévoit une augmentation de 17,21 % portant le montant du marché de 61 560 € HT à 72 155 € HT.

N°MD2021-512 - 16/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la résiliation de la convention portant sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat de Chasse La Méjanelle sur les communes de Montpellier et Lattes

Objet : Dans le cadre de la convention de chasse avec le Syndicat de chasse de La MEJANELLE, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite procéder à la résiliation totale de la convention du 24/02/2014. L'exercice du droit de chasse tel qu'il est exercé actuellement n'est pas compatible avec le développement d'un secteur en pleine mutation.

N°MD2021-518 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Les Bastides ', 250 Rue des Genêts à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 376 213,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Les Bastides », 250 rue des Genêts à Villeneuve-lès-Maguelone. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-520 - 21/09/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Demande de financement 2021 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Convention d'objectifs et de financement - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'objectifs et de financement avec la CAF de l'Hérault dans le cadre du dispositif DEMOS. Le budget prévisionnel annuel du projet est établi à 262 000 € TTC. La CAF de l'Hérault ayant apporté un soutien financier au précédent dispositif, il est proposé d'autoriser une demande de financement à hauteur de 35 000 € auprès de ses services pour l'année 2021.

N°MD2021-558 - 27/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au classement dans le domaine public de plusieurs Chemins Ruraux sur la commune de Clapiers

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public de plusieurs chemins ruraux situés sur la Commune de Clapiers. Ces chemins ont perdu leur qualité de Chemins ruraux et sont aujourd'hui situés dans la zone urbanisée de la Commune. Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ces chemins.

N°MD2021-560 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 50 logements sociaux - Résidence ' Le Clos des Vignes ' - ZAC Cantausse, lot C11 à Saint-Brès - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 3 927 939,75 €, représentant 75 % du prêt sollicité par la SA d'HLM FDI HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Vignes » situé ZAC Cantausse, lot C11 à Saint-Brès. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-564 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 28 logements sociaux - Résidence Accueil "Le Théano" - ZAC Eureka, lot 19A à Castelnau-le-Lez - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 428 088,50 €, représentant 75 % du prêt sollicité par la SA d'HLM FDI HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 28 logements locatifs sociaux neufs, pension de famille de type Résidence Accueil "Le Théano", ZAC Eureka, lot 19A, à Castelnau-le-Lez. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-574 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 5 logements sociaux, résidence ' Oléane ', 839 rue de la Marqueroise à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 550 551,75 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Oléane », 839 rue de la Marqueroise à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-595 - 03/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Avenants modifiant le CCAP - Autorisation de signature

Objet : Il convient de passer un avenant aux lots 1 (COFEX MEDITERRANEE/ DEMATHIEU BARD CONSTRUCTIONS) et 2 (DEMATHIEU BARD CONSTRUCTIONS / COFEX MEDITERRANEE) au marché n°M8D0022EP de « maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement » pour modifier l'article 3.2 « modalités de variation des prix » du CCAP et facilitant les révisions de prix. Ces avenants n'ont aucune incidence financière.

N°MD2021-609 - 30/08/21 - Direction Secrétariat Général

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de retranscription

Objet : Il s'agit d'autoriser la constitution d'une convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de retranscription. Il s'agit d'un marché de services à bons de commande, d'une durée d'un an renouvelable trois fois, sans minimum et avec un maximum annuel de 52 500 € HT (210 000 € HT maxi sur la durée totale du contrat si reconductions, soit 4 ans). Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement de commandes.

N°MD2021-620 - 09/09/21 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2021

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE pour l'exercice 2021 pour un montant de 1 598 € TTC.

N°MD2021-632 - 27/08/21 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la clôture du mandat d'acquisition foncière Nouvelle Gare TGV - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat

Objet : La décision vise la clôture du mandat d'acquisition foncière confié à la SA3M le 28/06/2012 afin d'acquérir 26 unités foncières identifiées et nécessaires au projet urbain autour de la nouvelle gare TGV. L'ensemble de ces acquisitions ayant été réalisées, il convient de clôturer le mandat.

La rémunération prévisionnelle était évaluée à 342 414,80 € TTC. L'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève au bilan à 271 081,18 € TTC et à ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole a remboursé 269 208,20 € TTC à la SA3M. La trésorerie du mandat représente un solde positif de 85 951,77 € TTC.

N°MD2021-637 - 27/08/21 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au mandat d'études d'aménagement du pôle Nouvelle gare TGV - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat

Objet : La décision vise la clôture du mandat d'études d'aménagement du pôle Nouvelle gare TGV compte tenu de l'accomplissement des missions confiées à la SA3M à savoir les études urbaines préalables nécessaires au projet urbain. Le montant des études prévisionnel s'élevait à 2 000 000 € H.T. la rémunération du mandataire à 667 188 € TTC. Le bilan fait état d'une dépense de 2 229 140 € HT. La rémunération du mandataire est de 575 932,15 € HT soit 691 118,58 € TTC (+23 930,58 €). L'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 3 369 643,06 € TTC et à ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole a remboursé 3 345 997,06 € TTC à la SA3M. La trésorerie du mandat représente un solde négatif de 47 355,97 € TTC.

N°MD2021-660 - 30/08/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M1D0034DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du rugby - Attribution

Objet : Considérant la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de rugby Montpellier Rugby Club, le marché est attribué à la SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB, qui dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de rugby de Montpellier. Le marché est à bons de commande sans minimum ni maximum et prend effet de sa notification au 30/06/2022.

N°MD2021-661 - 30/08/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1D0035DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball - Attribution

Objet : Considérant la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de handball Montpellier Handball, le marché est attribué à la SAS MONTPELLIER HANDBALL qui dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de handball de Montpellier. Le marché est à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an à compter de la date de notification du contrat.

N°MD2021-662 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision modificative de la décision n°MD2021-249 relative à la signature du protocole d'indemnisation du fermier des parcelles AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole doit acquérir les parcelles cadastrées AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie sises commune de Lattes, parcelles de terres agricoles exploitées par l'EARL BONNEFOND, qu'il convient d'indemniser. Un accord entre l'exploitant et la Métropole a été trouvé pour la fixation de l'indemnité due au montant de 45 895 €, majoré d'une indemnité supplémentaire de 77 508 € TTC correspondant au montant des travaux à engager par le propriétaire pour déplacer les installations d'irrigation présentes sur l'emprise à céder. La décision MD 2021-249 entérinant la signature du protocole d'indemnisation ne comporte pas la mention de l'indemnisation liée aux travaux.

N°MD2021-683 - 03/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 portant sur la convention du 20 février 2014 relative à la réalisation et au financement du projet de cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole, l'État et l'Agence de financement des infrastructures de

transport de France signent un avenant n°1 de substitution à la convention du 20/02/2014 relative à la réalisation et au financement du projet de cinquième ligne de tramway. Cet avenant n°1 a pour objet de mettre à jour les caractéristiques techniques du projet de cinquième ligne de tramway, son coût estimatif, ses délais d'exécution, son plan de financement prévisionnel ainsi que les modalités et échéancier prévisionnel de versement de la subvention.

N°MD2021-690 - 03/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 12 m² - Rue des Aigrettes - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 12 m², située rue des Aigrettes à Montpellier et l'intégrer à son domaine privé, avant de pouvoir la céder. Il s'agit d'une rampe d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite aménagée devant un cabinet médical d'orthophonistes. Celle-ci a fait l'objet d'une convention d'occupation temporaire, avec une redevance annuelle de 370 € TTC, arrivée à échéance le 1er janvier 2021.

N°MD2021-691 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire avec SNCF RESEAU - Parcelles AI n°21 et 71 sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole doit réaliser des travaux sur des emprises à prendre sur les parcelles cadastrées AI n°21 et 71 sises commune de Lattes appartenant à SNCF RESEAU. Il est nécessaire de conclure une convention d'occupation temporaire avec SNCF RESEAU pour permettre la réalisation des travaux. La convention est consentie par SNCF RESEAU à titre gratuit pour une durée de 3 ans renouvelable tacitement pour un an.

N°MD2021-705 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'un ancien chemin situé rue des Chênes et rue de Montlaur - Commune de Montaud

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de l'ancien chemin d'une superficie de 221 m² situé Rue des Chênes et Rue de Montlaur sur la Commune de Montaud. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de l'ancien chemin et intègre cette emprise de 221 m² dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2021-707 - 04/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole doit renouveler son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies. La cotisation 2021 est de 7 650 €.

N°MD2021-712 - 26/08/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution du marché M1B0043HP "Mission de réalisation d'une étude pré-opérationnelle d'OPAH sur 3 secteurs de Montpellier"

Objet : Le marché est attribué à l'entreprise CITEMETRIE sise à Paris pour un montant global et forfaitaire de 49 325 € HT. La durée du marché est de 6 mois à compter de la date de notification.

N°MD2021-718 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession d'une emprise de 58 m² - Avenue des Clavoux - Commune de Cournonsec

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur et Madame BROSSARD une emprise de 58 m² en bordure de la parcelle cadastrée BE 140 située 785 Avenue des Clavoux à Cournonsec. Cette cession aura lieu au prix de 30 € le mètre carré, soit un montant total de 1740 €. L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

N°MD2021-723 - 31/08/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour la fourniture et la livraison de mobilier destiné au nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional - Marché n°M1B0064DC

Objet : Il s'agit d'un groupement de commandes pour l'achat de mobilier complémentaire pour le nouveau

conservatoire, auprès de l'UGAP, pour un montant de 70 000 € HT.

N°MD2021-725 - 31/08/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°5061DC18 - Traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques du musée archéologique Henri Prades - Autorisation de signature

Objet : L'avenant vient rectifier une erreur matérielle sur les montants maximum des lots 1 et 3 du marché n°5061DC18 « Traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques du musée archéologique Henri Prades ». Ces modifications n'ont pas d'incidence sur le montant global du marché. Il convient donc de lire :

- Que le montant maximum HT du lot 1 est de 21 000 € ;
- Que le montant maximum HT du lot 3 est de 10 000 €.

N°MD2021-727 - 30/08/21 - Direction Secrétariat Général

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de prestations de location de machines à affranchir

Objet : La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de location de machines à affranchir, par le biais d'un groupement de commandes. Il s'agit d'un marché de services, d'une durée d'un an renouvelable trois fois, sans minimum et avec un maximum annuel de 9 999, 75 € HT (soit 39 999 € HT sur la durée totale de 4 ans en cas de reconduction du contrat). Montpellier Méditerranée Métropole coordonne le groupement.

N°MD2021-729 - 09/09/21 - Direction des Finances

Décision relative à la clôture de la sous régie d'avances de la médiathèque Federico Fellini

Objet : La médiathèque Federico Fellini, étant désormais intégrée à la médiathèque Centrale Emile Zola, la sous régie d'avances n'a plus lieu d'être.

N°MD2021-732 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à l'Etat des lots de copropriété n° 394 et n° 40 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38

Objet : Par arrêté préfectoral du 25/02/2021, la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas a été déclarée d'utilité publique. L'Etat est propriétaire des deux lots de copropriété n°394 et n°40 consistant en un appartement de 66 m² au 20ème étage et son garage en sous-sol. Il convient d'acquérir ce bien au prix de 52 700 € dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson engagé par Montpellier Méditerranée Métropole, pour la cession de ce bien à ACM HABITAT, maître d'ouvrage de la démolition de la Tour d'Assas.

N°MD2021-737 - 10/09/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M0C0004DS - Fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots n° 1, 3 et 4 - Avenants n°1

Objet : Considérant que les délais imposés par la procédure de lancement d'un nouveau marché, passé en groupement de commandes pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, rendent nécessaire une prolongation d'une durée d'un mois du marché actuel afin de garantir la continuité de la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole pendant la durée de la procédure, il convient de procéder à la conclusion d'avenants en ce sens.

N°MD2021-739 - 01/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M0D0001EA - Renouvellement réseau EU avenue André Ampère à Castelnau-le-lez - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au marché M0D0001EA de Renouvellement réseau EU avenue André Ampère à Castelnau le lez avec la société SOLATRAG sise à Agde afin d'intégrer des références au Bordereau des Prix Unitaires, d'acter des travaux supplémentaires non prévus à la suite de modification non prévisible du projet et enfin d'augmenter le délai d'exécution des travaux. L'avenant est conclu pour un montant de 30 907 € HT portant le nouveau montant du marché à 728 952 € HT. Le délai d'exécution est prolongé de 6 semaines.

N°MD2021-740 - 09/09/21 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'Kaufman and Broad' pour une opération sise route de Lavérune sur la Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'un Projet Urbain Partenarial pour la réalisation de travaux de requalification de l'espace public rendue nécessaire par la construction d'un projet de 139 logements (dont 42 seront affectés au logement social).

N°MD2021-741 - 30/08/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au projet de bornes de recharge de véhicules électrique " bi-directionnelles" Flexitanie - Demandes de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Objet : EDF avec le soutien de l'ADEME et de la Région Occitanie souhaite mettre en place une expérimentation sur le territoire régional de 100 bornes de recharge de véhicules électriques 1 ou 2 bornes seront installées au centre technique municipal de Garosud et 5 sur le site HELIOS de Fabrègues. La Région prévoit une subvention de 3000 € par borne couvrant les frais d'acquisition. Elle peut être complétée par une aide de 960 € par installation au titre du fond Advenir. EDF facturera un coût de gestion mensuel de 10 € par borne qui sera compensé par une rémunération mensuelle de 20€ par borne au titre de la participation de la Métropole à cette action. Il est proposé de solliciter les subventions correspondantes.

N°MD2021-747 - 30/08/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M9D5240DS - "Travaux d'Aménagement et d'Entretien des Bâtiments Sportifs" - Lot n° 9 "Électricité" - Avenant n° 2

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au lot n° 9 "Électricité" du marché n° M9D5240DS de travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs, avec le groupement formé par SME (mandataire solidaire) et REEL MÉDITERRANÉE (co-traitant), dans le but de valider un changement de SIRET pour le co-traitant REEL MÉDITERRANÉE.

N°MD2021-749 - 31/08/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1B0063DC - Diagnostic, évaluation, orientation et structuration de l'enseignement artistique spécialisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché n°M1B0052DC ayant été infructueux, il a été décidé de recourir à la procédure du marché négocié sans mise en concurrence conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique. Le marché est attribué à la société ABCD sise à Paris. Le montant est de 63 172,50 € HT et la durée de 30 mois toutes tranches confondues.

N°MD2021-761 - 30/09/21 - Direction de la Communication

Décision relative au marché N°G0D0084CO Fourniture, personnalisation et livraison d'objets et textiles promotionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

Objet : Il s'agit d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

L'accord-cadre avec ou sans minimum suivant les lots et sans maximum :

- VENDREDI 13 (1ère), PFC DULLAC (2ème), EUROPRESENT (3ème), pour le lot n° 1 – Articles textiles et bagageries ;
- MGA FRANCE (1ère), STILC (2ème), ALANN MARKS DIFFUSION (3ème), pour le lot n° 2 – Papeteries et objets divers ;
- MILHE ET AVONS pour le lot n° 3 – Sachets et coffrets en papier et carton ;
- MGA FRANCE pour le lot n° 4 – Verre type INAO.

Il est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification renouvelable tacitement 3 fois.

N°MD2021-766 - 31/08/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1B0056DC de transport aller et retour, emballage et déballage d'objets archéologiques pour l'exposition "Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" organisée au musée Henri Prades du 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022

Objet : Un marché n°M1B0056DC de prestation de services est passé avec l'entreprise BOVIS sise à Fleury-Mérogis. Le prestataire effectue le transport aller et retour des collections, l'emballage et le déballage des objets ainsi que la gestion des convoyeurs. Il prend effet à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2022. Le montant du marché s'élève à 48 837 € HT soit 56 252,20 € TTC.

N°MD2021-767 - 01/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M1B0035EA - Prélèvements et analyses d'échantillons d'eau et de boues sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau et de boues sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à la société CEREG sise à Montpellier pour un montant estimatif de 50 217,25 € HT. Le marché est conclu pour 1 an et s'exécute au moyen de bons de commande.

N°MD2021-768 - 03/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Valergues pour la réalisation d'un cheminement modes doux entre Saint-Génies-des-Mourgues et le collège de Baillargues

Objet : Dans le cadre de la réalisation d'un cheminement modes doux entre Saint-Génies-des-Mourgues et le collège de Baillargues, il est nécessaire de conclure une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Valergues.

N°MD2021-776 - 01/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M1D0007EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère - Rochelle - Saint sépulcre) - Commune de MONTPELLIER

Objet : Il s'agit de l'attribution d'un marché de renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère – Rochelle – Saint sépulcre) sur la commune de Montpellier, auprès de la société SOLATRAG sise à Agde. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 761 950,80 € HT et une durée de 7 mois dont 4 semaines de préparation, à compter de sa notification.

N°MD2021-778 - 14/09/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention avec la Ville de Saint Jean de Védas pour la mise à disposition de locaux situés au sein de la médiathèque Jules Verne - Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Saint Jean de Védas de la convention de la mise à disposition de locaux situés au sein de la médiathèque Jules Verne pour 6 demi-journées pour des réunions ou formations assurées et encadrées par la mairie de Saint Jean de Védas.

N°MD2021-781 - 26/08/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché M0D0081EA-Service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrométéorologiques

Objet : Le marché concernant la mise à disposition d'un service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrogéologique est attribué à l'entreprise PREDICT SERVICES. Il s'agit plus précisément d'apporter une assistance aux collectivités (les 31 communes de la Métropole de Montpellier) 24h/24h et 7J/7J. Le marché est conclu pour une période d'un an reconductible 3 fois. L'accord cadre est à bons de commande sans minimum, ni maximum.

N°MD2021-783 - 01/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D0145EA - lot 1 "modification et adaptation technique avec incidence financière des travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrigues (GAIA)" - Autorisation de signature

Objet : Cet avenant a pour objet des modifications et adaptation techniques. Le montant des travaux supplémentaires est de 55 248, 30 € HT, portant le montant global du marché à 902 157, 30 € HT, soit une augmentation de 6, 52 % du montant initial du marché, répartie entre le mandataire SOGEA (46 868, 30 € HT) et le co-traitant TOUJA (8 380 € HT).

N°MD2021-790 - 28/09/21 - Direction du Contrôle de Gestion

Décision relative à l'agrément de la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie par la SAEML Montpellier Events, délégataire de service public pour Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Par la délibération en date du 18/12/2019 le Conseil de Métropole a approuvé la délégation de service public portant sur le Corum-Palais des Congres-Opéra et le Zénith Sud, par la SAEML Montpellier Events. Une convention entre Montpellier Events et l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie a été signée pour une durée de 7 ans, concernant la mise à disposition au Corum-Palais des Congres-Opéra des auditoriums Berlioz, Pasteur et Einstein pour une durée de 118 jours / an, ainsi que d'autres espaces à usage

artistiques, mais également des locaux à usage de bureaux moyennant un loyer de 2 428 230 € HT pour l'année 2020. Cette convention d'accueil doit être approuvée.

N°MD2021-791 - 30/09/21 - Direction du Contrôle de Gestion

Décision relative à l'agrément de la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Montpellier Danse par la SAEML Montpellier Events, délégataire de service public pour Montpellier Méditerranée Métropole et de l'avenant n°1

Objet : Dans le cadre du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du Corum-Palais des Congres-Opéra et du Zénith Sud, une obligation d'accueil de certaines associations culturelles au sein du Corum-Palais des Congres-Opéra est prévue. Montpellier Events a l'obligation de souscrire des conventions avec les structures culturelles ; celles-ci font l'objet d'un agrément de la part de Montpellier Méditerranée Métropole. A cette décision d'agrément est joint la convention entre Montpellier Events et Montpellier Danse concernant la mise à disposition pour 26 jours par an pour le festival Montpellier Danse et la saison de danse, moyennant un loyer de 384 221 € HT pour l'année 2020 (indexé). En raison de la situation sanitaire, une compensation des jours non utilisés de l'année 2020 a fait l'objet d'un avenant actant un report en 2021.

N°MD2021-793 - 10/09/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°05/TRAV/18 Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Avenant n° 1

Objet : Dans le cadre de l'exécution du marché, il convient d'intégrer à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des prix nouveaux pour faire face aux besoins requis au cours du chantier. L'avenant est signé avec le groupement SERPE/RAZEL BEC/VEOLIA pour un montant de 145 559, 14 € HT.

N°MD2021-794 - 03/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à la Semaine Européenne de la Mobilité - Concours proposés par Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donner un retentissement important à la Semaine Européenne de la Mobilité 2021 (16 au 22 septembre). A cette occasion, trois concours sont proposés et donneront lieu à récompense sous forme de bons d'achat :

- concours Selfie ADAGES / Photos Amateur Métropole ;
- concours covoiturage Métropole – KLAXIT programme Tous Covoitureurs
- challenge marche à pied

N°MD2021-795 - 28/09/21 - Direction des Finances

Décision relative aux modalités d'utilisation de carte professionnelle - Modalités d'utilisation

Objet : La carte professionnelle permet au titulaire de procéder au paiement de frais, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique et de la réglementation en vigueur afférente aux frais de déplacements et de représentation. La carte professionnelle est une carte à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels strictement définis et dans la limite des seuils fixés par la réglementation. Aucune dépense à caractère personnel ne peut être payée avec cette carte

N°MD2021-799 - 03/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°M0D0061DM de prestations de raccordement des carrefours à feux au système centralisé de gestion des déplacements Pétrarque - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M0D0061DM à l'entreprise GERTRUDE SAEM sise à Bordeaux. Il concerne les prestations de raccordement des carrefours à feux au système centralisé de gestion des déplacements Pétrarque. L'accord-cadre sans minimum ni maximum, non-alloté est attribué pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°MD2021-802 - 14/09/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à un marché subséquent issu d'un accord-cadre UGAP de "Gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements" au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à signer un marché subséquent issu d'un accord-cadre UGAP avec l'entreprise FATEC GROUP SAS, sise à Marseille. Il concerne la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 30 mois avec une reconduction possible de 6 mois. La dépense estimative est de 25 000 € HT pour les frais de gestion, et de 700 000 € HT pour le coût annuel des fournitures et

réparations.

N°MD2021-804 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées A 3090, A 3092 et A 3093 - Copropriété du centre commercial Les Olivettes - Cœur du village - Commune de Sussargues

Objet : Dans le cadre de la requalification de la rue Louis Bouis, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aménager une voie apaisée et sécurisée de desserte locale, tout en renforçant l'aspect qualitatif et paysager des espaces publics du cœur du village de Sussargues. Cette traversée de cœur de village gagnerait en attractivité en intégrant au projet, l'espace privé situé devant le centre commercial, partie commune de la copropriété du centre commercial Les OLIVETTES. Lors de l'AG du 27/03/2021 dernier la copropriété a accepté la cession des parcelles cadastrées A 3090 (269 m²), A 3092 (76 m²) et A 3093 (172 m²) au prix de 15 000 €.

N°MD2021-806 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 16 logements sociaux - Résidence ' Carpe Diem ' - ZAC Horts de Vernis, Lot 145, à Saussan - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 1 932 874 € sollicité par FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Carpe Diem », lot 145 ZAC Horts de Vernis à Saussan. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-807 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 37 logements sociaux - Résidence ' Bella Roma ' - ZAC Horts de Vernis, lot 148, à Saussan - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 4 377 493 € sollicité par FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 37 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Bella Roma », lot 148 ZAC Horts de Vernis à Saussan. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-808 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Les Jardins de Castries 3 ' - Rue du Sergent Willis Harless à Castries - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 596 309 € sollicité par FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Jardins de Castries 3 », 88 rue du Sergent Willis Harless à Castries. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-809 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipement public Lotissement "Le Clos René" - Propriétés de GGL Groupe - Commune de Lattes

Objet : GGL GROUPE a sollicité de la Métropole, la rétrocession de la voirie et équipement public (bassin de rétention) du lotissement "Le Clos René". Après vérifications techniques, le Pôle Littoral a émis un avis favorable à cette rétrocession. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2021-811 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipement public - Lotissement "Les Serres de Maurin" - Propriétés de GGL Groupe - Commune de Lattes

Objet : GGL GROUPE a sollicité de la Métropole, la rétrocession des voiries du lotissement "Les Serres de Maurin". Après vérifications techniques, le Pôle Littoral a émis un avis favorable à cette rétrocession. La

transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2021-812 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries du lotissement "Clos du Pêcheur" - Propriétés de GGL Groupe - Commune de Pérols

Objet : GGL GROUPE a sollicité de la Métropole, la rétrocession des voiries du lotissement "Clos du Pêcheur" à Pérols. Après vérifications techniques, le Pôle Littoral a émis un avis favorable à cette rétrocession. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2021-814 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des voiries et équipements publics de la ZAC des Garrigues - Propriétés GGL Groupe - Commune de Pérols

Objet : GGL GROUPE a sollicité de la Métropole, la rétrocession des voiries et équipements publics de la ZAC des Garrigues. Après vérifications techniques, le Pôle Littoral a émis un avis favorable à cette rétrocession. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2021-815 - 17/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M1D0022EA - Renouvellement du Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M1D0022EA l'entreprise EHTP MALET sise à Mauguio. Il concerne le renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis. Il est conclu pour un montant de 1 839 620 ,42 € HT et pour une durée de 9 mois à compter de sa notification.

N°MD2021-816 - 30/08/21 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n° 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine Olympique Angelotti - Société ABCLM Fitness - Autorisation de signature

Objet : L'avenant procède au transfert de la convention, pour laquelle la société ABMADO FITNESS devient le nouveau signataire, dès la notification du présent avenant. La société ABMADO FITNESS s'engage à poursuivre l'exécution de la convention dans les termes et conditions initiaux.

N°MD2021-817 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle RB n°47, sise commune de Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur Sud Zénith

Objet : Dans le cadre de la poursuite des réserves foncières sur le secteur de Sud Zénith en vue de la réalisation du dépôt de tramway notamment, il est nécessaire d'acquérir la parcelle RB n°47 d'une superficie de 1 157 m² supportant une maison d'habitation. Le prix d'acquisition est de 341 550 €. Le bien est vendu loué à titre d'habitation principale dont la fin de bail est prévue le 31/03/2024. Le démarrage des travaux d'aménagement du secteur ne nécessitant pas la démolition de la maison dans un premier temps, la Métropole devra procéder à la dénonciation du bail dans les légaux.

N°MD2021-820 - 03/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0D0030DM de Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la conception et la réalisation d'aménagements cyclables - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant de transfert n°1 au marché n°M0D0030DM à la suite de la fusion, le 1/06/2021, des entreprises SITETUDES et PRESENTS. Le marché est transféré à la SA PRESENTS, dont le siège se situe à LYON.

N°MD2021-821 - 15/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - Lot 1 Jacques Cœur - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°M9D0085EA de réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - lot 1 Jacques Cœur avec le groupement VEOLIA EAU/OBI dont le mandataire est la société VEOLIA EAU, afin de prendre en compte les travaux supplémentaires rendus nécessaires. L'avenant est conclu pour un montant de 24 100 € HT. Le nouveau montant total du marché est porté à 177 165,86 € HT.

N°MD2021-823 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue de la voie - Lotissement le

Clos des Oliviers - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 20 m² issue de la voie située Lotissement Le Clos des Oliviers sur la Commune de Vendargues. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public et intègre cette emprise dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2021-825 - 23/09/21 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative au marché n°G0D0050IG de prestations topographique et foncière pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier

Objet : Un marché n°G0D0050IG de prestations topographiques et foncières a été conclu :

- pour le lot 1 : groupement DGEMA SELAS GEOMETRE S EXPERTS/ GALILE sis à Montpellier pour un montant sans minimum, ni maximum et un montant estimatif annuel de 43 381,50 € HT ;
- pour le lot 2 : CABINET SIRAGUSA sis à Montpellier pour un montant sans minimum, ni maximum et un montant estimatif annuel de 25 953,50 € HT ;
- pour le lot 3 : groupement CABINET PAGES TIP/DETECT RESEAU/CABINE BENOIT sise à Montpellier pour un montant sans minimum, ni maximum et un montant estimatif annuel de 26 167,50 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an reconductible tacitement trois fois par période de un an.

N°MD2021-826 - 03/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0051EP - Travaux de renouvellement des couches de roulement - Secteur Ouest - Attribution

Objet : Le marché subséquent n°M1D0051EP est attribué à l'entreprise SPIE BATIGNOLLE MALET sise à Mauguio. Il est conclu pour un montant de 539 896,56 € HT et prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 7 jours calendaires pour la tranche ferme, la tranche optionnelle 1 et la tranche optionnelle 2 et de 14 jours calendaires pour la tranche optionnelle 3. Ces délais d'exécution ne comprennent pas une période de préparation du chantier de 30 jours calendaires par tranche.

N°MD2021-827 - 23/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché n° M0C0045DE - Prestations de traductions - Autorisation de signature

Objet : Le marché n°M0C0045PRES "prestations de traductions" est attribué :

- pour le lot 1 pour un montant maximum de 25 000 € HT/an à l'entreprise COMMTEXT sise à MONTPELLIER,
- pour le lot 2 pour un montant maximum de 25 000 € HT/an à l'entreprise ELAN LANGUAGES SA sise à HEUSDEN – ZOLDER (Belgique).

L'accord cadre prendra effet à compter de sa notification pour les lots 1 et 2. Sa durée est de 12 mois reconductible 3 fois pour les lots 1 et 2.

N°MD2021-828 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession des parcelles BT 273 et BT 325 situées Lieudit Lauriol Commune de CLAPIERS

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur DAINAT les parcelles cadastrées BT 273 d'une superficie de 147 m² et BT 325 d'une superficie de 111 m² situées lieudit Lauriol sur la Commune de Clapiers. Cette cession aura lieu au prix de 70 € le mètre carré, soit un montant total de 18060 euros.

N°MD2021-829 - 08/09/21 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une occupation temporaire du domaine public du parking du Prévost et de la plage à Villeneuve-lès-Maguelone par l'association Kite & WindSurf Maguelone à l'occasion du festival Festikite 2021 ' championnat d'Europe de Kitefoil ' - Autorisation

Objet : A l'occasion de l'organisation du championnat d'Europe de Kitefoil sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, il convient d'autoriser l'occupation, à titre gracieux, d'une partie du domaine public du parking du Prévost pour l'installation du Village des exposants de l'association Kite & Windsurf Maguelone du 6 au 12 septembre 2021.

N°MD2021-830 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS 263 - Rue du Moulin - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision GUITTON la parcelle AS 263 d'une superficie de 118 m², située rue du Moulin sur la Commune de Vendargues, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole. La transaction est consentie au prix de 50 € / m² soit un total de 5 900 €.

N°MD2021-833 - 02/09/21 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1D0025DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2021 - Autorisation de signature

Objet : Compte tenu des circonstances sanitaires, des modifications du marché initial s'effectuent dans le cadre des articles L. 2194-1 2°, R. 2194-2 et R. 2194-3 du code de la commande publique. Un avenant n°1 est signé avec la société HURRICANE, titulaire du marché. Ainsi, il est proposé de supprimer des prestations incompatibles avec les conditions sanitaires d'un montant de 70 000 € HT, l'ajout de nouvelles prestations compatibles avec les conditions sanitaires en vigueur d'un montant de 23 646 € HT et de prolonger la durée du marché jusqu'au 31/12/2021.

N°MD2021-834 - 03/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public Emprise de 25 m² angle rue du Professeur Henri Roseau & rue du Maréchal Gallieni Commune de Montpellier

Objet : Il convient de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 25 m², accessoire de voirie, située angle rue du Professeur Henri Roseau & rue du Maréchal Gallieni à Montpellier, afin de pouvoir l'aliéner.

N°MD2021-836 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au classement dans le domaine public métropolitain des chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser le classement de 4 chemins ruraux de la Commune de Montpellier dans le domaine public routier métropolitain en raison de leur perte des caractéristiques des chemins ruraux.

N°MD2021-837 - 28/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au renouvellement d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) parcelle CL 717, boulevard Ernest Renan, au profit de l'Association Diocésaine de Montpellier - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la convention d'occupation temporaire de la parcelle CL 717 boulevard Ernest Renan, au profit de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE MONTPELLIER pour la cour de récréation de l'école temporaire Sainte Jeanne d'Arc, dans l'attente de la reconstruction de l'école définitive.

N°MD2021-839 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession du domaine public ' Ville de Montpellier ' au domaine public ' Montpellier Méditerranée Métropole ' - Coursive piétonne avenue de Louisville - Montpellier

Objet : Cession du domaine public Ville de Montpellier au domaine public Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles nouvellement cadastrées LR 336 (134 m²), LR 339 (128 m²) et LR 342 (12 m²), avenue de Louisville à Montpellier, en nature de coursive piétonne.

N°MD2021-841 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Atelier retouche couture - Parcelle KS 1 lot 186 rue de Las Sorbes & avenue de Lodève, Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un fonds de commerce « ATELIER RETOUCHE COUTURE » dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lot 186, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU, pour un montant de 19 500 €.

N°MD2021-842 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un garage - Parcelle KS 1-lot - 186 rue de Las Sorbes et avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de l'acquisition onéreuse du garage, parcelle KS 1 lot 186, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU, pour un montant de 15 000 €.

N°MD2021-843 - 14/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'avenant n°4 à la convention portant occupation temporaire par l'Eco-Cirque Bouglione d'un terrain situé sur la commune de Montpellier

Objet : L'avenant n°4 proroge la convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice de la Société ECOSYTEM-PROD, représentée par son Président André Joseph BOUGLIONE, pour l'occupation de la parcelle cadastrée section RA n° 1 située à Montpellier, d'une contenance de 9 888 m², jusqu'au 31/12/2021. L'avenant est consenti moyennant le versement d'un loyer de 3680 € (40 € par jour, soit 3680 € pour 92 jours)

N°MD2021-844 - 30/08/21 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à l'attribution du marché relatif à la fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché n° M0B0090RH

Objet : Le marché relatif à la fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à l'entreprise SARL DESIGN sise à La Crau (83), pour un montant maximum de 40 000 € HT. La durée du marché est de 12 mois à compter de la notification.

N°MD2021-845 - 01/10/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché M1B0048RI - Délégation des réponses aux DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché de délégation des réponses aux déclarations de travaux effectués à proximité du réseau de télécommunication de la Métropole est attribué à l'entreprise SOGELINK sise à Caluire (69), pour un montant total (reconductions comprises) maximum 88 000 € HT sur 4 ans. La durée du marché est d'un an reconductible 3 fois.

N°MD2021-846 - 23/09/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°G1D0043RI - Accord cadre de travaux en groupement de commande - Phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée - Attributions des lots 1 et 2

Objet : Le Lot 1 "Travaux" est attribué à la société SOGETREL, sise à Pérols pour un montant maximum de 3 000 000 € HT (2,1 M€ pour la Métropole et 900 K€ pour la Ville de Montpellier) et le Lot 2 "Maintenance" est attribué à la société SOGETREL sise à Pérols pour un montant forfaitaire de 12 400 € H.T et un montant maximum de 400 000 € HT pour les prestations faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande. Les deux lots prennent effet à compter de la notification pour une durée d'un an.

N°MD2021-847 - 01/10/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché G0D0025RI marché de maîtrise d'œuvre pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché de maîtrise d'œuvre pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à l'entreprise SUDALYS sise à CALVISSON. Il s'agit d'un marché à bons de commande sans montant minimum et maximum. Sa durée est d'un an reconductible 3 fois.

N°MD2021-851 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision modificative de la décision MD2021-689 relative à l'acquisition d'un plateau de bureau au 8ème étage du bâtiment Coupole sud à Montpellier

Objet : Le propriétaire du plateau de bureaux 8ème étage de l'immeuble Coupole Sud dont l'acquisition par la Métropole a été entérinée par décision en date du 21/07/2021, propose d'inclure dans la vente le mobilier valorisé à 7 980 € HT. Il convient donc de modifier le prix de vente du plateau pour y inclure le mobilier. La valeur d'acquisition est donc de 640 380 € HT.

N°MD2021-855 - 13/10/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention de financement relative à l'aménagement d'une voie verte entre Cournonsec et Monbazin (RM5) - Approbation - Autorisation signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention ayant pour objet de définir les engagements réciproques de chacune de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Etat et les modalités de versement du financement pour la réalisation d'une voie verte le long de la RM5 entre Cournonsec et Monbazin, dans le cadre du 3ème appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables ».

N°MD2021-857 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries dans le lotissement Le Sauvignon - Commune de Saint Drézéry

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL LE SAUVIGNON ou toute société s'y substituant, les parcelles AE 1095 (148 m²), AE 1096 (449 m²), AE 1097 (1010 m²) et AE 1098 (239 m²), constituant les voies et espaces communs du lotissement Le Sauvignon, sur la Commune de Saint Drézéry. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

N°MD2021-858 - 09/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1B0038MG - Prestations d'installation, de location de maintenance et de dépose de système anti-intrusion

Objet : Le marché n°M1B0038MG « Prestations d'installation, de location, de maintenance et de dépose de système anti-intrusion » est signé avec la SAS PROTIM sise à Buc (78) pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT. La durée initiale de l'accord-cadre est de 1 an à compter du 13/09/2021 ou de sa notification. L'accord-cadre peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an.

N°MD2021-859 - 13/10/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une opération de travaux Programme 2021 - Travaux d'électricité sur la commune de Montaud (Aire de remplissage et de rinçage sécurisée pour les agriculteurs) - Demande de subventions auprès d'Hérault Energies

Objet : Dans le cadre de la programmation des travaux 2021, il est prévu des travaux d'électricité sur l'aire de remplissage et de rinçage sécurisée des agriculteurs sur la Commune de Montaud. A cette occasion, il est prévu de demander des subventions à HERAULT ENERGIES.

N°MD2021-860 - 01/09/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2103413-4 TA - DONLON-GIBBONS Rachel"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Philippe AUDOUIN, Avocat, à la suite du dépôt de la requête n°2103413-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Rachel DONLON-GIBBONS tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime passage Francis Ponge à Montpellier.

N°MD2021-861 - 27/08/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public Chemin Communal n°10 de Baillargues à Saint Geniès des Mourgues - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait et prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 332 m² à extraire du domaine public non cadastré, située chemin communal n°10 de Baillargues à Saint Geniès des Mourgues à Castries. L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2021-865 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 26 logements sociaux - ' Ilot Vergne ' - Rue Adam de Craponne à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 2 914 491 € sollicité par FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET DES CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux neufs, "Ilot Vergne", rue Adam de Craponne à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-866 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231 - Commune de Prades-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary,

Commune de Prades-le-Lez. La procédure de transfert d'office est poursuivie.

N°MD2021-868 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à un échange foncier sans soulte avec les copropriétaires de la parcelle BA n°194 sise commune de Grabels - Opération de protection contre les inondations de recalibrage du Rieumassel - Commune de Grabels

Objet : Dans le cadre du deuxième volet du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI 2), il est prévu de recalibrer le cours d'eau du Rieumassel qui traverse la commune de Grabels. Pour ce faire, il est nécessaire d'acquérir certaines emprises foncières en bordure du cours d'eau dont une surface de 138m² à prendre sur la parcelle cadastrée BA n°194. Les copropriétaires ont donné leur accord pour vendre en échange de la cession d'une emprise de même surface à prendre sur la parcelle contiguë appartenant à la Métropole cadastrée BA n°209, afin de reconstituer le lot de la copropriété impacté par le projet. Cet échange foncier a lieu sans soulte compte tenu de la valeur équivalente des biens échangés et nécessite la modification de l'assiette foncière de la copropriété.

N°MD2021-869 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises d'une superficie totale de 41 m² non cadastrées Commune de Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation et prononce le déclassement du domaine public de deux emprises d'une superficie de 23 m² et de 18 m², ancien chemin communal le long de la parcelle cadastrée AO 56 sur la Commune de Jacou, à la suite de la demande d'acquisition de Monsieur et Madame PERRINEAU, en vue de l'agrandissement de leur jardin. Il convient d'intégrer ces emprises au domaine privé de la Métropole, avant de pouvoir les céder.

N°MD2021-870 - 09/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Rue des Bourbouissous Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 8 m² à détacher de la rue des Bourbouissous sur la Commune de Vendargues. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2021-871 - 24/09/21 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à l'accord cadre n°201902929T1901 - Cimetière métropolitain - Avenant n°1 de transfert - Lot n°1 : Terrassement-Voirie-Réseaux et travaux divers - Autorisation de signature

Objet : Les établissements COLAS MIDI MEDITERRANEE ont été transférés à la société COLAS France le 31/12/2020. Aussi, il convient de passer un avenant de transfert du marché relatif au lot n°1 « terrassement, voirie, réseaux et travaux divers ». Cet avenant n'a aucun impact sur le montant du marché.

N°MD2021-872 - 03/09/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Marianne Delafond et d'Olivier Daulte d'un médaillon d'Auguste Baussan (1829-1907), Portrait de Frédéric Bazille, 1862 et de 14 lettres autographes du peintre montpelliérain Frédéric Bazille

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Marianne DELAFOND et de Monsieur Olivier DAULTE d'un médaillon d'Auguste BAUSSAN (1829-1907), Portrait de Frédéric BAZILLE, 1862 et de 14 lettres autographes de Frédéric BAZILLE (1841-1870) d'une valeur totale de 24 960 €. Ce don sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2021-873 - 09/09/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion parcelles cadastrées SR n°4, 29, 30 et 31 Montpellier-Cassation"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS LYON-CAEN et THIRIEZ contre l'arrêt n°RG20/04619 de la Cour d'Appel de Montpellier en date du 27/05/2021 suspendant l'expulsion de Florin CHELU, Lavinia COSTANTIN, Lucien CHELU, Sorinel STAN, Liana BARBU et Fernando STAN des parcelles cadastrées SR n°4, 29, 30 et 31 sises à Montpellier qu'ils occupent sans autorisation et accordant un délai jusqu'au 30/06/2022 pour quitter les lieux.

N°MD2021-874 - 09/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRENCH CREATIV - Ateliers Relais de Prades-le-lez

Objet : Depuis le 16/09/2019, la société FRENCH CREATIV loue à Montpellier Méditerranée Métropole le lot 2 (112 m²) situé dans les Ateliers Relais de Prades-le-lez. Dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat de location, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision.

N°MD2021-875 - 09/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la signature d'un avenant n°2 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société JM INOX TECHNOLOGIE - Ateliers Relais de Prades-le-lez

Objet : Depuis le 13/05/2020, la société JM INOX TECHNOLOGIE loue à Montpellier Méditerranée Métropole le lot 9 (112 m²) situé dans les Ateliers Relais de Prades-le-lez. Dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°2 au contrat de location, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision.

N°MD2021-876 - 09/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société VECTEUR BOIS - Ateliers Relais de Prades-le-lez

Objet : Depuis le 15/04/2020, la société VECTEUR BOIS loue à Montpellier Méditerranée Métropole le lot 10 (112 m²) situé dans les Ateliers Relais de Prades-le-lez. Dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat de location, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision.

N°MD2021-877 - 09/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société VIVODIA - SOLUTIONS CERAMIQUES - Ateliers Relais de Prades-le-lez

Objet : Depuis le 09/09/2019, la société VIVODIA - SOLUTIONS CERAMIQUES loue à Montpellier Méditerranée Métropole le lot 6 (105 m²) situé dans les Ateliers Relais de Prades-le-lez. Dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat de location, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision.

N°MD2021-880 - 30/08/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M1B0067JM concernant l'étude organisationnelle de la fonction achats et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché « Etude organisationnelle de la fonction achat et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole » est attribué à la société OVEUS, sise à Lyon, pour un montant forfaitaire de 25 600 € HT pour une durée de 4 mois. Le marché prévoit aussi des prestations complémentaires éventuelles à prix unitaires pour un montant maximum de 15 000 € HT.

N°MD2021-881 - 13/10/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social pour la construction de 18 logements en location-accession, résidence ' Séquoïa ', 2715 avenue Étienne Méhul à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100% le remboursement du prêt d'un montant de 2 419 296 € sollicités par CDC HABITAT SOCIAL auprès de LA BANQUE POSTALE pour financer la réalisation de 18 logements neufs en location-accession, résidence « Séquoïa », 2715 avenue Étienne Méhul à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-882 - 08/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M1B0057EP "fourniture de sels de déneigement" - Attribution du marché

Objet : Un marché pour la fourniture de sels de déneigement est conclu avec l'entreprise QUADRIMEX Sels sise à Cavaillon (89), pour un montant maximum de 89 940 € HT et d'une durée de 3 ans.

N°MD2021-883 - 09/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la location du lot CS 0.4 / 0.5 / 0.6

d'une surface de 120 m² pour une période de 11 mois avec la possibilité de prolonger le bail de 6 mois supplémentaires. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche, spécialisé dans le diagnostic humain. La société prévoit un effectif de 45 personnes à 3 ans.

N°MD2021-884 - 09/09/21 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Garosud pour la parcelle OH 55 TAM Commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'une convention de participation entre Montpellier MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, la TAM et la SERM dans le cadre de la création d'un local de bureaux à destination de la TAM dans la ZAC Garosud. Le montant de la participation est fixé à 80 €/m² de surface plancher, soit un montant estimatif de 16 400 €.

N°MD2021-885 - 15/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière de 32 m² de bien immobilier sis au 1 566 Route de Mende dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 32 m² du bien immobilier situé 1566, route de Mende, à MONTPELLIER, cadastré section AL n° 234, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence « La Paquière », dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway. Le montant de cette acquisition est de 2 688 €.

N°MD2021-886 - 15/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière de 4 475 m² et 398 m² de biens immobiliers sis lieudit GIRAC à CLAPIERS dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 4 475 m² et 398 m² des biens immobiliers situés lieudit Girac à Clapiers, cadastrés respectivement section BV n°34 et BV n°38, appartenant à Madame BROUSSE Jacqueline épouse BRACCO, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway. Le montant de cette acquisition est de 17 062 €.

N°MD2021-887 - 01/09/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2103616-4 TA - PICOU Madeleine"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Philippe AUDOUIN, Avocat, suite au dépôt de la requête n°2103616-4 le 8/07/2021 par Madame Madeleine PICOU tendant à la condamnation pécuniaire de Montpellier Méditerranée Métropole pour préjudice subi suite à la suite d'une chute accidentelle dont elle a été victime le 27/04/2018 sur le territoire de la Commune de Cournonterral.

N°MD2021-889 - 05/10/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1B0009VD - Broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont à la Société SUD BROYAGE RECYCLAGE - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0009VD à la Société SUD BROYAGE RECYCLAGE sise à Manduel. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 mois maximum et pour un montant maximum de 85 000 € HT.

N°MD2021-890 - 10/09/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1B0066DS - Nettoyage de la Piscine Olympique Angelotti de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° M1B0066DS à l'entreprise SUD SERVICE sise à Castelnau-le-Lez. Il concerne le nettoyage de la Piscine Olympique Angelotti. Il est conclu pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 89 000 € HT. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2021.

N°MD2021-892 - 01/09/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Occupation illicite domaine de Barlet"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats "Jean-Philippe MÉNEAU" devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à la suite de l'avis de déclaration d'appel n°21/04338, N° RG 21/05262, en date du 23 août 2021, déposée par Maître Elise De FOUCAULT, Avocate, au nom de Monsieur Sorinel STAN, Madame Liliane BARBU, Monsieur Fernando STAN, Madame Marinella MIHAI et Monsieur Diego STAN à l'encontre de l'ordonnance d'expulsion du Tribunal Judiciaire de Montpellier rendue le 30/07/2021 (RF n°1221000705) et ce, dans le cadre d'une occupation sans autorisation de la parcelle cadastrée SM 0008 sise à Montpellier dit "Domaine de Barlet".

N°MD2021-893 - 28/09/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Dommages aux biens - Avenant n°3 du lot 2 - Souscription des contrats d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Conformément aux dispositions du contrat d'assurance Dommages aux biens 1ère ligne de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un commun accord entre les parties, la compagnie d'assurance SMACL a édité un avenant ayant pour objet la mise à jour de la superficie du parc immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole dont la liste des bâtiments peut ensuite être consultée et amendée. La superficie assurée au 1/01/2021 est de 358 022 m².

N°MD2021-894 - 15/09/21 - Direction des Mobilités
Décision relative à la modification de la décision n°MD2020-207 relative à un accord-cadre n°M9D0094EA - Travaux de terrassement et de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau

Objet : Il s'agit d'autoriser l'exécution du marché sur tous les chapitres budgétaires de la collectivité.

N°MD2021-895 - 08/09/21 - Direction Services aux Territoires
Décision modificative à la suite d'une erreur matérielle - Marché n°M9B0039AT d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du nettoyage de l'espace public et de l'entretien des espaces verts

Objet : La présente décision modifie la décision n°2019-785 qui comportait une erreur matérielle dans le montant du marché et qui ne mentionnait pas la bonne imputation budgétaire. Le marché n°M9B0039AT a été attribué au groupement d'entreprises SAGE ENGINEERING/PARME AVOCATS pour un montant initial de 74 925 € HT.

N°MD2021-896 - 01/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Décision relative à un avenant n°1 au contrat précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Michel Navarro - Maison de gardien Domaine de la Pompignane

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Michel NAVORRO signent un avenant n°1 de prolongation au bail précaire concernant la maison du gardien Domaine de la Pompignane à Montpellier. L'avenant n°1 prolonge le terme le bail au 30/09/2021. Les autres dispositions du bail restent inchangées.

N°MD2021-898 - 15/09/21 - Direction des Mobilités
Décision relative à l'acquisition foncière d'une parcelle de 1 505 m² sise 9367 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée BT 12, d'une surface cadastrale d'environ 1 505 m² sur laquelle se situe une maison d'habitation d'environ 153 m² habitable, sise 9367 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision VETTOREL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 441 000 €.

N°MD2021-901 - 23/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi
Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY pour l'occupation d'une surface de 14,40 m² au sein du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 30/09/2024 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 202,90 €.

N°MD2021-902 - 03/09/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine
Décision relative à une convention de prêt de mobiliers archéologiques pour l'exposition "A Table" au musée Auguste Jacquet de Beaucaire

Objet : Le musée d'Histoire et d'Archéologie Auguste Jacquet est un équipement de la Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence. Ce musée organise une exposition intitulée « A table » du 18/09/2021 au 31/08/2022. Dans ce cadre, il désire emprunter huit objets appartenant au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-904 - 09/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Locaux site Helios à Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de locaux avec la société INOXY FILMS, sise à Paris. Le contrat concerne des locaux situés sur le site Hélios, lieudit Mante sur la Commune de Fabrègues. Le contrat est conclu pour une période allant de la signature du contrat jusqu' au 22/12/2021. La location est consentie pour une redevance forfaitaire de 12 000 € TTC.

N°MD2021-906 - 22/09/21 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'octroi de subventions aux 8 copropriétés souhaitant engager un audit dans le cadre du Guichet Unique de la rénovation énergétique et autorisation de signature des contrats d'audits tripartites AREC / 3M / copropriété.

N°MD2021-907 - 15/09/21 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n° M9B0055DC de Fournitures de lampes et tubes fluorescents - Modification de la décision n° MD2019-1060

Objet : Il s'agit d'autoriser l'exécution du marché sur tous les budgets de la Métropole.

N°MD2021-908 - 28/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle CD 317 - Allée des Ifs - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE, la parcelle CD 317 d'une superficie de 211 m², constituant l'Allée des Ifs sur la Commune de Castelnau-le-Lez afin de régulariser la situation juridique de cette voie et de l'intégrer au Domaine Public Métropolitain. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien, à savoir une voie de desserte.

N°MD2021-909 - 28/09/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M1B0075DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement de la pétanque - Mondial de la pétanque 2021 - Attribution

Objet : Le marché n° M1B0075DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement de la pétanque - Mondial de la pétanque 2021 » est attribué à l'association ODYSSEE EVENTS, pour un montant forfaitaire de 39 167,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 3/10/2021 inclus.

N°MD2021-911 - 16/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la consignation - Prémption de la Propriété Michaud - Villa avec terrain - Parcelle AE 262 - 2 impasse des Galfières - Commune de Pérols

Objet : Par décision du 3/06/2021, Montpellier Méditerranée Métropole a exercé le droit de préemption sur la vente de la propriété MICHAUD, une villa avec terrain située 2 impasse des Galfières à Pérols, cadastrée AE 262, dans le cadre du projet d'aménagement « Ode à la Mer ». A la suite du recours gracieux formé par Madame MICHAUD, indiquant qu'elle refuse de vendre son bien au prix pourtant proposé par elle-même dans la déclaration d'intention d'aliéner, il convient de demander à titre conservatoire à la SA3M concessionnaire de consigner le montant de la vente soit 550 000 €.

N°MD2021-912 - 22/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché 5092EP18 "contrôles électriques des installations d'éclairage public de la Ville de Montpellier" - Avenant 1 - Autorisation de signature

Objet : Il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché 5092EP18 de contrôles électriques des installations d'éclairage public de la Ville de Montpellier modifiant les modalités de révisions des prix prévues CCAP. Cette modification permettra de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures.

N°MD2021-913 - 28/09/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4758 Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Rieumassel - Commune de Grabels

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au marché 4758 Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Rieumassel sur la commune de Grabels afin de fixer la rémunération définitive du maître d'oeuvre, ANTEA GROUP sis à Pérols. Le montant de l'avenant est de

41 452, 40 € HT.

N°MD2021-914 - 06/10/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation de travaux sur le site de la médiathèque La Gare de Pignan

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande d'autorisation de travaux pour mise en accessibilité sur le site de la médiathèque La Gare de Pignan.

N°MD2021-915 - 09/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota série 10350 type GZD21 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une tondeuse autoportée de marque KUBOTA type GZD21 série 10350 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la mise aux enchères.

N°MD2021-916 - 22/09/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché M9D0090EP "Travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier"

Avenant 1 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du marché subséquent M9D0090EP "Travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier", il est nécessaire de conclure un avenant en augmentation avec EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE, titulaire du marché, à la suite à des sujétions techniques imprévues. L'avenant est d'un montant de 57 481,24 € HT sur la tranche ferme du marché, soit 4,50% d'augmentation.

N°MD2021-917 - 09/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un tracteur tondeuse vétuste de marque Kubota type BW2200E immatriculé EE-375-YL - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un tracteur tondeuse de marque KUBOTA type BW2200E immatriculé EE-375-YL à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-919 - 16/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS - Parcelle cadastrée RK 16 - Cimetière de Grammont - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre des travaux sur le cimetière de Grammont, ENEDIS demande la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée RK 16, emprise foncière du funérarium, moyennant une indemnité forfaitaire de 23 €.

N°MD2021-921 - 09/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Orec modèle AV98 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une tondeuse autoportée de marque OREC modèle AV98 n° de série AFZHL0937 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-922 - 09/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une balayeuse vétuste Schmidt Swingo type Contact 200 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une balayeuse SCHMIDT SWINGO type Contact 200 n° 2720022 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la mise aux enchères.

N°MD2021-924 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste de marque Renault type T3562PB immatriculé EP-099-HZ - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un tracteur tondeuse de marque RENAULT type T3562PB immatriculé EP-099-HZ à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-925 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un épandeur à engrais vétuste de marque Khun modèle VSA360 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un épandeur à engrais de marque KHUN type VSA360 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le montant de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-926 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un saleur sur essieu vétuste de marque Khun modèle SU602 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un saleur sur essieu de marque KHUN type SU602 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-928 - 28/09/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M1B0086DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du sport - Occitanie Esports Montpellier 2021 - Attribution

Objet : Considérant la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à l'édition 2021 du Occitanie Esports Montpellier 2021, il convient d'attribuer le marché n° M1B0086DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du Sport - Occitanie Esports Montpellier 2021 » à la société OCCITANIE EVENTS, pour un montant forfaitaire de 75 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 10/10/2021 inclus.

N°MD2021-930 - 22/09/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0060AT - Travaux d'aménagement du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez - Attribution

Objet : Le marché subséquent M1D0060AT de travaux d'aménagement du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez, lot 3 "3 M Est" est attribué à l'entreprise EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas, pour un montant estimatif de 349 966, 70 € HT. La durée du marché est de 12 semaines (hors période de préparation).

N°MD2021-934 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un Manitou vétuste modèle MCE30HZ - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un Manitou modèle MCE30HZ n° TLDA30N1160 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-936 - 23/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société ATLANTIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société ATLANTIDE pour une surface locative au sein de la pépinière CAP OMEGA et pour une période de 21 mois à compter du 1/10/2021 et jusqu'au 30/06/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 14,07 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 185,58 €.

N°MD2021-938 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve d'arrosage vétuste de marque Berthoub - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve d'arrosage de marque BERTHOUB, n° de série 891441 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-939 - 23/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1/10/2021, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31/12/2021. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 102,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha s'élève à 1 335,51 €.

N°MD2021-942 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la rénovation et la modification des ouvertures d'un bâtiment situé sur le site Hélios à Fabrègues (34 690)

Objet : Autorisation pour Montpellier Méditerranée Métropole de déposer une déclaration préalable de travaux concernant la rénovation et la modification des ouvertures du bâtiment S du site Hélios, lieudit Mante, parcelle CA 0015 à Fabrègues.

N°MD2021-944 - 23/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 25/02/2014, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de six mois supplémentaire, à compter du 1/10/2021 jusqu'au 31/03/2021. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 54,60 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha s'élève à 657,38 €.

N°MD2021-946 - 13/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une épareuse vétuste de marque Rousseau modèle Castor identifiée 3M-923 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une épareuse modèle CASTOR identifiée 3M-923 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-948 - 28/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des voiries et équipements publics du lotissement "Les Terrasses du Pont" - Propriétés GGL Groupe - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : GGL GROUPE a sollicité la Métropole la rétrocession des voiries et équipements publics du lotissement les "Terrasses du Pont" situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Après vérifications techniques, le Pôle Littoral a émis un avis favorable à cette rétrocession. La transaction est consentie au prix d'1 € avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2021-950 - 23/09/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01/04/2017 est conclu avec la société VAONIS pour une période de trois mois, soit du 01 octobre 2021 jusqu'au 31/12/2021 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société de 1 960,28 €.

N°MD2021-952 - 17/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757- AX techniquement réparable et économiquement irréparable -Abrogation de la décision de réforme MD2019-518 du 17/05/2019

Objet : La décision n° MD2019-518 en date du 17/05/2019 est abrogée. Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque PEUGEOT Partner immatriculé EK-757-AX à la SMAC ASSURANCES, sise à Niort (79). Le prix de la cession s'élève à 6 950 € HT.

N°MD2021-953 - 28/09/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0055JM - Prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 Prestations de conseil juridique et de représentations juridiques en matière de droit de la commande publique et droit de la construction (juridictions des 1er et 2d degrés)

Objet : L'avenant n°1 au lot n°2 doit permettre d'ajouter la répartition financière entre co-traitants du lot et les comptes bancaires distincts du groupement. Cet avenant est sans incidence financière.

N°MD2021-957 - 27/09/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Juvignac - parcelles BT 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 - rue du Pergasan et rue de Labournas - Juvignac

Objet : Il s'agit du retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Juvignac sur les parcelles BT 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 - rue du Pergasan et rue de Labournas à Juvignac, afin de permettre la

réalisation du projet d'aménagement d'un grand pôle d'attractivité économique dit « MED VALLEE », projet relevant de la compétence de la Métropole.

N°MD2021-959 - 17/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur Michel Navarro - Maison d'habitation située 590 rue de la Cavallade à Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire de location avec Monsieur Michel NAVARRO concernant une maison d'habitation située 590 rue de la Cavallade à Montpellier. Le bail précaire prendra effet à compter de la signature jusqu'au 31/12/2022. Le bail précaire est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel de 450 € payable mensuellement et hors abonnements individuels. Les fluides (eaux, électricité, chauffage, etc...) et autres abonnements individuels sont à la charge du locataire.

N°MD2021-961 - 07/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M0D0073EA - Études hydrauliques pour l'accompagnement des actions liées à la compétence GEMAPI

Objet : Un marché n°M0D0073EA - Études hydrauliques pour l'accompagnement des actions liées à la compétence GEMAPI doit être conclu avec les sociétés : le groupement EGIS EAU – SEPIA CONSEIL sis à Montpellier ; la société SETEC HYDRATECH sise à Vitrolles et la société SAFEE sise à Montpellier, sur la base d'un accord-cadre multi-attributaires (3 maximum) à bons de commande sans minimum, ni maximum. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

N°MD2021-962 - 07/10/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-les-Maguelone - Lot 3 : Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le Point Propreté de Villeneuve-les-Maguelone

Objet : L'avenant n°2 au marché M9D0148VD - lot 3 porte sur la réalisation de prestations supplémentaires par des circonstances impossibles à prévoir, ce qui a entraîné la création de prix nouveaux, la variation des quantités prévisionnelles et la modification en conséquence des délais d'exécution. Un avenant est donc conclu avec le titulaire du marché COLAS FRANCE pour prolonger le délai d'exécution d'un mois et acter le montant supplémentaire des travaux de 39 733, 22 € HT.

N°MD2021-963 - 01/10/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°G0C0017RI de maintenance et prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES - Avenant

Objet : Un avenant est passé avec le titulaire OPERIS, pour changer les montants maximum HT de chaque période annuelle : soit pour la première année un montant sans minimum et avec un maximum annuel de 100 000 € HT et 40 000 € HT pour les deuxième et troisième année et 30 000 € HT pour la quatrième année (soit 210 000 € H.T. pour la durée totale du marché). Il n'y a aucune incidence financière sur le montant total initial du marché.

N°MD2021-964 - 28/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n° M1B0037MG "Maintenance des moyens de secours d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un marché n°M1B0037MG « Maintenance des moyens de secours d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la SAS EUROFEU SERVICES. La durée du marché prend effet dès sa notification jusqu'au 18/10/2022. Le marché est conclu pour un montant sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT et peut être reconduit de manière tacite 2 fois par période de 3 mois.

N°MD2021-966 - 28/09/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°9 au contrat de partenariat pour la conception, la réalisation, le préfinancement, l'exploitation, la gestion et le renouvellement des installations nécessaires à la mise en lumière de la commune de Castelnau-le-Lez et au fonctionnement de l'éclairage public - Montpellier Méditerranée Métropole / TRAVESSET (CITEOS)

Objet : Dans le cadre du contrat de partenariat public privé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TRAVESSET (CITEOS) pour la mise en lumière et le fonctionnement de l'éclairage public de la ville de Castelnau-le-Lez, il est nécessaire de conclure un avenant n°9 à la suite de la modification du programme initial des travaux.

N°MD2021-973 - 08/10/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°5141EP18 de fournitures de lampes d'éclairage public - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Objet : L'avenant 2 est signé avec le titulaire EDDEP, afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures du marché 5141EP18 de fournitures de lampes d'éclairage public. Il est donc nécessaire de modifier l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières. Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché.

N°MD2021-974 - 12/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°G9D0138MG - Maintenance et réparation des véhicules techniques - Attribution

Objet : Dans le cadre de l'attribution des lots du marché n° G9D0138MG" Maintenance et réparation des véhicules techniques pour le groupement de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier" :

- le lot 1 « Maintenance et réparation des balayeuses multimarques » est attribué à la société EUROPE SERVICE sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum,
- le lot 2 « Maintenance et réparation des épareuses, gyrobroyeurs et rotobroyeurs » est attribué à la société NOREMAT sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum,
- le lot 3 « Maintenance et réparation des engins divers travaux publics, industriels, agricoles » est attribué à la société SVIS sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum,
- le lot 4 « Maintenance et réparation des nacelles et autres matériels équipés de systèmes hydrauliques » est attribué à la société HYDRAU SERVICE sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum,
- le lot 5 « Maintenance et réparation des véhicules utilitaires de moins de 3 T5 types bennes et plateaux et poids lourds » est attribué à la société MONTPELLIER POIDS LOURDS sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Les lots sont attribués pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an.

N°MD2021-975 - 07/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M9B0141 de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers

Objet : L'avenant n°1 au marché n°M9B0141 de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers est signé afin de prendre en compte la plus-value engendrée par la reprise des études déjà réalisées faisant suite à une modification du projet de voirie ainsi que d'accorder un délai supplémentaire à l'entreprise pour faire la reprise des études. Le montant de l'avenant est de 20 700 € HT. Les délais estimatif d'exécution sont prolongés de 12 mois.

N°MD2021-976 - 28/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - 515 rue Alfred Nobel à Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée conclut un contrat de location avec la société INCARE. Le contrat porte sur un local d'environ 79 m², propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier. Le contrat est conclu pour une période de 2 ans à compter de sa signature. Le montant du loyer semestriel pour les 6 premiers mois de la location est calculé sur une base de 60 € HT/m²/ an, soit 2 370 € HT, avec la TVA au taux en vigueur (20%) en sus, soit 2 844 € TTC. Le montant du loyer semestriel pour les 6 mois suivants est calculé sur une base de 70 € HT/m²/an, soit 2 765 € HT, avec la TVA au taux en vigueur en sus soit 3 318 € TTC. Le montant du loyer annuel à partir du premier anniversaire du contrat est calculé sur une base de 80 € HT/m²/an, soit 6 320 € HT, avec la TVA au taux en vigueur en sus soit 7 584 € TTC.

N°MD2021-978 - 07/10/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à la modification de la décision MD2020-1183 attribuant le marché n°M0B0054EA de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud

Objet : Il est proposé de modifier la décision MD2020-1183 attribuant le marché n°M0B0054EA de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la Commune de Montaud afin de modifier le chapitre sur lequel a été initialement imputée la dépense. En effet, celle-ci doit être imputée sur le

N°MD2021-984 - 12/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché G0D0031MG Fournitures d'environnement de bureau

Objet : Un avenant n°1 marché n° G0D0031MG « acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau » est signé avec la société FIDUCIAL BUREAUTIQUE, titulaire afin de rectifier le taux de remise sur 11 produits suite à une erreur matérielle du titulaire. L'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

N°MD2021-986 - 30/09/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Gérard Marini - Logement au 514 rue Léon Jouhaux à Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire de location avec Monsieur Gérard MARINI concernant un logement situé au 514 avenue Léon Jouhaux à Montpellier. Le bail précaire a une durée de 6 mois à compter de la signature et est renouvelable une fois 6 mois. Le bail précaire est consenti à titre gracieux pour sujétion de service au regard des contraintes horaires et de présence et disponibilité sur site. Le locataire devra supporter l'ensemble des réparations locatives et charges locatives afférentes au logement (fluides, assurance locative, taxes liées à l'occupation des locaux...). Les charges seront payables au bailleur par le locataire au moment de la refacturation. Les autres abonnements individuels sont à la charge du locataire.

N°MD2021-988 - 13/10/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0054AT de travaux d'aménagement du PUP les Violettes à Castelnau-le-Lez - Attribution du marché

Objet : Le marché subséquent n°M1D0054AT de travaux d'aménagement du PUP les Violettes à Castelnau-le-Lez est attribué au groupement d'entreprises LAUTIER MOUSSAC/ FAURIE/TPSO sis à Moussac (30), pour un montant estimatif de 156 679 € HT et pour une durée de 2 mois hors période de préparation.

N°MD2021-991 - 01/10/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SIKEMIA dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société SIKEMIA est agréée en vue de la location du lot CG 2.2 (239 m²) comprenant les lots CG 2.2.1 de 27 m² et CG 2.2.2 de 175 m² pour une durée de 3 ans. Son activité est la recherche, le développement, la production et la commercialisation de molécules chimiques destinés exclusivement à la recherche. La société prévoit un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°MD2021-992 - 06/10/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière de 14 169m² de bien immobilier situé lieudit Girac à CLAPIERS (cadastré BV n°56) dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 14 169 m² de bien immobilier situé lieudit Girac à Clapiers, cadastré section BV n°36, appartenant à Madame BROUSSE Marie épouse LATREILLE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 47 758,00 €.

N°MD2021-993 - 12/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 de prolongation à la convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Locaux Impasse des Sycomores

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 de prolongation de durée à la convention de mise à disposition conclue avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone concernant la mise à disposition de locaux dans le cadre de la compétence voirie. L'avenant n°1 modifie l'article 10 « Durée de la convention » en ajoutant l'alinéa suivant : « La présente convention est prolongée pour la période allant du 1/10 au 30/11/2021 avec prolongation possible d'un mois par simple mail jusque fin décembre 2021 ». Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

N°MD2021-995 - 01/10/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KYOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société KYOMED est agréée en vue de la location d'une partie des lots CG 2.4 et CG 2.8 représentant 94,22 m² dans l'immeuble Cap Gamma à compter du 1/10/2021. Son activité est le

living lab, les études cliniques de biomarqueurs et dispositifs médicaux. La société prévoit un effectif de 12 personnes à 3 ans.

N°MD2021-996 - 13/10/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°2 au marché 5194AT18 - Lot 1 "requalification de la partie basse de l'Avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques" - Autorisation de signature

Objet : A la demande du maître d'ouvrage, des travaux d'agrandissement de certains avaloirs pour améliorer l'absorption des eaux d'écoulement lors de fortes pluies et la création d'espaces verts ont été nécessaires et ont d'autre part conduit à une prolongation des délais d'exécution. Les délais d'exécution sont prolongés de 14 semaines pour la tranche ferme, de 1 semaine pour la tranche optionnelle 1 et de 6 semaines pour la tranche optionnelle 2. L'avenant est d'un montant de 3 999, 90 € HT.

N°MD2021-1003 - 13/10/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la réforme d'un copieur vétuste de marque Toshiba 3505AC - Reprise par la société Fac simulé bureautique Canon

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un copieur vétuste de marque Toshiba modèle 3505AC n° CFHF 52515. La société FAC SIMILE BUREAUTIQUE CANON, sise à Montpellier, reprend le copieur vétuste, conformément aux dispositions prévues par le marché.